

Miser sur l'avenir de l'Afrique :

Libérer les capitaux et nouer des partenariats
pour assurer une croissance durable



Miser sur l'avenir de l'Afrique: Libérer les capitaux et nouer des partenariats pour assurer une croissance durable

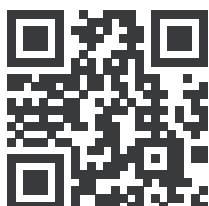
Octobre 2025

United Bank for Africa

Tous droits réservés ©2025

UBA House, 57 Marina, Lagos Island,
Lagos, Nigéria.

www.ubagroup.com





Contenu

Abréviations, acronymes et sigles

Avant-propos

Résumé analytique

PARTIE I:

Redéploiements mondiaux de capitaux et nouveaux partenariats	1
1.1 Une nouvelle réalité macroéconomique et financière.....	1
1.2 États-Unis : Diplomatie commerciale et partenariats pour des investissements stratégiques	6
1.3 Recalibrage européen : mutation de donateur en partenaire de développement	8
1.4 La stratégie africaine du Royaume-Uni après le Brexit.....	10
1.5 Pays du Golfe : Engagement stratégique croissant.....	12
1.6 Partenariats asiatiques dans le développement économique des infrastructures	18

PARTIE II:

Un nouveau paradigme pour le financement du développement.....	26
2.1 Le paradoxe du capital en Afrique: Libérer les ressources financières intérieures	27
2.2 The AfCFTA Catalyst: Building the \$3.4 Trillion Single Market	38
2.4 Institutions multilatérales : De l'octroi de dons à la création de marchés.....	45
2.5 Financer la transformation : Libérer les capitaux locaux de l'Afrique	46
2.6 Services financiers numériques : Dégroupier et mobiliser les capitaux à partir de la base	51
2.7 Construire des autoroutes mondiales d'investissement agiles pour la croissance	53

PARTIE III:

La révolution du financement du commerce:	56
3.1 Le paysage du financement du commerce : Dynamique et possibilités offertes par le marché	56
3.2 Facilitation du commerce sous l'égide de la ZLECAF	58
3.3 Transformation du financement du commerce en ligne	59
3.4 Financement de la chaîne d'approvisionnement et fonds de roulement	62
3.5 Financement des matières premières :Tirer parti de l'avantage de l'Afrique en matière de ressources	63
3.6 Démocratisation du commerce des PME	64
3.7 Révolutionner les infrastructures de règlement pour réduire la dépendance au dollar américain	65
3.8 L'avenir du financement du commerce africain	68

PARTIE IV:

Financement des infrastructures	70
Et intégration transfrontalière	70
4.1 Une nouvelle architecture financière pour un continent africain uni	71
4.3 Preuves concrètes : Financement des corridors économiques essentiels.....	76

PARTIE V:

Au-delà du bilan : Mesurer l'impact durable et tracer l'avenir	85
5.1 Engagement des entreprises et intégration des critères ESG.....	85
5.2 Mécanismes de financement mixte : Accroître les investissements à impact	88
5.3 Cadres pour une banque durable	89

PARTIE VI:

Perspectives : Opportunités stratégiques et tendances émergentes	91
6.1 TLa prochaine décennie de l'Afrique et l'intégration économique mondiale	91
6.2 L'impératif institutionnel : Former les champions africains du financement du développement.....	93
6.3 Plan d'action.....	94

PARTIE VII:

Conclusion : Miser sur la croissance durable de l'Afrique.....	97
Annexe : Bibliographie complète.....	99
À propos de United Bank for Africa	102

Liste des figures et des tableaux

Liste de Figures

Figure 1: Une vision systémique des risques mondiaux	1
Figure 2: État d'avancement global des objectifs de développement durable	2
Figure 3: Passage des capitaux africains de l'aide vers des partenariats multipolaires	5
Figure 4: Volume total des échanges entre les pays du CCG et les pays africains en milliards d'USD de 2016 à 2023.....	12
Figure 5: Flux d'IDE du CCG vers l'Afrique en valeur, en milliards d'USD : Les cinq principaux pays source.....	13
Figure 6: Flux d'IDE du CCG vers l'Afrique en valeur, en milliards d'USD : Les cinq principaux pays de destination.....	13
Figure 7: Flux d'IDE du CCG vers l'Afrique en valeur d'investissement en capital, 2021-2022 : Les cinq principaux secteurs	13
Figure 8: Map showing Gulf States	16
Figure 9: Évolution des ventes à l'exportation de la Chine par destination.....	20
Figure 10: Engagements de l'Asie en Afrique (2019-2025)	21
Figure 11: Commerce bilatéral entre l'Inde et l'Afrique.....	22
Figure 12: Croissance en Afrique par rapport à la dette publique	28
Figure 13: Visualisation des 4 000 milliards d'USD d'actifs locaux de l'Afrique.....	30
Figure 14: Intra-African Trade Performance and Projections, 2021-2025	39
Figure 15: Participants au système panafricain de paiement et de règlement.....	43
Figure 16: Comparaison de la pénétration des comptes financiers entre les régions (2024)	52
Figure 17: L'impact du système panafricain de paiement et de règlement	60
Figure 18: Climate Finance Flows in Context.....	86

Liste de Tableaux

Tableau 1: Faiblesses structurelles des systèmes financiers africains (UBA Markets)	32
Tableau 2: Actifs des fonds de pension africains et limites d'investissement dans les infrastructures	49
Tableau 3: Comparaison entre Buna et PAPSS - Passerelles de paiement	61
Tableau 4: Analyse comparative des modèles de financement des infrastructures	82

Abréviations et acronymes

Acronyme	Signification
AFC	Société financière africaine
AFD	Agence française de développement
Afrexim Bank	Banque africaine d'import-export
APD	Aide publique au développement
APEG	Accord de partenariat économique global
ASEA	Association africaine des bourses de valeurs
BAD	Banque africaine de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BII	British International Investment
BMD	Banque multilatérale de développement
BRI	Initiative de « la ceinture et la route »
CAN	Coupe d'Afrique des nations
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DBT	Ministère britannique des Affaires et du Commerce
DFC	Société de financement du développement international des États-Unis
EDCF	Fonds de coopération pour le développement économique (Corée du Sud)
EP	Entreprise publique
ESG	Aspect environnemental, social et de gouvernance
FMI	Fonds monétaire international
FOIP	Indo-Pacifique libre et ouvert
GIIF	Fonds d'investissement pour les infrastructures du Ghana,
GTI	Initiative de commerce guidé
ICC	Chambre de commerce internationale

Acronyme	Signification
IDE	Investissement direct étranger
IFD	Institution de financement du développement
IPN	Infrastructure publique numérique
JNHP	Projet hydroélectrique Julius Nyerere
KEPFIC	Consortium d'investissement des fonds de pension du Kenya
KOICA	Agence coréenne de coopération internationale
LSE	Bourse de Londres
MLETR	Loi type sur les documents transférables électroniques
NNPC	Compagnie pétrolière nationale du Nigéria
NSIA	Autorité souveraine d'investissement du Nigéria
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
PACM	Marché monétaire africain
PAPSS	Système panafricain de paiement et de règlement
PAVM	Partenariat pour la production de vaccins en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PGI	Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux
PME	Petites et moyennes entreprises
PPP	Partenariat public-privé
RTGS	Règlement brut en temps réel
SCF	Financement de la chaîne d'approvisionnement
SFI	Société financière internationale
TICAD	Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
UBA	United Bank for Africa
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine
ZMAO	Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest

Avant-propos



Le financement du développement, tel que le monde le connaît depuis des décennies, est en cours de réinvention. Pour nous, en Afrique, cette évolution nous situe à un tournant décisif, nous offrant une chance de prendre le contrôle de notre propre destin économique.

Notre continent, qui abrite plus de 1,4 milliard d'habitants, se caractérise par un paradoxe. En effet, trop nombreux sont ceux qui vivent encore sans électricité. Trop nombreux sont nos jeunes hommes et femmes qui restent sans emploi et dont le potentiel n'est pas réalisé. Or, cette même population majoritairement jeune incarne une résilience, une créativité et une ambition incommensurable. Combinée à ses ressources naturelles et à son énergie entrepreneuriale, l'Afrique dispose de tous les atouts nécessaires pour assurer sa prospérité, à condition que nous nous mobilisions efficacement.

Je suis depuis belle lurette un défenseur de la philosophie du capitalisme à l'africaine, se définissant comme la conviction selon laquelle le secteur privé africain, s'il est doté d'une vision, de capitaux et qu'il lui est assigné des responsabilités, peut être le moteur d'une croissance durable qui crée à la fois prospérité économique et richesse sociale. Le financement du développement doit donc évoluer, passant de la dépendance vis-à-vis de l'aide à des partenariats d'investissement, d'interventions à court terme à des engagements à long terme permettant de réaliser un impact social mesurable tout en générant des rendements financiers. Chez UBA, nous savons que cela est possible. Nous l'avons démontré de manière constante depuis plus de 75 ans.

Les institutions financières africaines doivent être au cœur de cette évolution. Grâce à leur connaissance approfondie du marché local et à leur portée mondiale, des institutions telles que UBA sont particulièrement bien placées pour mettre en relation les capitaux, établir des liens entre les opportunités et réduire les risques liés aux investissements. Ce livre blanc, intitulé « Banking on Africa's Future » (Miser sur l'avenir de l'Afrique), présente des informations factuelles et des études de cas pratiques qui montrent ce qu'il est possible de réaliser lorsque nous innovons et collaborons.

Nous ne sommes pas seuls dans cette aventure. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) témoignent déjà de la puissance de l'action collective. De nouvelles alliances mondiales, du Golfe à l'Asie et au-delà, élargissent les possibilités pour le secteur privé africain de prendre les devants. Un vieux proverbe nous rappelle: « Si tu veux aller vite, pars seul. Si tu veux aller loin, pars ensemble avec d'autres. » L'Afrique, pour sa part, choisit d'aller loin.

Chez UBA, nous percevons clairement notre rôle, à savoir servir de passerelle entre les capitaux nationaux et internationaux, entre l'Afrique et le monde, entre les défis d'aujourd'hui et les possibilités de demain. Menant des opérations dans 20 pays africains et jouissant d'une présence stratégique dans les centres financiers mondiaux de New York, Londres, Paris et Dubaï, nous nous engageons à favoriser la souveraineté économique et la prospérité de l'Afrique.

Ceci est un appel à l'action. Aux décideurs, aux institutions de financement du développement, aux investisseurs et aux autres institutions financières africaines : collaborons différemment, investissons avec audace et agissons sans tarder. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que l'avenir de l'Afrique soit façonné par l'Afrique elle-même, qu'il soit durable, inclusif et soutenu par les aspirations de nos populations.



Tony O. Elumelu, CFR
PRÉSIDENT DU GROUPE, GROUPE UBA

Résumé analytique

Pendant des décennies, les discours sur l'investissement commercial en Afrique ont été façonnés par des perceptions externes des risques qui déforment souvent les réalités des marchés locaux. Certes les institutions de financement du développement (IFD) ont pris en compte ces risques, mais l'accent mis sur les capitaux externes a occulté une vérité fondamentale: les institutions financières et les détenteurs de capitaux africains sont les mieux placés pour évaluer les opportunités, évaluer correctement les risques et déployer efficacement les capitaux.

Le présent document recadre le défi qui consiste à passer d'un paradigme traditionnel à voie unique reposant exclusivement sur l'attraction de capitaux extérieurs pour susciter la croissance à une stratégie à plusieurs volets au cœur de laquelle se trouve la mobilisation des actifs financiers locaux africains grâce à des mécanismes de financement innovants pilotés par les Africains.

Ce changement est d'autant plus urgent que les flux d'aide traditionnels sont en baisse, que les tensions géopolitiques refaçonnent les modèles d'investissement et que la technologie réoriente les capitaux vers de nouveaux secteurs. Tout en accordant la priorité aux ressources nationales, cette stratégie vise également à nouer des partenariats internationaux, renforçant ainsi le principe selon lequel l'avenir de la croissance mondiale a une forte empreinte africaine.

La thèse centrale de cette nouvelle approche est la possibilité de débloquer environ 4 000 milliards d'USD¹ de capitaux locaux. Déployés de manière stratégique, ces fonds pourraient permettre de réduire considérablement la dépendance du continent à l'égard des financements extérieurs et, qui plus est, de renforcer son indépendance économique. Le déploiement de ces capitaux là où les priorités nationales en matière de développement ont été identifiées servira également de catalyseur des flux de capitaux extérieurs, épousant la vision tracée par les autorités nationales.

Cette approche peut contribuer à garantir des partenariats pour les investissements directs étrangers en exploitant les vastes réserves mondiales de capitaux, notamment les 63 100 milliards d'USD de fonds de pension mondiaux,² les 105 900 milliards d'USD d'actifs bancaires mondiaux et les 127 000 milliards d'USD des marchés boursiers mondiaux.³ Ces chiffres représentent la valeur totale de toutes les sociétés cotées en bourse dans le monde, les États-Unis détenant une part importante, évaluée à environ 62 200 milliards d'USD. L'exploitation, ne serait-ce que d'une petite partie, de ces ressources pourrait avoir un impact transformateur sur le continent.

¹ Les champions de l'AFC réorientent 4 000 milliards d'USD d'épargne intérieure vers la transformation des infrastructures africaines.

² OCDE (2024), *Pension Markets in Focus 2024*, Éditions OCDE, Paris.

³ Visual Capitalist. (25 août 2025). Le marché boursier mondial, d'une valeur de 127 000 milliards d'USD, représenté dans un graphique géant. Visual Capitalist.



Selon le Rapport 2025 de la Société financière africaine (AFC) sur l'état des infrastructures en Afrique, ce capital comprend environ 2 500 milliards d'USD d'actifs bancaires commerciaux, plus de 1 100 milliards d'USD de capitaux institutionnels à long terme (pensions, assurances, fonds souverains) et 470 milliards d'USD de réserves.⁴ Les transferts de fonds apportent un complément considérable à ces ressources. En effet, en 2023, l'Afrique subsaharienne a reçu 54 milliards d'USD et l'Afrique du Nord 36,8 milliards d'USD, soit un total de 91 milliards d'USD, ce qui fait plus du double de l'aide publique au développement bilatérale nette du continent.⁵

Certes la totalité de ces capitaux n'est pas immédiatement disponible, mais d'en mobiliser ne serait-ce qu'une fraction de façon stratégique peut permettre de débloquer des investissements transformateurs dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et du développement social. Cet investissement initial crée un effet multiplicateur, attirant des ressources supplémentaires provenant des flux mondiaux d'IDE et aidant l'Afrique à réaliser son potentiel de croissance.

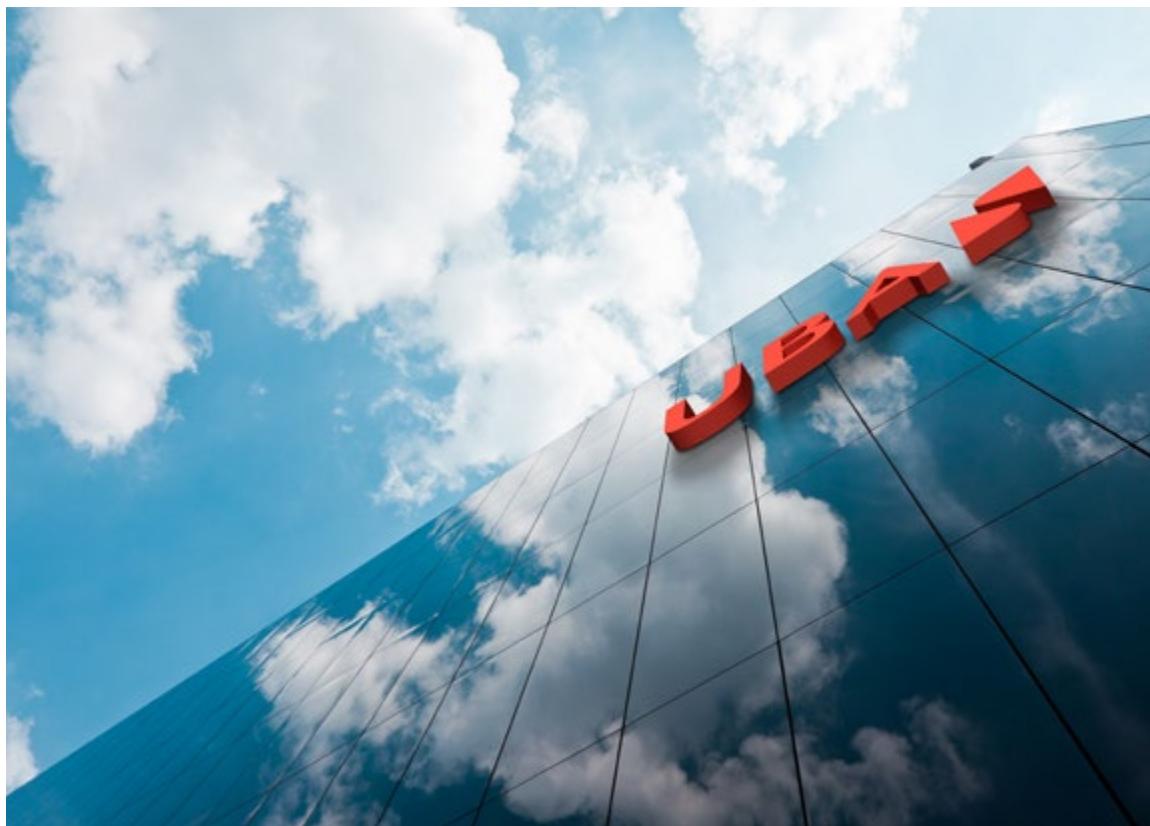
⁴ Africa Finance Corporation (2025). Rapport sur les perspectives financières de l'Afrique. Lagos : AFC.

⁵ Banque mondiale (2024). Migration and Remittances Factbook. Washington, DC : Banque mondiale.

La mobilisation des ressources intérieures s'inscrit directement dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, notamment ceux axés sur l'énergie (ODD 7), la croissance économique (ODD 8), les infrastructures (ODD 9) et l'action climatique (ODD 13). En réorientant les actifs locaux vers ces secteurs transformateurs, les institutions financières africaines peuvent être le moteur d'un changement économique fondamental et contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux de développement.

Nous soutenons que les institutions financières peuvent catalyser la transformation structurelle de l'Afrique en exploitant les capitaux locaux inutilisés grâce à des financements structurés, mixtes et axés sur l'impact, et en orientant les flux de capitaux mondiaux vers les priorités nationales en matière de croissance. Libérer le potentiel de croissance dans le cadre de la transformation de l'Afrique commence en interne.

Le continent ne manque pas de capitaux, mais est plutôt confronté à des faiblesses structurelles en matière d'intermédiation financière, facteur limitant le flux des ressources nationales drainées vers des investissements productifs.



Au nombre de ces faiblesses, on peut citer un décalage entre les passifs bancaires à court terme et les besoins à long terme des projets d'infrastructure et les restrictions réglementaires limitant les investissements des fonds de pension dans des classes d'actifs cruciales, telles que les infrastructures. On peut également mentionner la pénurie d'instruments de réduction des risques pouvant être gérés par des institutions locales disposant des connaissances approfondies nécessaires pour évaluer avec précision les risques sur le terrain et les atténuer. En outre, les actifs financiers des ménages dans de nombreuses économies africaines restent bien en-deçà des niveaux de l'OCDE.⁶ Les investissements annuels dans les infrastructures sont également à la traîne, avec une moyenne de seulement 3,5 % du PIB, taux bien en deçà du seuil de référence de 5 à 6 % nécessaire pour combler le déficit d'infrastructures.⁷

La réalisation du potentiel de l'Afrique requiert une action coordonnée dans les secteurs financier, économique, politique et du développement. Cette action doit s'appuyer sur trois changements fondamentaux, à savoir : le passage de modèles fortement axés sur l'aide à des partenariats d'investissement, d'une dépendance excessive à l'égard des financements extérieurs à une mobilisation des capitaux locaux (tout en continuant à attirer les capitaux mondiaux) et d'un système bancaire conventionnel à un financement innovant axé sur les solutions.

Transformation du marché et nouveaux modèles de partenariat

Le paysage du financement du développement est en pleine évolution. De nouveaux modèles de collaboration sont en cours d'adaptation au contexte africain afin de susciter une plus grande appropriation locale.

Cette évolution transparaît manifestement au regard des récentes actions des institutions de financement du développement (IFD), qui ont porté leurs engagements en Afrique à plus de 25 milliards d'USD en 2024. La Société financière internationale (SFI) se situe au premier plan avec un engagement record de 14,2 milliards d'USD (soit une augmentation de 23 % par rapport à l'année précédente). Ce montant est réparti dans 45 pays et cible les infrastructures, le financement climatique et les technologies financières.

La SFI est suivie de la Banque africaine de développement (BAD), avec environ 11 milliards d'USD de nouveaux investissements axés sur l'énergie, les transports, la résilience climatique et l'inclusion financière.⁸ Cette tendance a été davantage renforcée avec l'annonce récente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) d'étendre son mandat d'investissement à plusieurs marchés africains.⁹ Ces développements signalent un changement définitif dans les priorités des investisseurs envers le continent.

⁶ OCDE (2023). Base de données sur les actifs financiers des ménages. Paris : OCDE.

⁷ Gutman, J., Sy, A., & Chattopadhyay, S. (2015). Financer les infrastructures africaines : le monde est-il à la hauteur ? Washington, DC : Brookings Institution.

⁸ Société financière internationale. (30 octobre 2024). L'IFC investit un montant record dans 45 pays africains au cours de l'exercice 2024. Extrait du communiqué de presse de l'IFC Groupe de la Banque africaine de développement. (28 mai 2025). La Banque africaine de développement atteint un montant record de 11 milliards d'USD de nouveaux investissements pour 2024 (Examen annuel de l'efficacité du développement). Extrait du site de la BAD.

⁹ <https://www.ebrd.com/home/news-and-events/news/2025/benin--cote-d-ivoire-and-nigeria-announced-as-new-coos.html>

Ces flux s'appuient de plus en plus sur des modèles de financement mixte combinant capitaux concessionnels et commerciaux afin de réduire les risques liés aux projets et d'attirer la participation du secteur privé. Par exemple, le Projet éolien du lac Turkana au Kenya, le plus grand parc éolien d'Afrique, a mobilisé 620 millions d'USD grâce à une combinaison de prêts au développement, de garanties et de capitaux privés.¹⁰

Fait essentiel, ce modèle continue d'évoluer, démontrant ainsi le pouvoir de la mobilisation de capitaux pilotée par l'Afrique. Citons à titre d'exemple, le Projet hydroélectrique Julius Nyerere d'une capacité de 2 115 MW en Tanzanie qui a été entièrement financé par un consortium d'institutions africaines,¹¹ dont UBA Plc. Cela illustre un nouveau paradigme puissant dans lequel les mécanismes africains de partage des risques peuvent permettre de débloquer des projets commercialement viables, stimulant ainsi le développement de l'intérieur.

Cette innovation au niveau des projets est amplifiée par une intégration continentale transformatrice. Des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) créent un marché plus uniifié. Le PAPSS, par exemple, permet désormais d'effectuer des paiements transfrontaliers instantanés, réglés en seulement 120 secondes, et devrait permettre au continent de réaliser des économies de cinq milliards d'USD par an en frais de transaction.¹²

Cependant, ces cadres nécessitent des infrastructures financières solides pour fonctionner. Le financement des artères du commerce est aussi essentiel que la réalisation des infrastructures elles-mêmes. Le succès de la ZLECAF dépend de la capacité des banques africaines à fournir aux petites et moyennes entreprises (PME), qui cherchent à s'étendre sur les marchés régionaux, des financements accessibles pour le commerce et la chaîne d'approvisionnement.

¹⁰ Banque africaine de développement. « La BAD réunit des prêteurs pour garantir le plus gros investissement du secteur privé au Kenya ». 25 mars 2014

¹¹ United Bank for Africa Tanzania. « UBA Extends Support to Nyerere Hydropower Project » (UBA apporte son soutien au Projet hydroélectrique Nyerere). 30 novembre 2020. <https://il.tzembassy.go.tz/resources/view/uba-extends-support-to-nyerere-hydropower-project>

¹² Reuters. (20 juin 2025). Sous l'ombre de l'avertissement de Trump, les systèmes de paiement non libellés en dollars des pionniers africains. Reuters. Extrait de Reuters News

Cadre futur

Pour réaliser ce potentiel, les institutions financières, les gouvernements et les investisseurs africains devraient :

- **mettre en place** et développer des mécanismes de financement mixte afin de réduire les risques liés aux projets de grande envergure et d'attirer des capitaux locaux et internationaux;
- **renforcer** les consortiums de financement dirigés par l'Afrique, en créant des pools de capitaux transfrontaliers et en encourageant les partenariats entre les banques et les investisseurs institutionnels;
- **concevoir** de nouveaux véhicules d'investissement qui permettent aux institutions nationales, notamment les caisses de retraite, les compagnies d'assurance et les canaux de transfert de fonds, de réduire progressivement leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur;
- **accélérer** l'harmonisation réglementaire entre les blocs régionaux afin de créer des corridors prêts à l'investissement et de normaliser les processus de préparation des projets ; et
- **déployer** des plateformes numériques pour améliorer la rapidité des transactions, la transparence, la bancabilité des projets et renforcer la confiance des investisseurs.

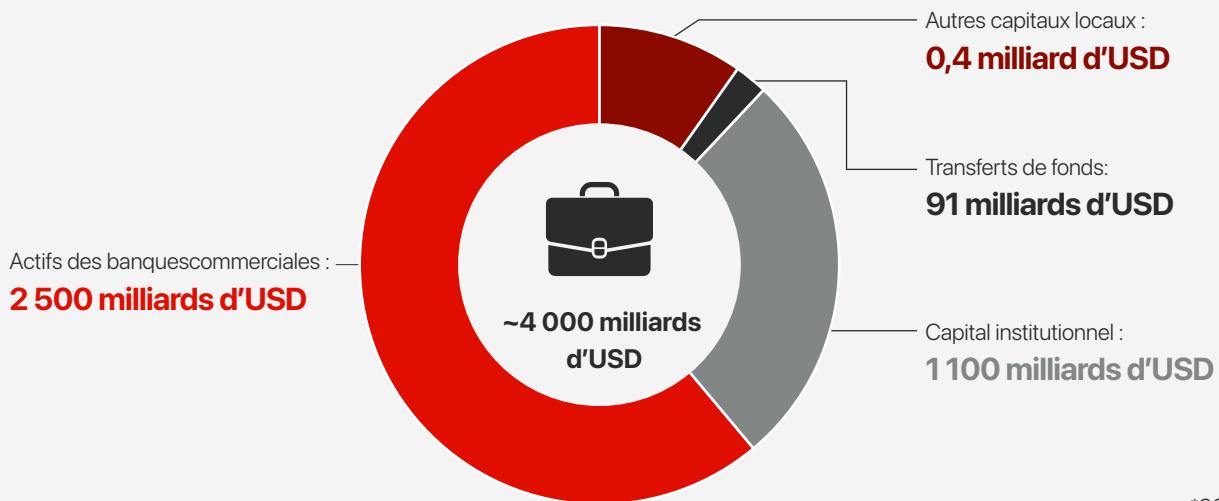
En devenant les architectes de leur destin économique, les institutions africaines peuvent drainer les ressources intérieures vers des trajectoires de croissance durable profitant tant aux investisseurs qu'aux communautés.

Le présent livre blanc examine ce en quoi les institutions financières africaines jouent un rôle essentiel dans la libération du potentiel du continent. Ces champions financiers s'appuient sur les capitaux locaux comme base, amplifiant leur impact grâce à des partenariats stratégiques et des investissements mondiaux afin de bâtir un continent plus prospère et autonome.



Les discours antérieurs sur l'investissement en Afrique reposaient sur des perceptions externes des risques qui ne reflétaient pas les réalités locales. **L'accent devrait basculer de l'attraction exclusive des capitaux externes vers la mobilisation des ressources financières africaines.**

L'Afrique ne manque pas de capitaux, mais est confrontée à des lacunes structurelles qui empêchent le drainage des ressources financières internes vers des investissements productifs. Le continent dispose d'environ 4 000 milliards d'USD de capitaux locaux, dont 2 500 milliards d'actifs bancaires commerciaux et plus de 1 100 milliards de capitaux institutionnels. Les transferts de fonds apportent également une contribution significative, s'élevant au total à 91 milliards d'USD en 2023.



*2023

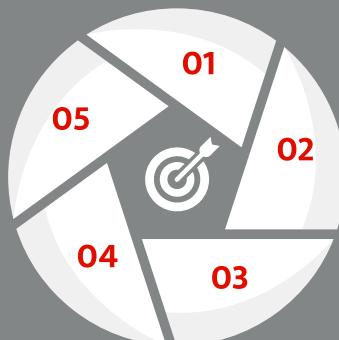


La stratégie consiste à utiliser les actifs financiers locaux comme base fondamentale de la croissance. Cette approche renforce non seulement l'indépendance économique, mais sert également d'élément catalyseur pour attirer les investissements étrangers qui cadrent avec les priorités nationales en matière de développement.

Pour réaliser ce potentiel, les cinq mesures clés ci-après sont recommandées :

Déployer des plateformes numériques pour accroître la rapidité, la transparence et la confiance.

Accélérer l'harmonisation réglementaire afin de créer des corridors prêts à accueillir des investissements.



Développer le financement mixte afin de réduire les risques liés aux projets et attirer les capitaux.

Renforcer les consortiums africains afin de constituer des pools de capitaux transfrontaliers.

Concevoir de nouveaux véhicules d'investissement afin de réduire la dépendance à l'égard des financements extérieurs.



Redéploiements mondiaux de capitaux et nouveaux partenariats

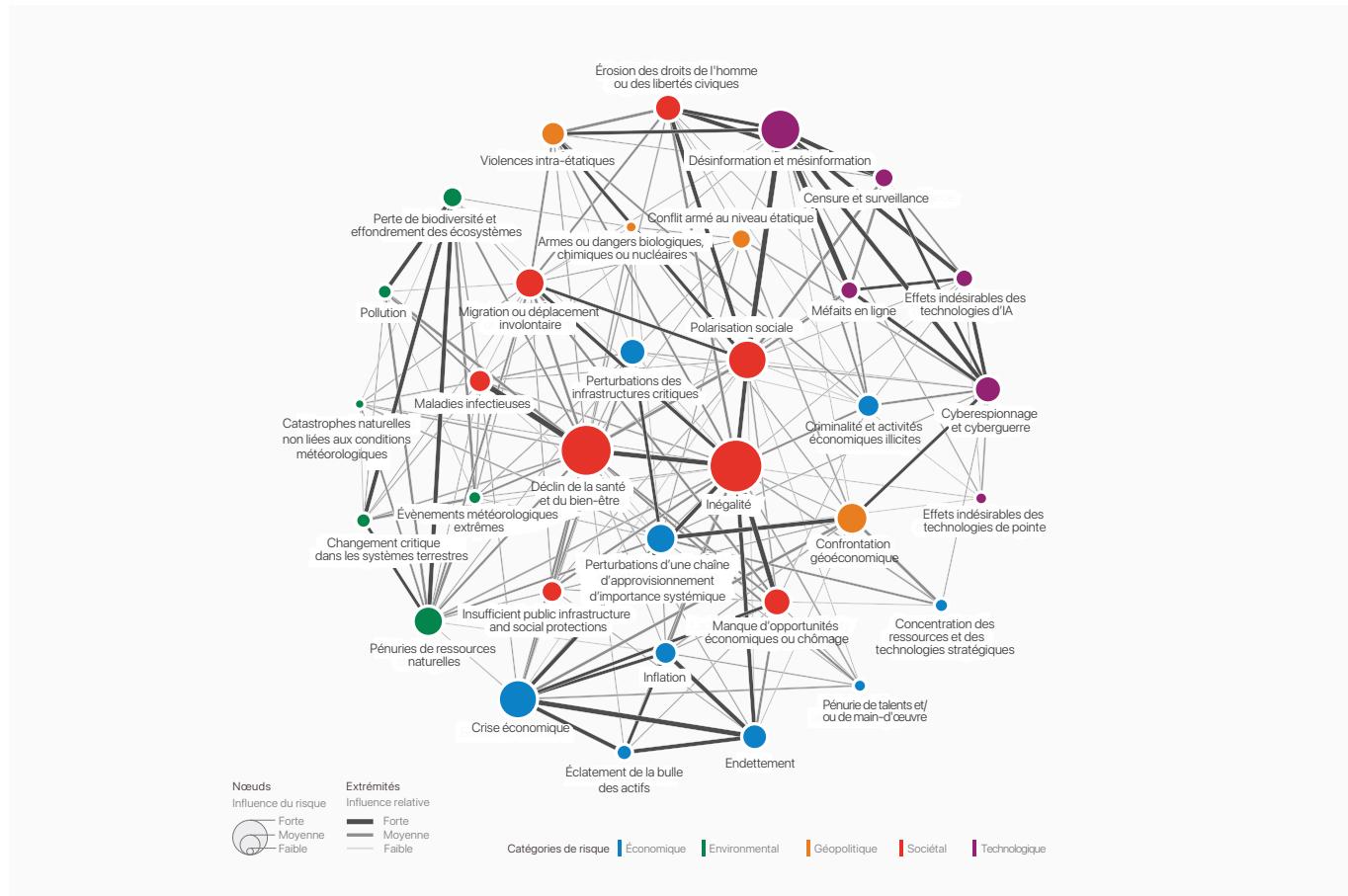
1.1 Une nouvelle réalité macroéconomique et financière

L'économie mondiale est confrontée à des facteurs structurels défavorables sans précédent qui requièrent un changement stratégique fondamental.

Le ralentissement prolongé de la croissance mondiale constitue une préoccupation majeure. La Banque mondiale publie ses perspectives quinquennales les plus faibles en l'espace de près de deux décennies, ses prévisions les plus pessimistes en dehors d'une

récession mondiale effective. De même, le FMI prévoit que la croissance stagnera à 3,3 % jusqu'en 2026, taux nettement inférieur à la moyenne historique de 3,7 % enregistrée entre 2000 et 2019.¹³

FIGURE 1: Une vision systémique des risques mondiaux



SOURCE: Forum économique mondial, Enquête sur la perception des risques mondiaux, 2024-2025

¹³ Fonds monétaire international. (2025). Perspectives économiques mondiales.

Ce ralentissement est aggravé par la persistance de l'inflation, l'accroissement de l'incertitude politique et l'exacerbation des tensions géopolitiques. Si le FMI prévoit un ralentissement de l'inflation mondiale, cette tendance occulte d'importantes pressions régionales qui limitent la flexibilité monétaire et freinent la dynamique d'investissement. Le Rapport 2025 du Forum économique mondial sur les risques mondiaux illustre cet enchevêtrement de menaces interdépendantes.¹⁴

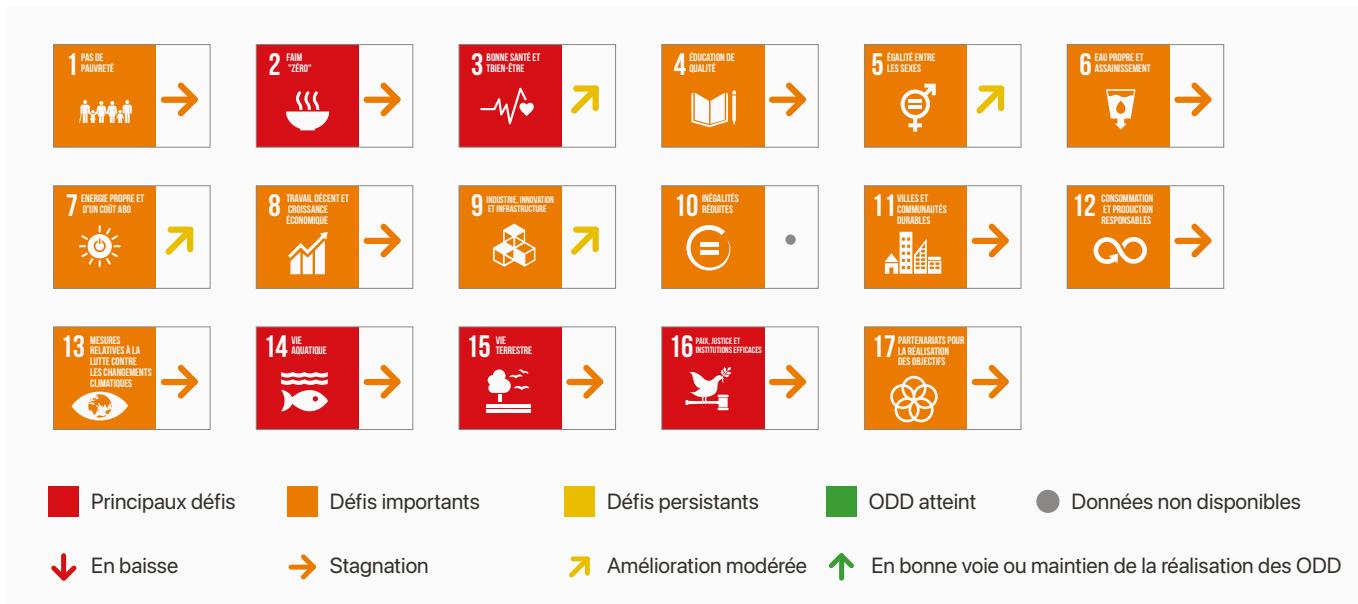
Ces facteurs défavorables affectent l'Afrique de manière différente. Le continent a, de façon constante, surclassé la moyenne mondiale, avec un taux de croissance du PIB de 3,8 % en 2024, contre 3,2 au niveau mondial.¹⁵ L'Afrique a enregistré une hausse de 75 % des IDE, qui ont atteint 97 milliards d'USD en 2024, principalement grâce à un mégaprojet de développement urbain en Égypte. Hormis ce cas exceptionnel, les IDE dans le reste du continent ont tout de même augmenté de 12 % pour atteindre environ 62 milliards d'USD.¹⁶

Dans le même temps, les pays africains les moins avancés (PMA) - là encore, hormis la forte augmentation enregistrée en Égypte - ont bénéficié d'une hausse de 9 % des IDE en glissement annuel, grâce à la diversification dans les secteurs de l'industrie manufacturière, des énergies renouvelables et les infrastructures numériques.

Cette divergence offre à l'Afrique une opportunité stratégique de se repositionner en tant que moteur de croissance et acteur plus influent dans l'économie mondiale. L'Afrique n'est, toutefois, pas à l'abri de risques spécifiques à fort impact.

Au nombre des vulnérabilités du continent figurent les confrontations géoéconomiques, la crise de la dette souveraine, l'inflation et la dévaluation des monnaies, ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Comme le souligne une étude de la Banque européenne d'investissement, cette croissance fait suite à un ralentissement marqué par rapport à la période de forte croissance enregistrée

FIGURE 2: État d'avancement global des objectifs de développement durable



SOURCE: Forum économique mondial, Enquête sur la perception des risques mondiaux 2024-2025

¹⁴ Forum économique mondial. (15 janvier 2025). Rapport sur les risques mondiaux 2025 (20e éd.). <https://www.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2025>

¹⁵ Fonds monétaire international. (2024). Perspectives économiques mondiales.

¹⁶ CNUCED. (Janvier 2025). Global Investment Trends Monitor n° 48.

dans les années 2000 et s'inscrit dans un contexte d'augmentation constante de la dette publique depuis 2012.¹⁷ Cette pression budgétaire sous-jacente constitue une vulnérabilité majeure et fait du basculement vers la mobilisation des capitaux locaux non seulement une opportunité, mais aussi une nécessité structurelle.

L'évolution de la réglementation bancaire mondiale, telle que Bâle III.1, est également susceptible d'accroître le coût du capital pour les entités notées en dessous de la catégorie investissement et non notées, laquelle catégorie intègre de nombreuses entreprises africaines. En augmentant les exigences de fonds propres des banques pour les expositions à haut risque, ces règles pourraient restreindre les prêts nationaux, ralentir les investissements dans les infrastructures et l'industrie et renforcer l'urgence de trouver des solutions de financement innovantes, menées par les Africains, afin de mobiliser efficacement les ressources locales.¹⁸

L'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique est soumise à une pression croissante, les donateurs limitant le financement en faveur des pays les moins avancés du continent du fait de contraintes budgétaires.¹⁹ Dans le même temps, les IDE restent volatils et insuffisants pour combler le déficit annuel de financement des infrastructures en Afrique, estimé entre 130 et 170 milliards d'USD. Les engagements récents se sont élevés à environ 80 milliards d'USD par an, les contributions des donateurs représentant environ 35 % du total des engagements.²⁰

Ce déficit de financement a de profondes répercussions sur le développement durable. Selon le Rapport d'étape 2025 des Nations Unies sur les ODD, seuls 35 % des objectifs sont en bonne voie ou affichent des progrès modérés, tandis que 47 % enregistrent des progrès insuffisants et 18 % ont régressé par rapport aux niveaux de référence de 2015. La pandémie de COVID-19, associée à l'augmentation des coûts du service de la dette, a exacerbé ces difficultés, détournant les ressources des priorités de développement.²¹

Cette réalité augure d'un rééquilibrage fondamental du financement du développement. Nous assistons à un rééquilibrage fondamental, passant d'un cadre centré sur l'aide à un paradigme de croissance axé sur l'investissement, où l'aide publique au développement sert de plus en plus comme catalyseur pour réduire les risques et mobiliser massivement des capitaux privés.

Point clé

Les difficultés économiques mondiales de l'heure nécessitent une nouvelle stratégie financière africaine axée sur les capitaux locaux et les partenariats.

¹⁷ Banque européenne d'investissement, Le crédit privé est-il évincé par la BEI, freinant ainsi la croissance en Afrique ? (Luxembourg : BEI, 23 novembre 2022)

¹⁸ Saleh, N.J. (31 mai 2025). Modèles d'investissement innovants en Afrique : contexte structurel et cyclique [Présentation]. LBS Africa Business Summit, Londres, Royaume-Uni

¹⁹ CNUCED. (2025). Perspectives du commerce et du développement 2025 : Sous pression – L'incertitude remodelle le financement du développement mondial.

²⁰ AUDA-NEPAD. (2025). Débloquer le financement durable des infrastructures en Afrique. Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

²¹ Nations Unies. Rapport sur les objectifs de développement durable 2025. Division des statistiques des Nations Unies, 2025.

Réalignement des capitaux et partenariats

Dans ce contexte macroéconomique, l'Afrique se trouve au centre d'un réalignement mondial des capitaux. En effet, le continent est devenu une arène stratégique dans un ordre économique multipolaire, où convergent les investisseurs du Golfe, les partenaires asiatiques, les IFD occidentales et les institutions africaines. Cette évolution reflète un réalignement plus large de la finance mondiale: **l'érosion des modèles fortement dépendants de l'aide et l'essor de partenariats commercialement disciplinés qui intègrent l'intérêt mutuel et la durabilité à long terme.**

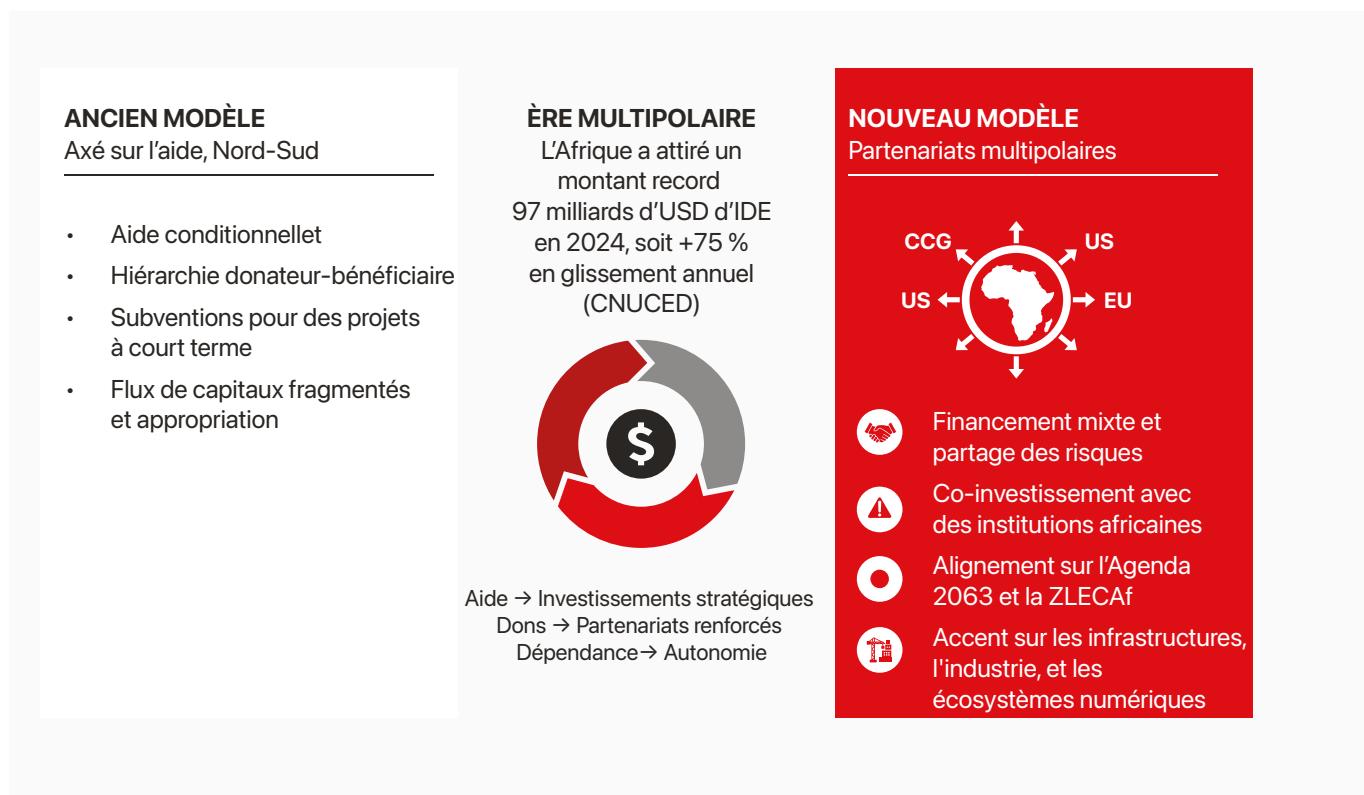
Le Rapport 2025 de la CNUCED sur l'investissement dans le monde souligne cette transition. L'Afrique a attiré des flux d'IDE d'un niveau record de 97 milliards d'USD en 2024, soit une augmentation de 75 % en glissement annuel, ce qui est contraire à la baisse des flux vers de nombreux marchés émergents.²² Fait à noter, plus de la moitié de ces flux a pris la forme de financements de projets d'infrastructure, d'investissements dans l'énergie et de réseaux numériques, ce qui indique que les capitaux s'en tiennent au programme d'intégration de l'Afrique plutôt qu'aux conditionnalités de l'aide. Cette dynamique est en train de se transformer rapidement en une course effrénée pour définir les routes commerciales, définir

des normes technologiques et bâtir les infrastructures physiques qui façoneront l'avenir économique de l'Afrique.

Des projets phares illustrent cette nouvelle réalité. Le corridor de Lobito, le port de Ndayane et le corridor de Nacala financés, respectivement, par les États-Unis, les Émirats arabes unis et le Japon créent une nouvelle dynamique géopolitique, modifiant les équilibres régionaux et redirigeant les flux commerciaux mondiaux. Chacun d'entre eux représente non seulement un investissement dans les infrastructures, mais aussi un positionnement stratégique dans la transformation économique de l'Afrique.

Il est vrai que ce paysage comporte des risques de fragmentation géopolitique et soulève des inquiétudes quant à la viabilité de la dette, mais il n'en demeure pas moins qu'il confère également aux nations africaines davantage de pouvoir. En effet, les dirigeants africains ne sont plus des bénéficiaires passifs, mais tirent de plus en plus parti de cette concurrence mondiale pour négocier des partenariats plus favorables et à valeur ajoutée qui privilégient l'industrialisation et le développement économique local, marquant ainsi un tournant décisif dans les relations du continent avec le reste du monde.

²² CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025 + communiqué de presse « Afrique : les investissements étrangers ont atteint un niveau record en 2024 », 19 juin 2025.

FIGURE 3: Passage des capitaux africains de l'aide vers des partenariats multipolaires

1.2 États-Unis : Diplomatie commerciale et partenariats pour des investissements stratégiques

Parmi les principaux partenaires mondiaux qui redéfinissent leur engagement en Afrique, les États-Unis représentent peut-être le revirement stratégique le plus spectaculaire.

Les États-Unis ont opéré une réorientation stratégique de leur politique étrangère à l'égard de l'Afrique, passant de l'aide traditionnelle au développement à un modèle à orientation commerciale mettant l'accent sur « le commerce, pas l'assistance ». ²³ Cette approche donne la priorité à la diplomatie commerciale et aux partenariats avec le secteur privé afin de promouvoir les intérêts économiques mutuels, tout en élargissant les possibilités de coopération stratégique.

Cette évolution politique s'est accompagnée d'une restructuration complète des programmes d'aide au développement, avec la modification de plus de 5 300 projets et une réorganisation importante de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) afin de l'aligner sur les nouvelles priorités stratégiques. ²⁴

Le corridor de Lobito, projet d'infrastructure transformateur reliant l'intérieur de la République démocratique du Congo (RDC), riche en minéraux, et la Zambie à la côte atlantique de l'Angola, est devenu l'exemple phare de ce changement. Bien qu'il s'agisse d'une initiative de l'ère Biden s'inscrivant dans le cadre du Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux (PGI) du G7, la valeur stratégique du corridor cadre parfaitement avec l'objectif de l'administration Trump. Cet objectif consiste à sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minéraux essentiels pour la transition énergétique mondiale et à concurrencer l'initiative chinoise «

Ceinture et route ». Des hauts responsables ont réaffirmé à maintes reprises le soutien des États-Unis à ce projet, le dépeignant comme une priorité essentielle.

Ce soutien rhétorique contraste, toutefois, avec les réductions simultanées de l'aide de l'administration, qui ont créé une grande incertitude. De programmes pilotés par l'USAID, pour près de 20 millions d'USD, visant à réaliser des « infrastructures immatérielles » le long du corridor, notamment des initiatives en faveur de la transparence, du développement agricole, de la lutte contre la corruption et des services de paiement mobile, ont été suspendus.

De plus, le versement d'un prêt essentiel d'un montant de 553 millions d'USD de la Société de financement du développement international des États-Unis (DFC) a été retardé. ²⁵ Certes les responsables de la DFC affirment que les négociations se poursuivent et que le projet se déroule « comme prévu », mais ces gels de financement ont compliqué le lancement du chantier du corridor prévu en 2026.

L'approche adoptée par l'administration américaine pour combler ces déficits de financement illustre son nouveau modèle de diplomatie commerciale dans la pratique. Lors du sommet commercial États-Unis-Afrique organisé à Luanda, les entreprises américaines ont annoncé des accords avec le secteur privé d'une valeur de 2,5 milliards d'USD pour des projets le long du corridor de Lobito, notamment des terminaux de silos à grains, une ligne de transport d'électricité de 1 200 km et le développement d'infrastructures numériques. ²⁶

²³ Reuters, « Les États-Unis réorientent leur stratégie africaine vers le commerce plutôt que l'aide, selon leur envoyé », 15 mai 2025

²⁴ The Guardian, « Rubio annonce la fin de la purge des programmes de l'USAID, avec la suppression de 83 % des programmes de l'agence », mars 2025

²⁵ African Business/Economy, « L'engagement des États-Unis envers le corridor de Lobito confronté à un revers face à la montée en puissance de la Chine », 23 juillet 2025 ; Railway supply, « Le projet ferroviaire

²⁶ Département d'État américain, « Le sommet commercial États-Unis-Afrique bat tous les records et génère 2,5 milliards d'USD de contrats et d'engagements », 30 juin 2025 ; Reuters, « Les États-Unis réorientent leur stratégie africaine vers le commerce plutôt que l'aide, selon leur envoyé », 15 mai 2025.

Cela représente la mise en œuvre de la politique « du commerce, pas l'assistance » consistant à tirer parti de la puissance commerciale des États-Unis pour réaliser des objectifs stratégiques sans assistance directe du gouvernement. Plutôt que l'aide au développement classique, cette approche vise à mobiliser les capacités des entreprises américaines pour bâtir des infrastructures essentielles tout en promouvant les intérêts stratégiques des États-Unis.

Cette évolution représente un changement fondamental dans la manière dont les États-Unis exercent leur influence en Afrique : par le biais de mécanismes de marché, en nouant des partenariats basés sur des intérêts commerciaux mutuels plutôt que sur des relations donateur-bénéficiaire.

L'efficacité de cette approche sera déterminée au bout du compte par la capacité des entreprises américaines à garantir l'envergure et la cohérence dont ont besoin leurs partenaires africains, un défi que d'autres puissances mondiales s'emploient simultanément à relever à travers leurs propres modèles stratégiques.



1.3 Recalibrage européen : mutation de donateur en partenaire de développement

Alors que les États-Unis poursuivent une diplomatie commerciale bilatérale, l'Europe adopte une approche plus institutionnelle pour transformer ses relations avec l'Afrique. L'Europe rééquilibre son engagement envers l'Afrique, passant résolument d'un paradigme donateur-bénéficiaire à un partenariat économique structuré.

Cette évolution stratégique atteste d'une prise de conscience fondamentale du fait que l'avenir économique de l'Europe, en particulier sa transition écologique et la résilience de sa chaîne d'approvisionnement, est de plus en plus lié à la trajectoire de développement de l'Afrique. L'accent ne porte plus sur une aide fragmentée, mais sur le co-investissement, le partage des risques et l'intégration dans des cadres continentaux tels que la ZLECAF.

Au cœur de cette nouvelle doctrine se trouve le Programme d'investissement Afrique-Europe (2021-2027), d'un montant de 150 milliards d'euros, mis en œuvre dans le cadre de la stratégie Global Gateway de l'UE.²⁷ Sur ses 225 projets, 116 sont consacrés à l'Afrique et couvrent les énergies renouvelables, la connectivité numérique, les transports durables et les compétences. Cette approche à l'échelle du continent contraste avec les programmes bilatéraux précédents, signe que l'Europe reconnaît que la trajectoire de croissance de l'Afrique sera tirée par l'intégration régionale et les corridors d'infrastructure plutôt que par des interventions nationales fragmentaires.

Le rééquilibrage de l'approche adoptée par l'Europe est également institutionnel. En 2025, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé son entrée officielle à part entière en Afrique subsaharienne, avec le lancement de ses activités au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Nigéria, le Kenya et le Sénégal rejoignant ses actionnaires.²⁸ Parallèlement, l'UE a octroyé des dons d'un montant de 15 millions d'euros à la préparation de projets par l'intermédiaire de la BERD afin de soutenir des études de faisabilité dans les secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire, du numérique et des minéraux critiques.

La France a été à l'avant-garde de la mise en œuvre de cette transition grâce à son agence de développement (AFD) et à sa branche privée (Proparco), qui ont développé le financement mixte afin d'attirer les capitaux privés. Pour être efficace, cependant, cette stratégie européenne nécessite toutefois des intermédiaires locaux sophistiqués.²⁹

Le succès du nouveau modèle de partenariat européen est lié à la présence d'intermédiaires financiers locaux sophistiqués, capables de concrétiser les capitaux européens en impact économique en Afrique.

Les banques panafricaines jouent un rôle indispensable, alliant les normes mondiales de conformité à une expertise approfondie des marchés locaux. UBA illustre parfaitement ce rôle

²⁷ Commission européenne. (2025). Global Gateway : le paquet d'investissement Afrique-Europe. Office des publications de l'Union européenne

²⁸ Banque européenne pour la reconstruction et le développement. (5 mars 2025). La BERD s'étend à l'Afrique subsaharienne, en commençant par le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

²⁹ Proparco. (2025). Choose Africa : Partenariat avec les entrepreneurs africains.

d'intermédiaire grâce à son partenariat stratégique avec les IFD européennes. Bénéficiaire des mécanismes de garantie ARIZ/EURIZ de l'AFD, UBA a accordé des crédits à des PME mal desservies, avec une couverture des risques pouvant atteindre 70%. De même, une garantie de portefeuille de 50 millions d'USD accordée par Proparco a permis de débloquer environ 100 millions d'USD de nouveaux prêts en faveur des PME, en mettant l'accent sur les entreprises dirigées par des femmes et respectueuses du climat.³⁰

Ces collaborations illustrent un modèle raffiné de partage des risques : les institutions européennes fournissent des capitaux et des garanties, tandis que les banques africaines apportent leur connaissance du marché local, leur expertise en matière de réglementation et leurs réseaux de distribution. Cette structure de partenariat permet d'atteindre les objectifs de développement européens grâce à des relations bancaires commercialement viables plutôt qu'à des mécanismes d'aide traditionnels.

³⁰ UBA. (3 septembre 2020). UBA ET L'AFD SIGNENT UN PARTENARIAT POUR SOUTENIR LES PME EN AFRIQUE | Blog UBA Lion King. Blog UBA Lion King.

1.4 La stratégie africaine du Royaume-Uni après le Brexit

Le Royaume-Uni adopte une approche différente dans cette nouvelle ère de partenariats avec l'Afrique, qui tire parti de la position unique de la City de Londres dans la finance mondiale.

L'approche post-Brexit du Royaume-Uni à l'égard de l'Afrique marque un rééquilibrage visant à maximiser les avantages comparatifs de la Grande-Bretagne dans l'économie mondiale. Plutôt que de rivaliser sur la base du volume de l'aide ou de l'envergure des infrastructures, le Royaume-Uni déploie une stratégie à deux axes qui tire parti de ses atouts financiers distinctifs, de ses capacités de financement du développement de classe mondiale et de son accès inégalé aux marchés mondiaux des capitaux.

Cette approche reflète la prise de conscience par le Royaume-Uni du fait que son influence après le Brexit sera déterminée par sa capacité à fournir des services et une expertise que d'autres partenaires ne peuvent aisément reproduire, en particulier dans le domaine de la structuration financière complexe et de l'accès aux marchés des capitaux.

Le premier pilier est son institution de financement du développement, British International Investment (BII). Successeur rebaptisé du groupe CDC, BII a dévoilé de nouveaux engagements en 2023 d'un montant de 1,31 milliard de livres sterling, dont 725 millions destinés à des entreprises africaines, mettant ainsi en exergue son leadership continu.³¹ Cette enveloppe est complétée par un engagement commercial plus large, tel que le sommet d'investissement Royaume-Uni-Afrique qui a généré 6,5 milliards de livres sterling de transactions.

Un excellent exemple de l'approche ciblée de BII tient à son mécanisme de financement du commerce de 50 millions d'USD avec la Ghana International Bank (GHIB). Cette initiative prévoit le partage des risques liés aux instruments financiers afin d'accroître la liquidité des PME sur sept marchés africains émergents, s'attaquant ainsi directement au déficit persistant de financement du commerce sur le continent.³² Cette approche indépendante crée des opportunités de partenariats entre le Royaume-Uni et l'Afrique qui mettent l'accent sur la viabilité commerciale, tout en contribuant aux objectifs de développement grâce à des mécanismes axés sur le marché.

Le deuxième pilier de la stratégie britannique tire parti de l'avantage concurrentiel distinctif des marchés financiers de la City de Londres. Par l'intermédiaire de son ministère des Affaires et du Commerce (DBT), le Royaume-Uni met en œuvre une initiative délibérée visant à positionner la Bourse de Londres (LSE) comme le premier marché financier mondial pour les entreprises africaines souhaitant s'introduire en bourse.

Cette stratégie est accélérée par des changements décisifs sur les marchés financiers britanniques, qui créent des opportunités sans précédent pour les entreprises africaines. L'échéance de 2030 fixée par le Mansion House Compact permettra de mobiliser environ 5 % des 6 000 milliards de livres sterling d'épargne institutionnelle et de retraite du Royaume-Uni vers des actions non cotées, y compris des investissements à l'étranger.³³

³¹ Nation. (31 juillet 2024). Le Royaume-Uni approuve un nouvel investissement de 725 millions de livres sterling pour l'Afrique. The Nation Newspaper.

³² Atkins, F.T.a.J. (8 mai 2025). BII lance un programme de financement commercial de 50 millions d'USD avec la Ghana International Bank. Global Trade Review (GTR).

³³ Accord de Mansion House (2025 – 10 % aux marchés privés, 5 % au Royaume-Uni d'ici 2030 ; mobilisation de 50 milliards de livres sterling) Investor Intelligence. (14 mai 2025).

Parallèlement, le London Stock Exchange Group (LSEG) a obtenu en août 2025 l'autorisation de la FCA pour exploiter la première plateforme PISCES, officiellement connue sous le nom de Private Intermittent Securities and Capital Exchange System. Ce marché réglementé permet de négocier périodiquement des actions de sociétés privées, créant ainsi une voie structurée pour les entreprises, y compris les entreprises africaines, afin d'accéder à des liquidités de taille moyenne (1 à 5 milliards d'USD) sans qu'une cotation publique complète ne soit nécessaire.³⁴

Cette initiative se démarque explicitement des investissements traditionnels dans les ressources pour capter la valeur à long terme de l'économie de l'innovation bourgeonnante Afrique. Le ministère britannique des Affaires et du Commerce (DBT) collabore activement avec des entreprises des secteurs de la technologie, de l'intelligence artificielle (IA), de la biotechnologie et des technologies propres, faisant fond sur le succès de Londres dans l'introduction en bourse d'entreprises telles que Helios Towers et Airtel Africa pour attirer la prochaine vague de « licornes » technologiques, telles que Flutterwave.

Combinées aux récentes réformes réglementaires qui ont permis de lever les obstacles à l'innovation dans le domaine des technologies financières, ces innovations sur les marchés financiers positionnent Londres comme une passerelle idéale pour les entreprises africaines à la recherche de structures de financement complexes et d'opportunités de double cotation. En attirant les futurs champions africains, le Royaume-Uni intègre ces entreprises dans son écosystème juridique, réglementaire et financier, créant ainsi une puissante force d'attraction à long terme.

À mesure que ces entreprises africaines se développent à l'échelle mondiale, leurs liens avec la City de Londres favorisent des partenariats économiques durables qui stimulent la prospérité mutuelle. Cette approche met en exergue la manière dont des services financiers avancés et une expertise des marchés financiers peuvent s'allier à des modèles axés sur les infrastructures proposés par d'autres partenaires, offrant ainsi aux entreprises africaines de multiples possibilités de croissance et d'accès aux capitaux.

Point clé

L'engagement de l'Occident en Afrique connaît une transformation fondamentale, passant de relations tributaires de l'aide à des partenariats commercialement durables.

Les États-Unis tirent parti de la diplomatie commerciale pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement résilientes ; l'Europe déploie des financements mixtes par le biais de Global Gateway et de la BERD pour soutenir l'intégration régionale ; et le Royaume-Uni mobilise le British International Investment (BII) aux côtés des marchés financiers londoniens pour étendre l'accès au financement et mettre les innovateurs africains en relation avec les investisseurs internationaux.

Ensemble, ces stratégies mettent en évidence un rééquilibrage des relations entre l'Afrique et l'Occident vers des partenariats qui combinent viabilité commerciale et impact en matière de développement, en mettant l'accent sur le transfert d'expertise, le partage des risques et le développement des marchés plutôt que sur l'apport traditionnel de capitaux.

³⁴ MoneyWeek. (20 août 2025). PISCES de la Bourse de Londres : le premier marché boursier privé réglementé au monde. MoneyWeek

1.5 Pays du Golfe : Engagement stratégique croissant

En complément de ces modèles de partenariat occidentaux, les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) représentent une autre dimension importante de l'arène africaine de l'investissement en pleine évolution.

Les États susdits déploient de façon systématique des capitaux à travers l'Afrique en ayant recours à une approche coordonnée allant bien au-delà des initiatives commerciales individuelles. Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar s'attellent à mettre en œuvre des stratégies économiques à long terme visant à diversifier leurs économies au-delà de leur dépendance au pétrole, à renforcer leur sécurité alimentaire et énergétique et à consolider leur position dans les réseaux commerciaux mondiaux.

Cet engagement reflète une planification économique stratégique à long terme. Les investisseurs du Golfe tissent des relations mondiales qui couvrent le développement des infrastructures, les chaînes de valeur agricoles, les réseaux logistiques et les services financiers, créant ainsi des corridors économiques

intégrés qui servent aussi bien les intérêts stratégiques du Golfe que les priorités de développement de

l'Afrique. L'approche adoptée par le Golfe se distingue par son modèle de développement écosystémique.

Plutôt que de se concentrer sur des projets isolés, ces partenariats créent des chaînes de valeur complètes qui génèrent des interdépendances bénéfiques entre les régions. Les investissements ciblent des secteurs critiques tels que le développement portuaire, la production agricole, les infrastructures énergétiques et la connectivité numérique, domaines où les besoins de sécurité économique du Golfe cadrent directement avec les besoins de développement de l'Afrique.

L'ampleur des engagements témoigne de cette approche stratégique. Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Qatar ont annoncé conjointement plus de 100 milliards d'USD d'investissements dans de nouveaux projets africains entre 2012 et 2022, dont 59 milliards pour les Émirats arabes unis, 25 milliards pour l'Arabie saoudite et 7 milliards pour le Qatar,

FIGURE 4: Volume total des échanges entre les pays du CCG et les pays africains en milliards d'USD de 2016 à 2023

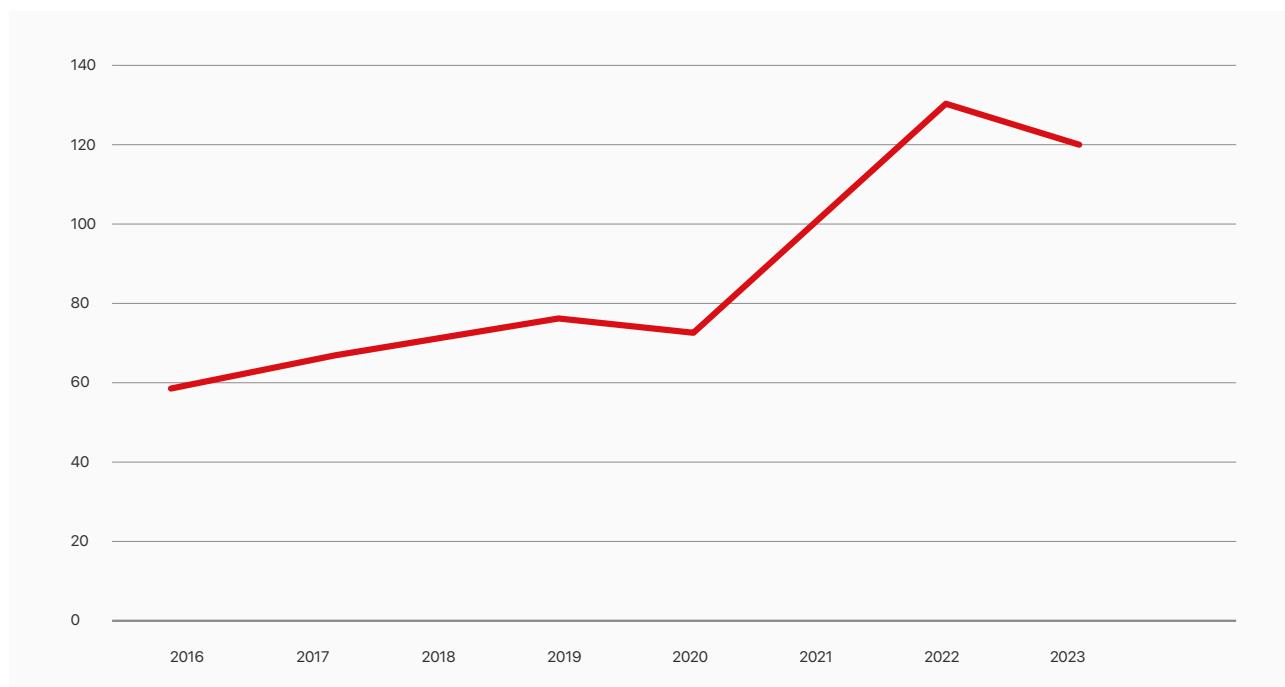
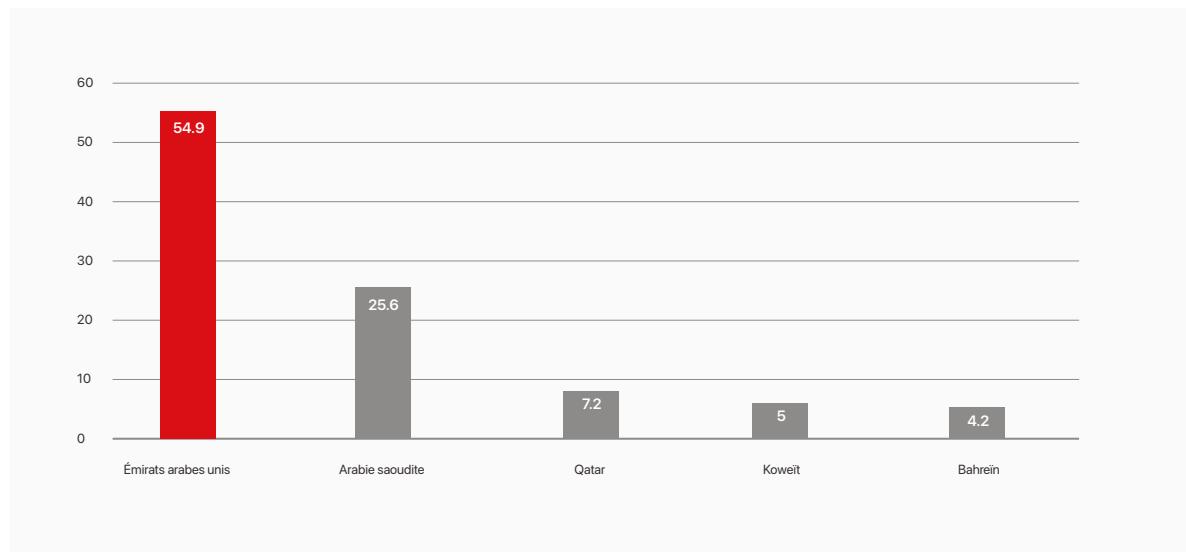
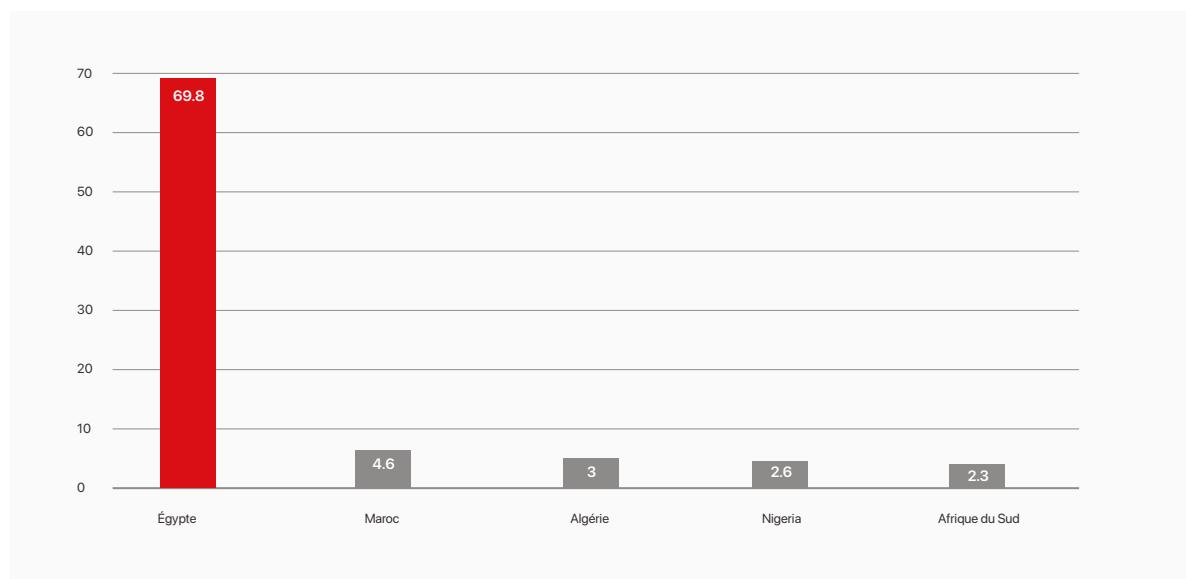
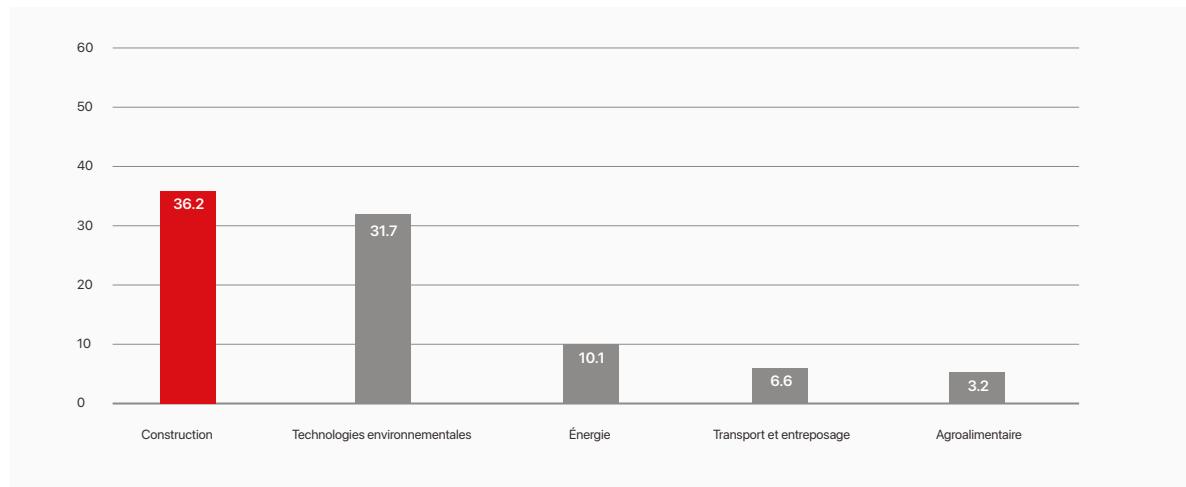


FIGURE 5: Flux d'IDE du CCG vers l'Afrique en valeur, en milliards d'USD : Les cinq principaux pays source**FIGURE 6:** Flux d'IDE du CCG vers l'Afrique en valeur, en milliards d'USD : Les cinq principaux pays de destination**FIGURE 7:** Flux d'IDE du CCG vers l'Afrique en valeur d'investissement en capital, 2021-2022 : Les cinq principaux secteurs

ainsi que d'autres États du Golfe. Cette dynamique continue de s'accélérer à mesure que les corridors commerciaux mondiaux évoluent et que les priorités économiques se réorganisent.³⁵

Cet investissement stratégique favorise une intégration commerciale profonde. Les données de la Chambre de commerce de Dubaï montrent que l'Afrique est devenue l'une des trois principales destinations pour les exportations et les réexportations de ses membres, générant une valeur commerciale de 16,7 milliards d'AED rien qu'au premier semestre 2025.³⁶ Ce chiffre reflète le rôle des Émirats arabes unis en tant que plaque tournante d'agrégation et de réexportation pour l'intégration commerciale africaine. Des opérateurs émiratis, tels que DP World et AD Ports Group, développent des réseaux de terminaux du Sénégal au Somaliland, reliant les routes commerciales africaines directement aux chaînes d'approvisionnement mondiales via les hubs logistiques du Golfe.

Ces projets représentent un développement coordonné des infrastructures plutôt que d'actifs isolés. Les investissements du Golfe dans les corridors commerciaux africains visent à réduire les coûts de transaction, à créer des zones industrielles et à positionner la région du Golfe comme un partenaire durable dans la transformation économique de l'Afrique. Cette approche crée des dépendances mutuelles qui profitent aux deux régions : les États du Golfe s'assurent des chaînes d'approvisionnement diversifiées et de nouveaux marchés, tandis que les partenaires africains ont accès à des capitaux patients, à une expertise logistique de pointe et à une connectivité au marché mondial.

La stratégie « Logistics-First » des Émirats arabes unis

À l'avant-garde de l'engagement du Golfe, les Émirats arabes unis ont développé un cadre centré sur la logistique afin de se positionner comme un nœud central dans les réseaux commerciaux mondiaux en pleine évolution. Cette stratégie s'appuie sur des entreprises publiques, principalement DP World et Abu Dhabi Ports Group, basées à Dubaï, qui vont au-delà des opérations portuaires individuelles pour créer des chaînes d'approvisionnement intégrées de bout en bout qui se connectent via les hubs logistiques des Émirats arabes unis.³⁷

Le portefeuille d'investissements mondiaux de DP World pour 2025 illustre cette approche interconnectée, avec des projets majeurs en Inde (terminal de Tuna Tekra), en Amérique du Sud (port de Posorja, Équateur), en Europe (London Gateway) et en Afrique (port de Banana en République démocratique du Congo, port de Ndayane au Sénégal). Ces investissements sont conçus de façon stratégique pour soutenir des corridors économiques tels que celui reliant l'Inde, les Émirats arabes unis, le Moyen-Orient et l'Europe, positionnant les Émirats arabes unis au centre des flux commerciaux futurs.³⁸

La présence des Émirats arabes unis en Afrique s'est considérablement accrue, DP World et AD Ports Group exploitant désormais 13 ports dans huit pays africains, après avoir signé six nouveaux accords rien qu'au cours des quatre dernières années.³⁹ Ce réseau continental s'étend à l'Algérie, l'Égypte, Djibouti, le Somaliland, le Rwanda, le Mozambique, l'Angola et le Sénégal, faisant des Émirats arabes unis l'un des principaux investisseurs étrangers en Afrique. L'approche des Émirats arabes unis combine deux stratégies complémentaires : des projets d'infrastructure transformateurs de grande envergure et des partenariats bilatéraux poussés et complets.

³⁵ L'Afrique et les États du Golfe : un nouveau partenariat économique. (3 juin 2025). Forum économique mondial.

³⁶ La Chambre de commerce de Dubaï met en avant les principales destinations d'exportation au premier semestre 2025.

³⁷ Frantz, A. (2025). L'empreinte sans cesse croissante des Émirats arabes unis en Afrique. IPS

³⁸ TLME News Service. (7 août 2025). La vague d'investissements mondiaux de DP World : focus sur 2025. Transport and Logistics ME.

³⁹ Frantz, A. (2025). L'empreinte sans cesse croissante des Émirats arabes unis en Afrique. IPS

Le port en eau profonde de Ndayane au Sénégal, d'une valeur de 1,1 milliard d'USD, illustre parfaitement cette approche en matière d'infrastructures. C'est le plus grand investissement privé de l'histoire du Sénégal, qui est en passe de devenir la première plaque tournante logistique d'Afrique de l'Ouest.⁴⁰

Ces actifs phares sont complétés par des accords globaux tels que l'accord de partenariat économique global (APEG) entre les Émirats arabes unis et l'Angola.⁴¹ Ce partenariat combine une concession d'une durée de 20 ans pour AD Ports Group au port de Luanda. Il s'agit là d'un engagement d'investissement de 6,5 milliards d'USD couvrant les finances publiques, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'intelligence artificielle, les douanes, l'exploitation minière et la coopération militaire, démontrant ainsi l'approche globale et à long terme des Émirats arabes unis en matière de partenariat.

Le leadership de l'Arabie saoudite en matière de transition énergétique

Parallèlement, le Royaume d'Arabie saoudite met en œuvre une stratégie africaine multiforme, guidée par son ambitieux plan Vision 2030. Ce plan met l'accent sur la diversification économique au-delà des exportations de pétrole brut vers de nouveaux marchés et des produits à valeur ajoutée, positionnant le Royaume comme un partenaire stratégique dans la transition énergétique de l'Afrique.

L'engagement du Royaume en Afrique porte sur deux domaines principaux, à savoir la garantie de la sécurité alimentaire et de la sécurité des ressources à long terme grâce à des investissements dans l'agroalimentaire et l'exploitation minière, d'une part, et la création de nouveaux marchés pour les produits énergétiques à valeur ajoutée, d'autre part.⁴² En outre, l'Arabie saoudite tire parti de ses investissements nationaux dans les énergies renouvelables, notamment par l'intermédiaire d'entités telles que ACWA Power, pour exporter à la fois des capitaux et son expertise technologique vers les marchés africains.

Une étape importante a été franchie avec le premier contrat conclu par Saudi Aramco en Afrique de l'Ouest avec la Société ivoirienne de raffinage (SIR) de Côte d'Ivoire.⁴³ Cet accord représente une expansion stratégique du marché au-delà des sphères traditionnelles et témoigne de la volonté claire du Royaume de développer son empreinte énergétique sur tout le continent.

En combinant le développement des énergies renouvelables au niveau national avec des investissements internationaux dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, l'Arabie saoudite s'impose comme un partenaire à long terme dans l'industrialisation et la transition énergétique de l'Afrique, créant ainsi des opportunités pour les institutions financières africaines de participer à travers des cofinancements, des solutions monétaires et des cadres régionaux de distribution.

⁴⁰Intelligence, F. (22 avril 2025). Ndayane est un projet « transformationnel ». The Financial Times Ltd.

⁴¹ Agence Ecofin. (n.d.). Les Émirats arabes unis et l'Angola signent 44 accords représentant un engagement d'investissement de 6,5 milliards d'USD.

⁴² Tenev, M., & Tenev, M. (11 juillet 2025). Diversification nations : la manière dont le Golfe s'engage en Afrique. ECFR.

⁴³ Ponou, A. (n.d.). Côte d'Ivoire : La SIR offre à Saudi Aramco son premier contrat ouest-africain. sikafinance.com.

FIGURE 8: Carte des États du Golfe



La diplomatie financière du Qatar

Le Qatar a considérablement renforcé son engagement en Afrique grâce à des engagements financiers substantiels qui représentent une évolution stratégique dans son approche continentale. L'engagement d'investissement d'un montant de 103 milliards d'USD pris par Al Mansour Holdings, une société qatarienne, dans six pays africains, à savoir la République démocratique du Congo (21 milliards d'USD), le Mozambique (20 milliards d'USD), la Zambie (19 milliards d'USD), le Zimbabwe (19 milliards d'USD), le Botswana (12 milliards d'USD) et le Burundi (12 milliards d'USD), témoigne de l'ampleur de cet engagement.⁴⁴

Ces investissements s'inscrivent directement dans le cadre de la Vision nationale 2030 du Qatar, qui vise à bâtir une économie fondée sur la connaissance tout en garantissant l'accès aux ressources, au potentiel agricole et au capital humain de l'Afrique. Cette expansion financière s'appuie sur la présence actuelle du Qatar dans des secteurs clés tels que les télécommunications, les services bancaires et l'énergie sur des marchés tels que le Nigeria, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Zambie.⁴⁵

⁴⁴ Favour, E. (30 août 2025). Pourquoi Al Mansour Holdings, au Qatar, investit 103 milliards d'USD dans six pays africains - Finance in Africa. Finance in Africa.

⁴⁵ Augmentation des investissements du Golfe en Afrique : saisir les opportunités et relever les défis - Banque africaine d'import-export. (16 décembre 2024). Banque africaine d'import-export.

Renouveler la route de l'encens

D'autres États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), tels que le Koweït, Oman et Bahreïn, bien que de moindre envergure, renforcent également leur engagement en Afrique par le biais d'allocations de fonds souverains, d'entreprises agroalimentaires et de partenariats dans le domaine des infrastructures. Cette tendance indique que l'engagement entre le Golfe et l'Afrique est en train de devenir une véritable tableau stratégique régionale, plutôt qu'une initiative menée par quelques acteurs isolés.

L'approche adoptée par le Golfe crée des interdépendances bénéfiques plutôt que des dépendances à sens unique. En effet, les investissements dans l'agroalimentaire africain répondent aux besoins du Golfe en matière de sécurité alimentaire, tandis que les investissements portuaires positionnent des hubs, tels que Jebel Ali, comme des pôles essentiels dans les réseaux commerciaux mondiaux. Il en découle des relations mutuellement bénéfiques qui lient les intérêts économiques du Golfe à la stabilité et à la productivité économiques de l'Afrique.

La concurrence ne se limite donc pas à l'Afrique, mais concerne également la place de l'Afrique dans les nouveaux corridors économiques mondiaux qui passent de plus en plus par le Moyen-Orient, créant ainsi de nouvelles alternatives aux routes commerciales traditionnelles Est-Ouest.

Point clé

Les États du Golfe se sont imposés comme des investisseurs systématiques et à long terme en Afrique. La stratégie centrée sur la logistique des Émirats arabes unis, le leadership de l'Arabie saoudite en matière de transition énergétique, les partenariats financiers à grande échelle du Qatar et le rôle croissant du Koweït, d'Oman et de Bahreïn démontrent collectivement que les relations entre le Golfe et l'Afrique ont évolué, passant d'initiatives opportunistes à des partenariats économiques structurels.

Cette transformation offre aux institutions financières africaines la possibilité de jouer un rôle essentiel d'intermédiaires en structurant les capitaux, en gérant les risques et en veillant à ce que ces flux d'investissement génèrent une croissance économique durable et inclusive.

1.6 Partenariats asiatiques dans le développement économique des infrastructures

Alors que les États du Golfe accordent la priorité au déploiement massif de capitaux, les partenaires asiatiques adoptent, pour leur part, une approche complémentaire qui met l'accent sur l'expertise technologique, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités institutionnelles.

L'engagement asiatique en Afrique reflète diverses priorités stratégiques et différents modèles de partenariat. Des partenaires de longue date, tels que la Chine, continuent d'investir massivement dans les infrastructures, tandis que le Japon, la Corée du Sud, Singapour et l'Inde renforcent leur présence grâce à une expertise de grande valeur, au développement d'écosystèmes et à des cadres de partenariat à long terme conçus pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable.

Plutôt que de se livrer concurrence principalement sur le plan des capitaux, ces partenaires asiatiques se différencient par leurs capacités spécialisées : technologies de fabrication avancées, expertise en matière d'infrastructures numériques et mécanismes sophistiqués de financement du développement.

La diplomatie des corridors adoptée par le Japon

Le Japon poursuit une stratégie délibérée de « diplomatie des corridors » visant à offrir aux pays africains des alternatives stratégiques aux initiatives menées par la Chine. Cette approche a été officiellement énoncée lors de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de

l'Afrique (TICAD9) organisée récemment.

Une annonce importante a été faite lors de ladite conférence concernant une initiative économique pour la région de l'océan Indien et de l'Afrique. Cette initiative est une réponse stratégique directe à l'influence croissante de la Chine et s'inscrit explicitement dans le cadre plus large de la politique étrangère du Japon dénommée « Indo-Pacifique libre et ouvert » (FOIP) qui encourage la coopération entre les pays dans les domaines de la sécurité, du commerce et des échanges.⁴⁶

Le développement du corridor de Nacala, un réseau logistique stratégique reliant la Zambie et le Malawi, deux pays enclavés, au port de Nacala au Mozambique constitue la pièce maîtresse de cette initiative.⁴⁷ Ce corridor offre des voies d'exportation efficaces vers les marchés asiatiques pour des minéraux essentiels tels que le cuivre et le cobalt, indispensables à l'électrification mondiale, et constitue une alternative aux routes atlantiques.

Le modèle japonais met l'accent sur les partenariats collaboratifs, comme en témoigne l'entreprise commune entre DP World (Émirats arabes unis) et Itochu Corporation (Japon). Ce partenariat allie l'expertise de DP World en matière d'infrastructures portuaires à l'expérience commerciale d'Itochu dans le domaine des matières premières et des biens de consommation afin de développer les capacités logistiques concourant à l'expansion des entreprises japonaises en Afrique subsaharienne.⁴⁸

⁴⁶ Harici. (20 août 2025). Le Japon s'engage à renforcer ses liens avec l'Afrique grâce à un nouveau partenariat économique dans l'océan Indien.

⁴⁷ Times, J. (16 août 2025). Le Japon va accélérer le développement du réseau logistique en Afrique. The Japan Times.

⁴⁸ DP World. (22 août 2025). La société japonaise Itochu s'associe à DP World pour renforcer la logistique et le commerce en Afrique subsaharienne.

Au-delà des partenariats avec le secteur privé, le Gouvernement japonais octroie des prêts d'un montant total de 5,5 milliards d'USD en coordination avec la Banque africaine de développement. Il s'est, par ailleurs, engagé à soutenir la formation de 30 000 experts en intelligence artificielle en Afrique au cours des trois prochaines années, soulignant ainsi son engagement en faveur du développement du capital humain.⁴⁹

Le retour du Japon à la TICAD 8 avec une promesse d'investissement massif de 30 milliards d'USD sur trois ans,⁵⁰ qui comprend une initiative de croissance verte d'un montant de quatre milliards d'USD, met encore plus en exergue ses ambitions économiques croissantes sur le continent.

Singapour, une passerelle stratégique

Singapour se positionne comme une passerelle permettant aux entreprises africaines d'accéder aux marchés d'Asie du Sud-Est et comme une plaque tournante pour les investissements singapouriens en Afrique.

Cette stratégie pilotée par le gouvernement, mise en œuvre par Enterprise Singapore et Singapore Cooperate Enterprise (SCE), vise principalement à exporter l'expertise de Singapour dans les domaines du développement des infrastructures, de l'urbanisme, de l'innovation numérique et des services financiers.⁵¹ Le modèle singapourien s'est révélé très attractif pour les dirigeants africains à la recherche de modèles pour leur propre développement, comme en témoigne le partenariat entre le Rwanda et des entreprises singapouriennes pour l'élaboration du plan directeur du centre de Kigali.⁵²

L'intégration financière est un autre pilier de cette stratégie. Un accord entre Afreximbank et Enterprise Singapore vise à faciliter l'accès au financement pour les entreprises singapouriennes opérant en Afrique. Parallèlement, la Société financière africaine (AFC) collabore activement avec des sociétés d'investissement publiques singapouriennes, telles que Temasek, afin d'attirer des capitaux à long terme.

Le succès de cette stratégie « passerelle » est démontré par son caractère réciproque, un nombre croissant d'entreprises africaines, dont TymeBank, Sasol et Sonangol, choisissant Singapour comme siège opérationnel en Asie.

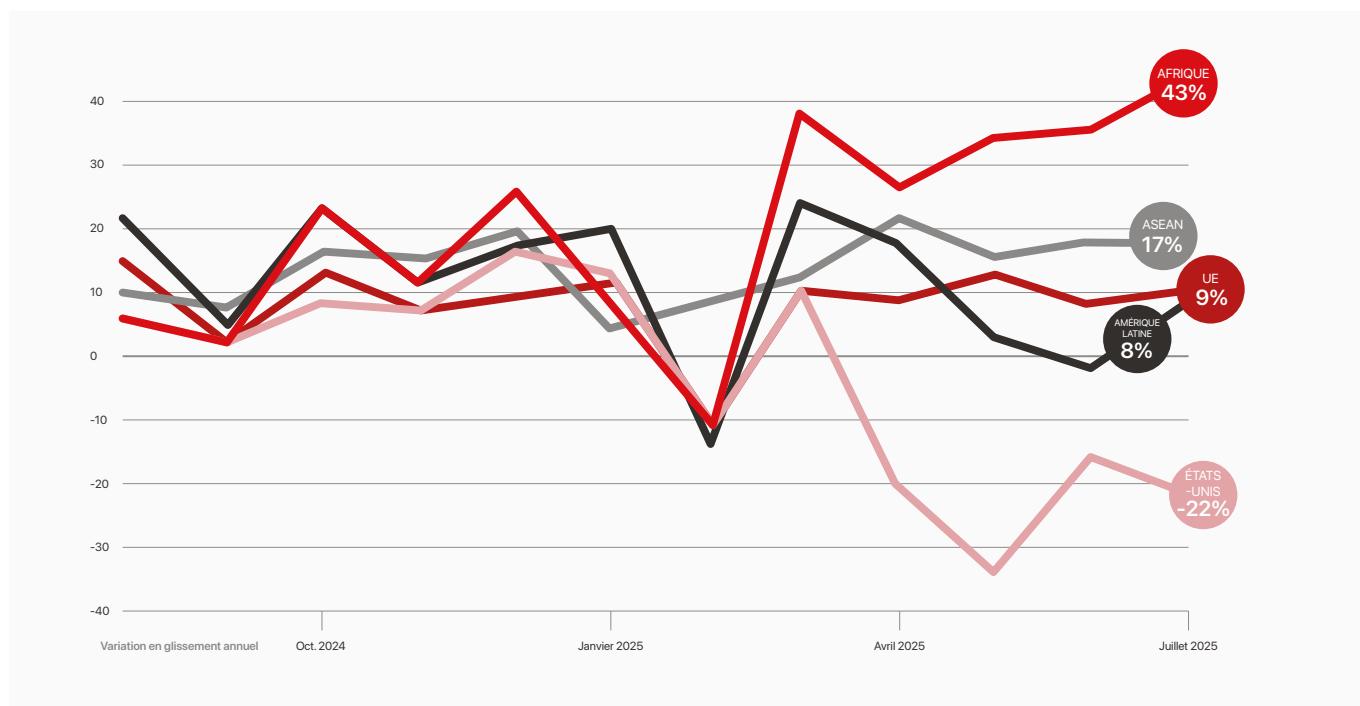
⁴⁹ Africanews, « Le Japon dévoile un plan de 5,5 milliards d'USD et une formation à l'IA pour renforcer ses liens avec l'Afrique », 21 août 2025

⁵⁰ African Business, « Des espoirs pour une coopération renouvelée entre le Japon et l'Afrique à l'approche de la TICAD 9 », août 2025 ; Ministère des Affaires étrangères (Japon), Grâce à la TICAD 8, le Japon renforce ses partenariats en Afrique, 5 octobre 2022

⁵¹ Thomas, D. (18 août 2025). Les relations entre Singapour et l'Afrique prêtes à décoller. African Business.

⁵² Thomas, D. (18 août 2025). Les relations entre Singapour et l'Afrique prêtes à décoller. African Business.

FIGURE 9: Évolution des ventes à l'exportation de la Chine par destination



SOURCE: Calculs de Bloomberg basés sur les données douanières chinoises

Le changement stratégique radical de la Corée du Sud

La Corée du Sud a considérablement intensifié son engagement en Afrique, passant d'une représentation commerciale minimale (moins de 2 % des échanges totaux entre 2000 et 2011) à un partenariat économique stratégique.⁵³

Ce changement radical a été officialisé en juin 2024 lors du premier sommet Corée-Afrique, au cours duquel la Corée du Sud a annoncé un engagement financier de 10 milliards d'USD en aide publique au développement d'ici 2030 et de 14 milliards d'USD supplémentaires en financement des exportations pour soutenir les entreprises coréennes opérant en Afrique. Parmi les initiatives clés figurent un prêt concessionnel de 2,5 milliards d'USD à la Tanzanie pour l'exploitation du nickel et du lithium, des partenariats dans la ville intelligente de Konza Technopolis au Kenya et le projet K-Ricebelt pour l'amélioration de la sécurité alimentaire.

De même, le cadre d'investissement énergétique Corée-Afrique doté de 600 millions d'USD s'est associé à Banque africaine de développement (BAD) et à l'initiative de coopération Corée-Afrique pour l'alimentation et l'agriculture, d'un montant de 85 millions d'USD. Ensemble, ils favorisent le transfert de technologies et la productivité agricole dans 27 pays africains.⁵⁴

L'approche de la Corée du Sud met l'accent sur la croissance partagée et la durabilité, en tirant parti de son expérience en matière de développement pour établir des partenariats. Cette stratégie, mise en œuvre par des organismes tels que l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds de coopération pour le développement économique (EDCF), positionne la Corée du Sud comme un partenaire clé pour les pays africains qui cherchent à bâtir des économies fondées sur la connaissance.

⁵³ Reuters. (5 juin 2024). La Corée du Sud et les pays africains signent des accords sur les minéraux et les exportations.

⁵⁴ Banque africaine de développement (BAD), Rapport sur les résultats du sommet Corée-Afrique, 2024.

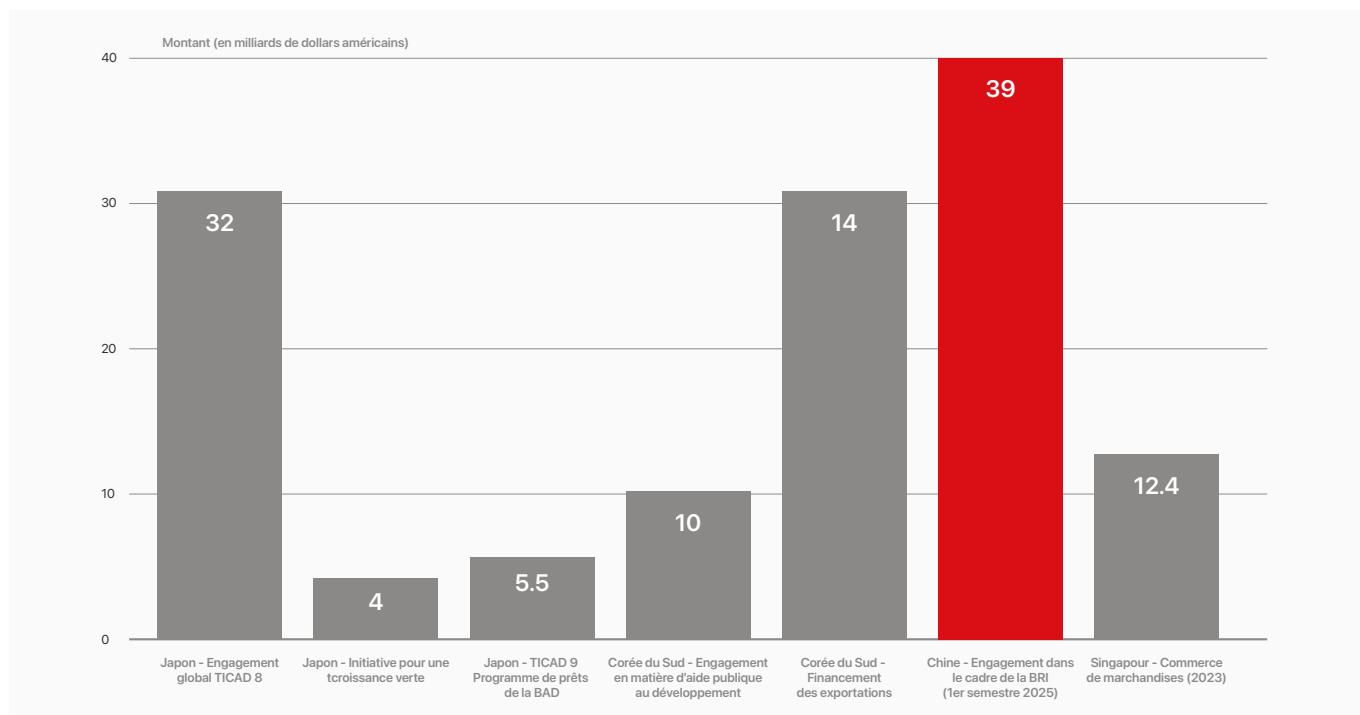
L'engagement global de la Chine

La Chine conserve sa position de partenaire asiatique le plus important et le plus établi en Afrique. Les exportations chinoises vers l'Afrique ont connu une forte hausse de 25 % en glissement annuel pour atteindre 122 milliards d'USD au cours des sept premiers mois de 2025, dépassant ainsi le total de 2024 et approchant pour la première fois les 200 milliards d'USD par an.⁵⁵

Cette croissance reflète plusieurs facteurs : la diversification par rapport aux marchés occidentaux, l'immense appétit de l'Afrique pour les infrastructures et les biens industriels, les prix compétitifs de la Chine et la politique de Pékin consistant à accorder un accès en franchise de droits à la plupart des pays africains. Les investissements dans le cadre de l'initiative « Ceinture et route » (BRI) renforcent ces relations commerciales, l'Afrique ayant attiré 39 milliards d'USD de contrats de construction et d'investissements au cours du premier semestre 2025. Le Nigéria s'est assuré la plus grande part avec 21 milliards d'USD de contrats, principalement pour des infrastructures de transformation du pétrole et du gaz.⁵⁶

L'engagement technologique de la Chine est considérable, les entreprises chinoises construisant environ 70 % des réseaux 4G africains et menant le déploiement de la 5G. Cette « route numérique de la soie » s'étend aux centres de données, aux projets de villes intelligentes et aux investissements en capital-risque dans les start-ups africaines spécialisées dans les technologies financières et la logistique, ce qui permet à la Chine d'influencer les normes technologiques du continent.⁵⁷

FIGURE 10: Engagements de l'Asie en Afrique (2019-2025)



⁵⁵ CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, et données douanières chinoises, juillet 2025.

⁵⁶ Jha, P. (23 juillet 2025). L'Afrique en tête des investissements chinois dans le cadre de l'Initiative « Ceinture et route ». Semafor.

⁵⁷ Rojo, J. V. (23 avril 2024). L'empreinte technologique de la Chine en Afrique : une analyse du réseau des brevets. Rojo | South African Journal of Business Management

Coopération Sud-Sud de l'Inde

L'Inde s'est stratégiquement positionnée comme un partenaire africain à part entière, s'appuyant sur un commerce en pleine expansion qui a dépassé les 100 milliards d'USD en 2024-2025 et un investissement cumulé de plus de 75 milliards d'USD, ce qui place l'Inde parmi les cinq premiers investisseurs du continent.

Contrairement au modèle chinois, axé sur l'État et les infrastructures lourdes, l'approche indienne est principalement menée par le secteur privé et mise sur un partenariat axé sur la demande qui privilégie le renforcement des capacités dans des domaines cruciaux tels que les soins de santé, l'éducation et la transformation numérique. Cette philosophie, codifiée au travers des « Principes de Kampala », met l'accent sur la création de capacités locales et l'alignement sur les objectifs de développement propres à l'Afrique, l'offre de l'Inde de partager son infrastructure numérique publique (DPI) à faible coût et à l'échelle de la population représentant sa proposition de valeur la plus distinctive.⁵⁸

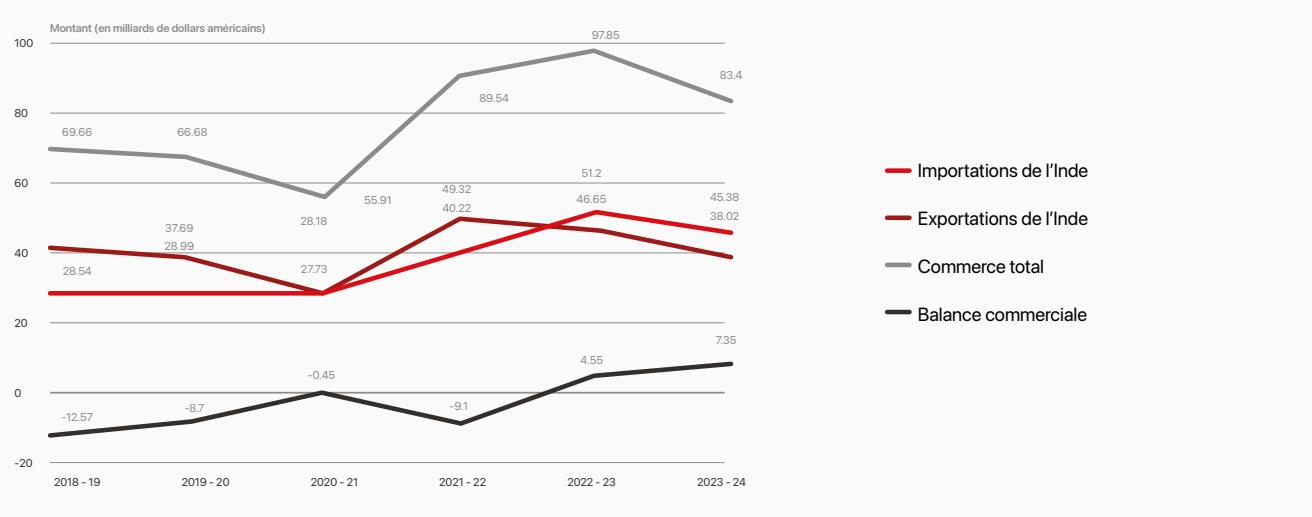
Sur le plan géopolitique, l'Inde offre aux pays africains des alternatives aux modèles chinois et occidentaux

dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Ce rôle comprend le leadership diplomatique pour les pays du Sud, notamment en défendant l'adhésion permanente de l'Union africaine au G20.⁵⁹ L'Inde recourt de plus en plus à des partenariats trilatéraux, en particulier avec les Émirats arabes unis, combinant ses capacités technologiques avec le financement du Golfe pour le développement de l'Afrique.

Malgré ses ambitions politiques, la stratégie africaine de l'Inde connaît des difficultés de mise en œuvre, comme en témoignent le blocage du Corridor de croissance Asie-Afrique (AAGC) et le retard de près de dix ans accusé dans la convocation du quatrième sommet du Forum Inde-Afrique.

However, India's most unique and enduring competitive advantage is its "diaspora dividend". The approximately 3 million people of Indian origin in Africa are deeply integrated into the economic and social fabric of their host nations, serving as a powerful instrument of soft power that acts as a cultural bridge and an economic catalyst, significantly reducing investment risks for Indian private sector engagement.

FIGURE 11: Commerce bilatéral entre l'Inde et l'Afrique



⁵⁸ Chakrabarty, M. (2017, April 7). India and China in Africa: Difference lies in scale. orfonline.org.

⁵⁹ Kureth, A. (2024, April 30). India-Africa ties strengthen – CIS Reports. CIS Reports.

Point clé

Les partenariats asiatiques offrent des capacités technologiques diversifiées, des programmes de transfert de connaissances et des modèles de développement alternatifs.

L'approche Sud-Sud adoptée par l'Inde, fondée sur le dynamisme du secteur privé et les infrastructures numériques, la stratégie de corridor du Japon, les partenariats technologiques de la Corée du Sud, les services financiers de Singapour et l'engagement global de la Chine offrent collectivement aux pays africains des options stratégiques élargies. Ces relations renforcent l'autonomie de l'Afrique en intégrant le continent dans un réseau multipolaire qui soutient une croissance durable et inclusive grâce à diverses formes d'expertise, d'accès au capital et de connectivité aux marchés.

Naviguer dans un environnement multipolaire

L'engagement global de divers partenaires mondiaux crée un environnement d'investissement dynamique et multipolaire qui offre aux pays africains davantage de choix stratégiques. Plutôt que de dépendre d'un modèle unique, les pays africains peuvent désormais accéder à des capacités complémentaires de différents partenaires en fonction de leurs priorités de développement et des exigences de leurs projets.

L'environnement actuel se caractérise par des approches d'investissement distinctes, mais de plus en plus complémentaires. Le modèle chinois, axé sur les infrastructures, propose des projets de grande envergure soutenus par l'État qui combinent les lacunes critiques en matière de connectivité à travers le continent. Cette approche offre rapidité et ampleur dans des domaines où le financement classique s'est avéré insuffisant, mais elle nécessite une gestion prudente de la viabilité de la dette.

Les États du Golfe, menés par les Émirats arabes unis, déploient des stratégies à vocation commerciale par l'intermédiaire d'entités opérationnelles telles que DP World, en se concentrant sur des actifs stratégiques tels que les ports et les réseaux logistiques. Ce modèle offre un déploiement rapide des capitaux avec moins de conditionnalités liées à la gouvernance, créant ainsi des options attrayantes pour les gouvernements qui cherchent à déployer rapidement des capitaux.

Les partenaires occidentaux, notamment les États-Unis, l'Europe et le Royaume-Uni, mettent l'accent sur des investissements ciblés qui combinent la mobilisation du secteur privé avec des normes de gouvernance et la durabilité environnementale. Certes cette approche peut impliquer des délais de développement plus longs en raison d'évaluations d'impact approfondies, mais elle donne accès à des technologies de pointe et aux marchés financiers mondiaux.

Les puissances moyennes asiatiques apportent leur expertise spécialisée dans les domaines du transfert de technologies, du partage des connaissances et du renforcement des capacités, offrant aux partenaires africains l'accès à des modèles de développement éprouvés et à des capacités techniques qui complètent les investissements dans les infrastructures de plus grande envergure.

Cette convergence des capitaux mondiaux, combinée à l'émergence du cadre de la Zone de libre-échange continental africaine (ZLECAF), crée une opportunité générationnelle pour la transformation structurelle de l'Afrique. La ZLECAF fournit le plan architectural de l'intégration continentale, des chaînes de valeur pharmaceutiques régionales aux pôles agro-industriels intégrés et aux réseaux d'infrastructures numériques. Cependant, la durabilité et le succès de cette transformation dépendront en fin de compte de la capacité de l'Afrique à mobiliser ses propres ressources parallèlement à ces partenariats internationaux.

S'il est vrai que les capitaux mondiaux constituent un catalyseur financier important, le fondement le plus solide du développement de l'Afrique réside cependant dans l'exploitation des capitaux locaux du continent. Cette approche crée de puissants effets multiplicateurs : chaque dollar de capital interne mobilisé peut potentiellement attirer jusqu'à dix fois ce montant en investissements. Cette réalité nécessite un changement fondamental dans la réflexion sur le financement du développement : il faut passer des modèles de financement externe à la mobilisation des locaux nationaux, renforcée par des partenariats mondiaux stratégiques.



Un nouveau paradigme pour le financement du développement : de l'aide aux autoroutes de l'investissement



La synergie entre l'intérêt international et les capacités nationales, amplifiée par la multiplication stratégique des capitaux, ouvre la voie à une transformation fondamentale du mode de financement du développement en Afrique.

L'architecture du financement du développement connaît actuellement une transformation fondamentale qui va bien au-delà des mécanismes de financement classiques. Alors que le paysage économique africain est remodelé par divers partenariats mondiaux, le modèle classique d'aide descendante du Nord vers le Sud évolue vers un écosystème sophistiqué et multicouche axé sur les partenariats d'investissement, les institutions africaines et la mobilisation des capitaux locaux.

Ce changement représente une stratégie proactive visant à construire un écosystème financier plus résilient et plus autonome, capable de financer les objectifs de développement ambitieux du continent.

2.1 Le paradoxe du capital en Afrique : libérer les ressources financières intérieures

Au cœur de ce nouveau paradigme se trouve la résolution du défi financier le plus urgent auquel l'Afrique se heurte, à savoir la mobilisation de ses propres ressources financières intérieures.

Le paysage financier africain révèle un paradoxe frappant. Bien qu'il dispose d'importants actifs financiers locaux, le continent peine à mobiliser ces capitaux au profit de projets de développement essentiels, créant ainsi un goulot d'étranglement structurel qui entrave la transformation économique.

Le volume de ce capital immobilisé est considérable. Alors que le pays africain moyen détient des actifs financiers nationaux équivalant à 85 % de son PIB, il en consacre moins de 15 % à des investissements de développement. Ce paradoxe s'étend au capital de la diaspora, où les 54 milliards d'USD de transferts de fonds annuels vers l'Afrique subsaharienne contournent souvent les investissements productifs à long terme, pour être plutôt consacrés à la consommation des ménages, avec un impact encore réduit par des coûts de transaction élevés.

Le cœur du paradoxe du capital en Afrique ne réside pas dans la rareté du capital, mais dans sa mauvaise allocation systématique. Une part importante des actifs financiers nationaux est absorbée par les emprunts souverains, où les titres d'État, considérés comme sûrs et liquides et bénéficiant d'un traitement réglementaire

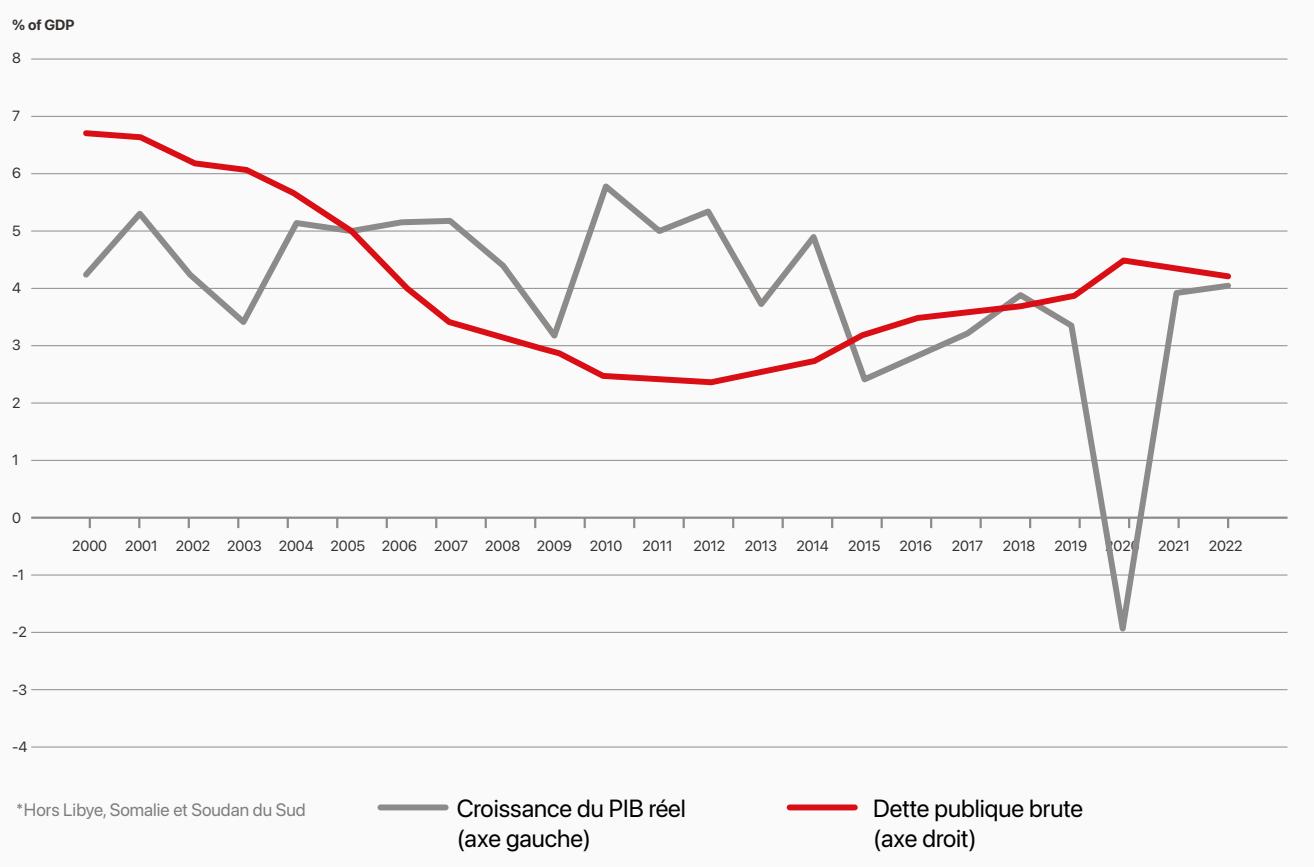
favorable, attirent les banques commerciales et les investisseurs institutionnels qui préfèrent largement les bons et les obligations du Trésor au financement à long terme des infrastructures. Cela crée un effet d'éviction, la dette souveraine absorbant des crédits qui pourraient autrement financer le secteur privé et des projets de développement.

La Banque européenne d'investissement (BEI) illustre cette tendance : entre 2010 et 2023, les avoirs des banques africaines en dette souveraine nationale sont passés de 10,3 à 17,5 % du total des actifs, tandis que les crédits au secteur privé baissaient de 42 à 38 %.⁶⁰

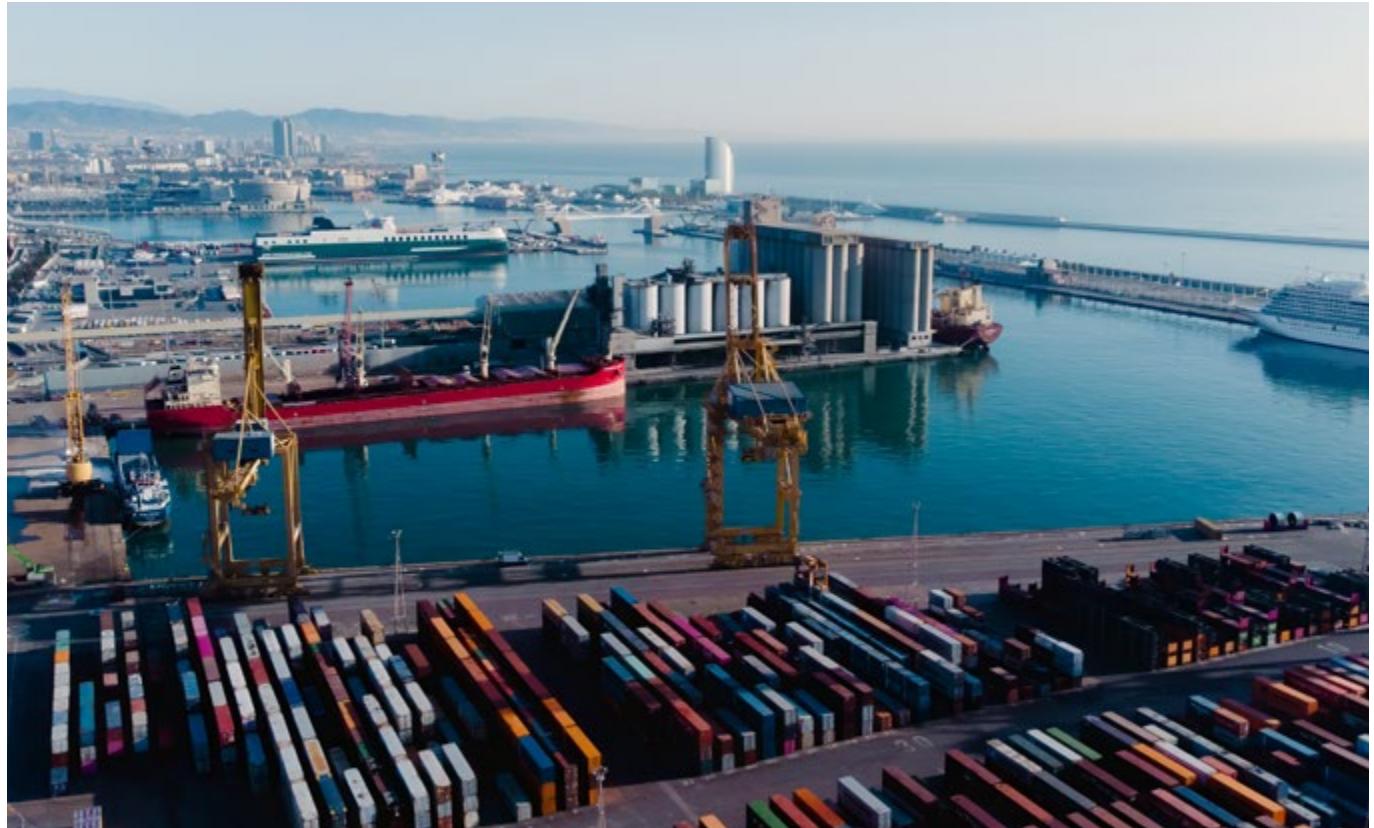
Pour libérer ces liquidités bloquées, tant les capitaux institutionnels locaux que l'épargne de la diaspora, il faut des instruments financiers innovants, des mécanismes ciblés d'atténuation des risques et des cadres réglementaires favorables qui permettent de réorienter les capitaux vers les infrastructures, les PME et les projets de résilience climatique. L'impact potentiel est transformationnel lorsque le capital local sert de base pour attirer les investissements internationaux grâce aux effets multiplicateurs évoqués précédemment.

⁶⁰ Banque européenne d'investissement. L'éviction du crédit au secteur privé freine-t-il la croissance en Afrique ? (Luxembourg : BEI, 23 novembre 2022).

FIGURE 12: Croissance en Afrique par rapport à la dette publique



SOURCE: IFMI PEM (avril 2022)



Contexte économique : La pandémie comme catalyseur structurel

Pour comprendre le paradoxe du capital en Afrique, il faut examiner le contexte économique qui a façonné les modèles actuels d'allocation financière.

Avant la pandémie de COVID-19, les économies africaines affichaient une trajectoire de croissance robuste. La Banque africaine de développement (BAD) classait régulièrement l'Afrique comme la deuxième région du monde à la croissance la plus rapide après l'Asie, démontrant ainsi le dynamisme économique sous-jacent du continent.⁶¹

La pandémie a ensuite provoqué un choc structurel brutal qui a bouleversé ce paysage. L'Afrique a connu sa pire récession depuis plus de 50 ans, avec une contraction du PIB estimée à 2,1 % en 2020. Au-delà de l'impact économique immédiat, cela a également constitué un énorme revers pour le développement. Le déclin simultané du commerce, des envois de fonds et des IDE a plongé environ 30 à 40 millions d'Africains supplémentaires dans l'extrême pauvreté, compromettant considérablement les progrès vers la réalisation de l'ODD 1 (Pas de pauvreté).⁶²

Le schéma de reprise révèle des défis structurels persistants. La croissance régionale a rebondi à environ 3,3 % en 2021, mais la reprise a été inégale et fragile.⁶³ La croissance s'est modérée en 2022-2023, restant inférieure aux tendances d'avant la pandémie dans de nombreux pays en raison du resserrement monétaire mondial, des coûts élevés du service de la dette, des pressions inflationnistes et des incertitudes géopolitiques.⁶⁴

Les prévisions actuelles suggèrent un léger renforcement, la Banque mondiale prévoyant une croissance régionale qui devrait atteindre environ 3,5 % en 2025, grâce à la reprise progressive de la consommation et des investissements. Toutefois, le FMI et la BAD notent que les gains restent inégaux et vulnérables aux chocs externes.⁶⁵ Cette dynamique de résilience à court terme, associée à des fragilités structurelles persistantes, souligne un besoin critique:



⁶¹ Banque africaine de développement. (2020). Perspectives économiques en Afrique.

⁶² Banque africaine de développement. Perspectives économiques en Afrique 2021 (notant une contraction du PIB de 2,1 % en 2020) ; Banque mondiale. « On estime que la pandémie de COVID-19 a plongé entre 30 et 40 millions de personnes dans l'extrême pauvreté en 2020. »

⁶³ Banque mondiale. « L'Afrique subsaharienne sort de la récession, mais la reprise reste fragile », Africa's Pulse / communiqué de presse, 6 octobre 2021 (croissance régionale ≈ 3,3 % en 2021).

⁶⁴ Banque mondiale. Aperçu de l'Afrique (prévisions de croissance : ~3,5 % en 2025) ; FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (croissance et risques de ralentissement) ; Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2025.

⁶⁵ Banque mondiale. Aperçu de l'Afrique (prévisions de croissance : environ 3,5 % en 2025) ; FMI, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (croissance et risques de ralentissement)

si l'Afrique peut servir de moteur de la croissance mondiale, la réalisation de ce potentiel à grande échelle nécessite de libérer des ressources financières intérieures pour les infrastructures, la résilience climatique et la création d'emplois qui favorisent la réalisation des objectifs de développement durable.

Le moteur économique inexploité de l'Afrique : des actifs nationaux au développement

Ce contexte économique explique pourquoi la mobilisation des capitaux locaux est devenue un élément central de la stratégie de développement de l'Afrique.

Le potentiel économique de l'Afrique va bien au-delà de ses ressources naturelles. En effet, le continent est mû par sa population jeune qui connaît la croissance la plus rapide au monde et par l'adoption accélérée de technologies qui refaçonne fondamentalement les marchés. Il est essentiel de noter que la trajectoire de croissance future de l'Afrique dépend de plus en plus des ressources disponibles à l'intérieur de ses propres frontières, en particulier de la base de capitaux locaux du continent certes importante, mais sous-utilisée.

Le volume des ressources financières intérieures disponibles est remarquable. La Société financière africaine (AFC) estime que le continent détient plus de 4 000 milliards d'USD d'actifs financiers locaux. Ce pool de capitaux comprend les actifs des banques commerciales, les fonds de pension et d'assurance à croissance rapide, les banques publiques de développement et les réserves de change.⁶⁶ À eux seuls, les fonds de pension représentent environ 455 milliards d'USD, tandis que les compagnies d'assurance et les banques publiques de développement détiennent d'importantes réserves de capitaux supplémentaires.⁶⁷

FIGURE 13: Visualisation des 4 000 milliards d'USD d'actifs locaux de l'Afrique



SOURCE: Société financière africaine. Rapport sur l'état des infrastructures en Afrique, 2025

⁶⁶ Société financière africaine. Rapport sur l'état des infrastructures en Afrique, 2025

⁶⁷ Mawdsley, Emma. « Le financement du développement en Afrique : nouvelles géographies, nouveaux acteurs et nouvelles approches ». African Affairs, 2021.

Malgré cette richesse intérieure, un paradoxe persistant sape le potentiel de développement de l'Afrique : un décalage fondamental entre les capitaux disponibles et les projets de développement bancables. Alors que les actifs financiers intérieurs de l'Afrique représentent environ 85 % de son PIB, moins de 15 % sont consacrés aux infrastructures productives essentielles à une croissance durable. Cette situation n'est pas due à un manque de capitaux, mais plutôt à une mauvaise allocation⁶⁸ due à deux problèmes structurels :

- 1. Le « havre » de la dette souveraine :** les banques commerciales injectent principalement leurs liquidités substantielles dans des titres d'État à court terme, qui offrent des rendements prévisibles et un traitement réglementaire favorable en matière de fonds propres. Cette préférence crée un effet d'éviction, les emprunts souverains absorbant des capitaux qui pourraient autrement financer le développement d'infrastructures à long terme.

Ce phénomène est bien documenté par la Banque européenne d'investissement (BEI), qui constate une part croissante de l'exposition des actifs bancaires à la dette souveraine au détriment du crédit au secteur privé.⁶⁹ Si un marché obligataire national solide est un outil essentiel pour financer les services publics essentiels et gérer les finances nationales, le déséquilibre actuel dans de nombreuses économies limite involontairement l'accès du secteur privé aux capitaux à long terme. L'objectif stratégique est de favoriser un écosystème financier plus diversifié, capable de répondre aux besoins de financement tant publics que privés

- 2. Le déséquilibre entre actif et passif:** il existe un déséquilibre structurel au niveau du système financier. Les banques commerciales détiennent des passifs à court terme (dépôts des clients) et hésitent à s'engager dans des actifs d'infrastructure à long terme. À l'inverse, les investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension et les fonds d'assurance, détiennent des passifs à long terme, mais sont souvent contraints par la réglementation d'investir dans des titres d'État liquides à court terme.

Ce cadre réglementaire empêche l'alignement naturel des capitaux à long terme sur les besoins de développement à long terme, créant ainsi des inefficacités qui limitent aussi bien les rendements institutionnels que le développement des infrastructures. Il en résulte un système dans lequel la réglementation empêche ceux qui sont les mieux placés pour financer le développement à long terme (fonds de pension, compagnies d'assurance) de le faire, tandis que ceux qui disposent de sources de financement à court terme (banques) sont réticents à prendre des engagements à long terme.

⁶⁸ African Business. African Business. « L'Afrique peut financer ses infrastructures avec 4 000 milliards d'USD de ses propres actifs : AFC. » 9 juin 2025. African Business.

⁶⁹ Banque européenne d'investissement. L'éviction du crédit au secteur privé freine-t-il la croissance en Afrique ? Luxembourg : BEI, 2022

TABLEAU 1: Faiblesses structurelles des systèmes financiers africains (UBA Markets)

Pays	Actifs bancaires (% du PIB)	Crédit au secteur privé (% du PIB)	Prêts non performants (% du total des prêts bruts)	Capitalisation boursière (% du PIB)	Propension institutionnelle envers la dette souveraine	Réforme sélectionnée / Instrument
Nigéria	16,4 (2021)	22,3 (2023)	4,9 (novembre 2024)	29,5 (2024)	Pensions ~63 % FGN (déc. 24)	Garanties InfraCredit
Kenya	32,9 (2021)	31,6 (2023)	16,3 (juin 2024)	12,0 (2024)	Pensions ~52 % dans GdK (2023)	Obligations vertes et obligataires d'infrastructure
Ghana	26,8 (2021)	14,3 (2023)	21,8 (décembre 2024)	9,1 (2024)	Pensions ~80 % en GdG (2023)	Cofinancement GIIF
Senegal	31,2 (2021)	31,4 (2023)	8,7 (2023)	16,4 (2021)	Exposition souveraine élevée	PAPSS, approfondissement du marché BRVM
Côte d'Ivoire	24,1 (2021)	22,4 (2023)	8,7 (2023)	10 (2024)	Exposition souveraine élevée	Titrisation BRVM, unité PPP
Cameroun	20,6 (2020)	17,4 (2023)	19,0 (2022)	—	Banques de la CEMAC, holdings souverains importants	Réforme du marché de la dette de la CEMAC
Ouganda	24,0 (2021)	15,5 (2023)	5,3 (2023)	—	Pension ~78 % en obligations d'État	Émission d'obligations à 25 ans
Tanzanie	29,5 (2021)	16,7 (2024)	6,8 (2022)	9,5 (2021)	Exposition élevée aux titres d'État	Loi PPP, obligations infranationales
Zambie	21,3 (2021)	12,5 (2024)	8,8 (2023)	8,0 (2024)	Penchant du gouvernement pour les banques/ pensions	Restructuration de la dette, réformes obligataires
République démocratique du Congo	27,0 (2021)	7,2 (2023)	5,0 (2022)	—	Les banques préfèrent les titres souverains	Paiements numériques, titres

SOURCE: AFC ; Banque mondiale (WDI, GFDD, Global Findex) ; FMI (rapports de consultation au titre de l'article IV) ; Commission bancaire de l'UEMOA ; CEMAC/BEAC ; BRVM ; régulateurs nationaux (PenCom Nigeria, RBA Kenya, NPRA Ghana, URBRA Ouganda) ; Dr Nashwa J. Saleh, CFA Institute Research Foundation & AFC. Remarque : ce Tableau au harmonise les indicateurs provenant de plusieurs ensembles de données et années de référence (2021-2024).

Concevoir un nouvel écosystème financier

La résorption de ce décalage requiert la mise en place de réformes politiques coordonnées qui permettent aux investisseurs institutionnels de participer au financement des infrastructures tout en maintenant des normes appropriées de gestion des risques. Il faut, à cet effet, créer des instruments qui satisfont tant aux exigences réglementaires qu'aux objectifs de développement, tout en mettant en place des mécanismes de partage des risques qui rendent les projets d'infrastructure attractifs pour les investisseurs institutionnels locaux. Cette approche nécessite la conception d'un écosystème financier innovant grâce à un cadre complet qui traite de la politique gouvernementale, de la réglementation financière, de la bancabilité des projets et de l'infrastructure de crédit.

La résorption de ce décalage requiert la mise en place de réformes politiques coordonnées qui permettent aux investisseurs institutionnels de participer au financement des infrastructures tout en maintenant des normes appropriées de gestion des risques. Il faut, à cet effet, créer des instruments qui satisfont tant aux exigences réglementaires qu'aux objectifs de développement, tout en mettant en place des mécanismes de partage des risques qui rendent les projets d'infrastructure attractifs pour les investisseurs institutionnels locaux. Cette approche nécessite la conception d'un écosystème financier innovant grâce à un cadre complet qui traite de la politique gouvernementale, de la réglementation financière, de la bancabilité des projets et de l'infrastructure de crédit.

Pilier 1: Discipline budgétaire et gestion stratégique des actifs

Les gouvernements doivent montrer l'exemple en réduisant leur dépendance à l'égard des emprunts nationaux. À cet effet, le respect de la discipline budgétaire et la gestion stratégique des actifs publics grâce à des programmes crédibles de privatisation et de commercialisation s'imposent afin de créer de nouvelles opportunités d'investissement renTableaus pour le secteur privé.

Pilier 2: Encourager la diversification du secteur financier

Les régulateurs financiers doivent créer des cadres qui encouragent les banques commerciales et les fonds de pension à diversifier leurs portefeuilles d'investissement au-delà de la dette souveraine. Ces cadres comprennent des politiques qui récompensent les investissements dans les secteurs productifs à long terme de l'économie réelle.

Pilier 3: Améliorer la bancabilité des projets

L'offre de projets bancables doit être augmentée grâce à des programmes de partenariat public-privé (PPP) crédibles et transparents. Un cadre PPP solide offre l'environnement réglementaire clair et de nature à supprimer les risques dont les banques commerciales ont besoin pour injecter en toute confiance des capitaux dans des infrastructures de grande envergure.

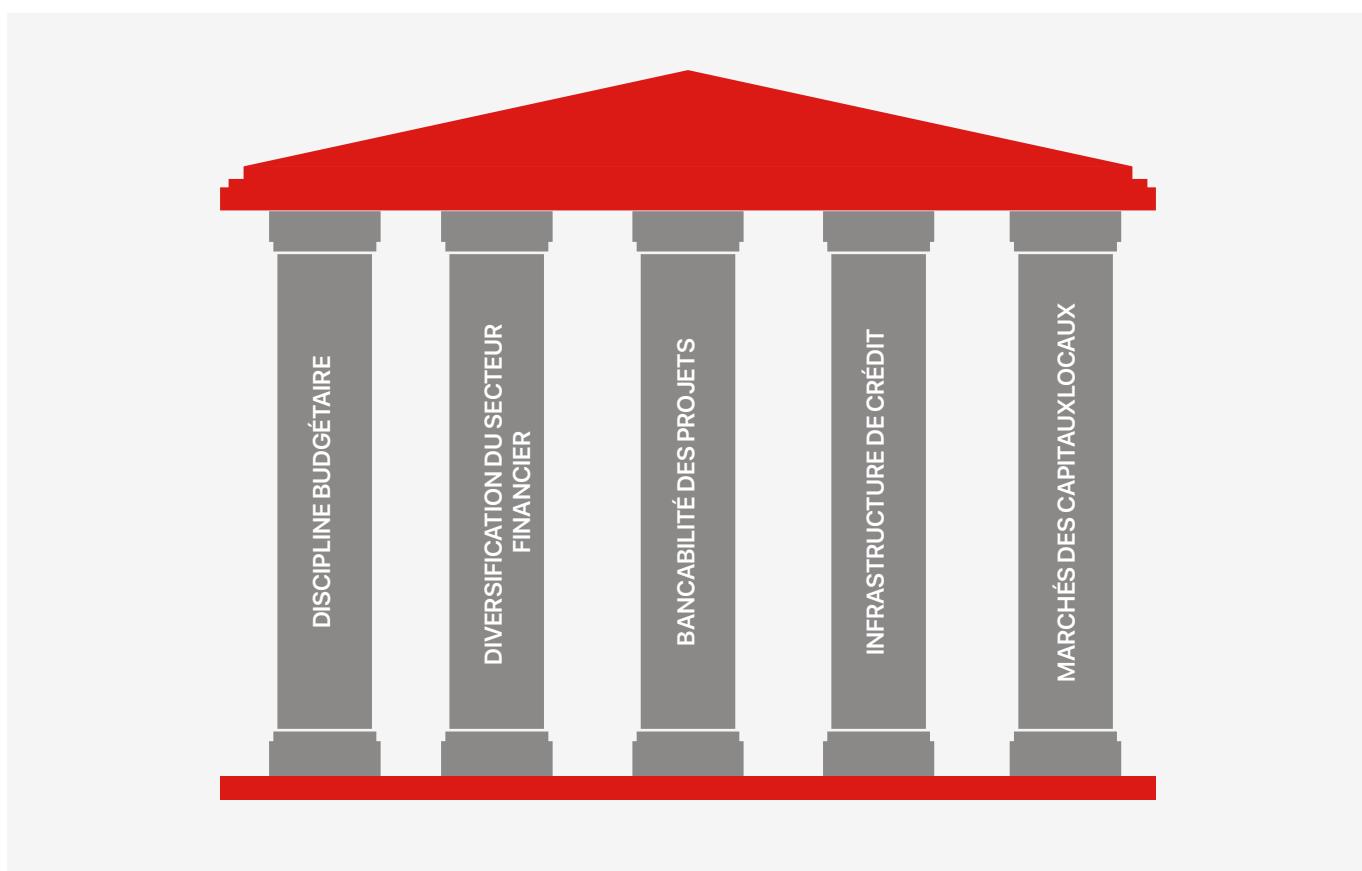
Pilier 4: Asseoir l'infrastructure fondamentale du crédit

Pour contrer l'aversion systémique au risque, il faut renforcer les fondements de l'économie du crédit. Cette action passe notamment par la réforme des agences d'évaluation du crédit afin d'améliorer l'évaluation des risques, la réforme de l'immatriculation foncière et du régime de propriété afin de libérer les garanties et de faciliter l'accès des PME au crédit, et la mise en place de systèmes universels de gestion de l'identité afin de rationaliser les procédures KYC, de réduire la fraude et de diminuer le coût de l'inclusion financière.

Pilier 5: Approfondir les marchés de capitaux locaux

Une fois ces bases en place, des innovations financières ciblées peuvent prospérer. Comme on le voit au Nigeria, les véhicules de garantie de crédit tels qu'InfraCredit peuvent réduire le risque lié à la dette d'infrastructure pour les fonds de pension. Au Kenya, la création de nouvelles classes d'actifs telles que les obligations vertes peut attirer les capitaux locaux. Ces initiatives d'approfondissement des marchés constituent la dernière étape cruciale pour mobiliser les épargnes locales considérables du continent au profit d'une croissance durable et à long terme.

Plusieurs pays africains où opère le groupe UBA ont déjà pris les devants en matière de réformes politiques et d'innovations financières nécessaires. Ces succès constituent un modèle clair pour le continent.



Études de cas sur la réforme et l'innovation politiques

Nigeria : Réduire les risques liés à la dette infrastructurelle

Pour lutter contre l'aversion au risque, le Nigeria a mis en place avec succès des initiatives telles que l'Infrastructure Credit Guarantee Company (InfraCredit). Crée en 2017 par l'Autorité souveraine d'investissement du Nigéria (NSIA) et GuarantCo, InfraCredit a stimulé l'émission d'obligations d'infrastructure en fournissant des garanties à long terme qui rendent ces instruments accessibles aux investisseurs institutionnels locaux.⁷⁰

Fin 2022, InfraCredit avait facilité le financement de 128 milliards de nairas (soit environ 278 millions d'USD) en obligations d'infrastructure auprès de dix émetteurs, offrant des durées allant jusqu'à 20 ans et atteignant jusqu'à 60 % de sur souscription.⁷¹ Dans son rapport aux investisseurs du premier trimestre 2025, InfraCredit fait état de 31,2 milliards de nairas de garanties émises et financées, ainsi que d'une mobilisation importante de capitaux propres (environ 19 milliards de nairas via des émissions de droits).⁷² Ces développements témoignent d'une confiance croissante des institutions et d'une évolution vers des investissements à long terme dans les infrastructures.

Kenya : Approfondissement des marchés des capitaux

Le Kenya est devenu un leader dans l'utilisation de ses marchés des capitaux pour financer des objectifs de développement spécifiques. L'émission d'obligations vertes et d'obligations d'infrastructure innovantes par l'intermédiaire de la Bourse de Nairobi a permis de capter avec succès un nombre croissant d'investisseurs nationaux désireux de financer des projets durables.

La première obligation verte certifiée du Kenya a été émise en octobre 2019 par Acorn Holdings. L'obligation, d'un montant de 4,3 milliards de KES (soit environ 40 millions d'USD), a été évaluée à 12,25 % et notée B1, soit un cran au-dessus de la note souveraine B2, et a suscité un vif intérêt de la part des institutions.⁷³

Ghana: Co-Financing at Scale

Grâce à son Fonds d'investissement dans les infrastructures (GIIF), le Ghana a créé un véhicule dédié qui sert d'investisseur principal et de cofinancier pour les projets critiques. En s'associant à des banques nationales et à des institutions financières de développement internationales, le GIIF comble le déficit de viabilité des projets de grande envergure, démontrant ainsi un modèle réussi de collaboration public-privé.

Créé par le Parlement ghanéen en 2014 en vertu de la loi n° 877, le GIIF est un véhicule d'investissement public chargé de mobiliser, de gérer et d'investir dans des projets d'infrastructure dans les secteurs économiques et sociaux. Il a commencé ses activités en 2015 avec un capital de base de 325 millions d'USD et s'est depuis engagé dans 13 projets d'infrastructure couvrant les transports, les TIC, l'énergie et les infrastructures sociales, pour un coût total de 3,6 milliards d'USD et un ratio de levier estimé à 10.⁷⁴

Les instruments d'investissement du GIIF comprennent la dette, les capitaux propres, le financement mezzanine et les sous-fonds hors bilan (par exemple, logements abordables, routes à péage), soutenus par un système de gestion

⁷⁰ PIDG / IFC. Présentation générale et étude de cas du mécanisme InfraCredit Nigeria. PIDG, consulté en 2025.

⁷¹ InfraCredit Nigeria. Rapport annuel 2022.

⁷² InfraCredit Nigeria. Rapport aux investisseurs du premier trimestre 2025.

⁷³ PIDG. « GuarantCo célèbre le remboursement de la première obligation verte émise en Afrique de l'Est ». Communiqué de presse, 23 octobre 2024.

⁷⁴ Ghana Infrastructure Investment Fund. Présentation aux investisseurs du GIIF, juin 2024.

environnementale et sociale conforme aux normes internationales.⁷⁵ Le nouveau conseil d'administration du GIIF, composé de huit membres et investi en juillet 2025, est chargé d'intensifier ces efforts afin de stimuler les investissements et d'attirer des capitaux locaux et internationaux.⁷⁶

Défis et opportunités

Le déficit de financement des infrastructures reflète un défi fondamental : si l'Afrique dispose d'une épargne intérieure substantielle, l'architecture financière existante ne permet pas de canaliser efficacement ces ressources vers des projets de développement à long terme. Cette liquidité bloquée représente aussi bien une contrainte qu'une opportunité. La clé réside dans la création de systèmes d'intermédiation sophistiqués capables de mobiliser les capitaux locaux de manière sûre et rentable.



La transformation de l'Afrique nécessite des capitaux, des partenariats et une innovation collaborative. Chez UBA, nous nous asseyons à la Tableau avec les gouvernements, les institutions de développement et les entreprises pour créer conjointement des architectures financières qui transforment les visions nationales en réalités bancables. Notre approche a fait ses preuves grâce à notre présence mondiale, à nos partenariats stratégiques avec des institutions telles que la Banque africaine de développement et à des projets phares tels que notre partenariat de six milliards d'USD avec la ZLECAF. Ce modèle collaboratif comble le fossé entre les ressources locales africaines et les besoins en infrastructures.



Oliver Alawuba,
Group Managing Director, United Bank for Africa

Point clé

La libération du capital intérieur de l'Afrique requiert une ingénierie financière sophistiquée plutôt de nouvelles sources de financement. Grâce à des réformes réglementaires ciblées qui favorisent la titrisation, le développement du marché secondaire pour la dette liée aux infrastructures et des mécanismes innovants de partage des risques, les institutions africaines peuvent réorienter les flux de capitaux existants vers des projets de développement transformateurs. L'opportunité ne réside pas dans la recherche de nouveaux fonds, mais dans la mise en place d'une architecture permettant de déployer efficacement les ressources existantes.

⁷⁵ Ghana Infrastructure Investment Fund, Système de gestion environnementale et sociale du GIIF, octobre 2019.

⁷⁶ Groupe APO, « Inauguration du conseil d'administration du GIIF », 9 juillet 2025.

Pleins feux sur la réforme : la révision à la hausse de Fitch renforce la confiance

En avril 2025, Fitch Ratings a relevé la note souveraine à long terme en devises étrangères du Nigeria de B– à B (perspective stable). Cette décision reflète la poursuite de la mise en œuvre des réformes par le gouvernement, se traduisant notamment par l'unification monétaire, le resserrement de la politique monétaire, la suppression des subventions sur les carburants et la fin de la monétisation du déficit par la Banque centrale.

Cette révision à la hausse indique aux investisseurs que le Nigeria s'engage à renforcer la crédibilité des réformes, à améliorer le climat d'investissement, à réduire les risques perçus et à consolider les bases nécessaires pour mobiliser les capitaux nationaux et internationaux dans les secteurs des infrastructures et de la production.

SOURCE: Fitch Ratings, 11 avril 2025 ; Bloomberg, avril 2025

2.2 The AfCFTA Catalyst: Building the \$3.4 Trillion Single Market

La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) marque un tournant dans l'histoire économique du continent, représentant une évolution fondamentale des modèles de financement externe vers une autonomie stratégique. Ce cadre global va au-delà de la réduction des droits de douane et constitue le principal instrument permettant de réaliser la transformation socio-économique à long terme de l'Afrique.

En positionnant la ZLECAF comme un élément central de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et comme un vecteur essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies, les dirigeants africains l'ont élevée du statut d'accord commercial à celui d'impératif de développement.⁷⁷ La ZLECAF constitue également une voie stratégique vers une croissance économique inclusive grâce à l'intégration commerciale à valeur ajoutée, marquant une avancée décisive vers la création d'un marché intérieur et la réduction de la vulnérabilité extérieure.

Cette approche répond directement aux risques inhérents à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Les accords commerciaux préférentiels avec des partenaires extérieurs ont démontré à maintes reprises leur fragilité, ces accords étant soumis à des restrictions ou à des suspensions unilatérales qui déstabilisent le progrès économique. La ZLECAF, en revanche, représente une réponse locale conçue pour protéger les économies africaines des chocs mondiaux tout en favorisant l'autonomie grâce à l'intégration du marché continental.

En intégrant 54 pays abritant une population totale de plus de 1,3 milliard d'habitants et ayant un PIB de 3 400 milliards d'USD, la ZLECAF crée l'un des plus grands blocs économiques du monde. Le

FMI prévoit que sa mise en œuvre réussie puisse stimuler les flux commerciaux intra-africains de 53 % tout en augmentant le PIB réel par habitant de 10 %, démontrant ainsi les retombées économiques substantielles que peut générer un développement continental coordonné.

Progrès dans le commerce intra-africain

Depuis son lancement opérationnel, le commerce intra-africain a enregistré une croissance constante malgré la volatilité de la conjoncture économique mondiale, confirmant ainsi que l'accord est en train de remodeler les schémas commerciaux du continent.

Le commerce intra-africain s'est élevé au total à 168 milliards d'USD en 2021, enregistrant une forte croissance de 11 % pour atteindre 186 milliards d'USD en 2022, soit 13,6 % de la totalité des échanges commerciaux mondiaux du continent.⁷⁸ En 2023, le commerce a continué de croître de 3,2 % pour atteindre 192 milliards d'USD, bien que la croissance ait ralenti du fait des complexités rencontrées dans la mise en œuvre de la ZLECAF et des difficultés économiques mondiales, notamment les conflits géopolitiques et l'instabilité macroéconomique, qui ont entraîné une contraction des échanges totaux de marchandises en Afrique.

Malgré ces difficultés, la part du commerce intra-africain dans la totalité des échanges commerciaux du continent s'est accru pour atteindre environ 15 % en 2023, démontrant ainsi sa résilience et son importance stratégique croissantes. Cette augmentation de la part du commerce intra-africain pendant une période de contraction du commerce mondial illustre l'efficacité de la ZLECAF dans la création de relations commerciales plus stables et axées sur la région.

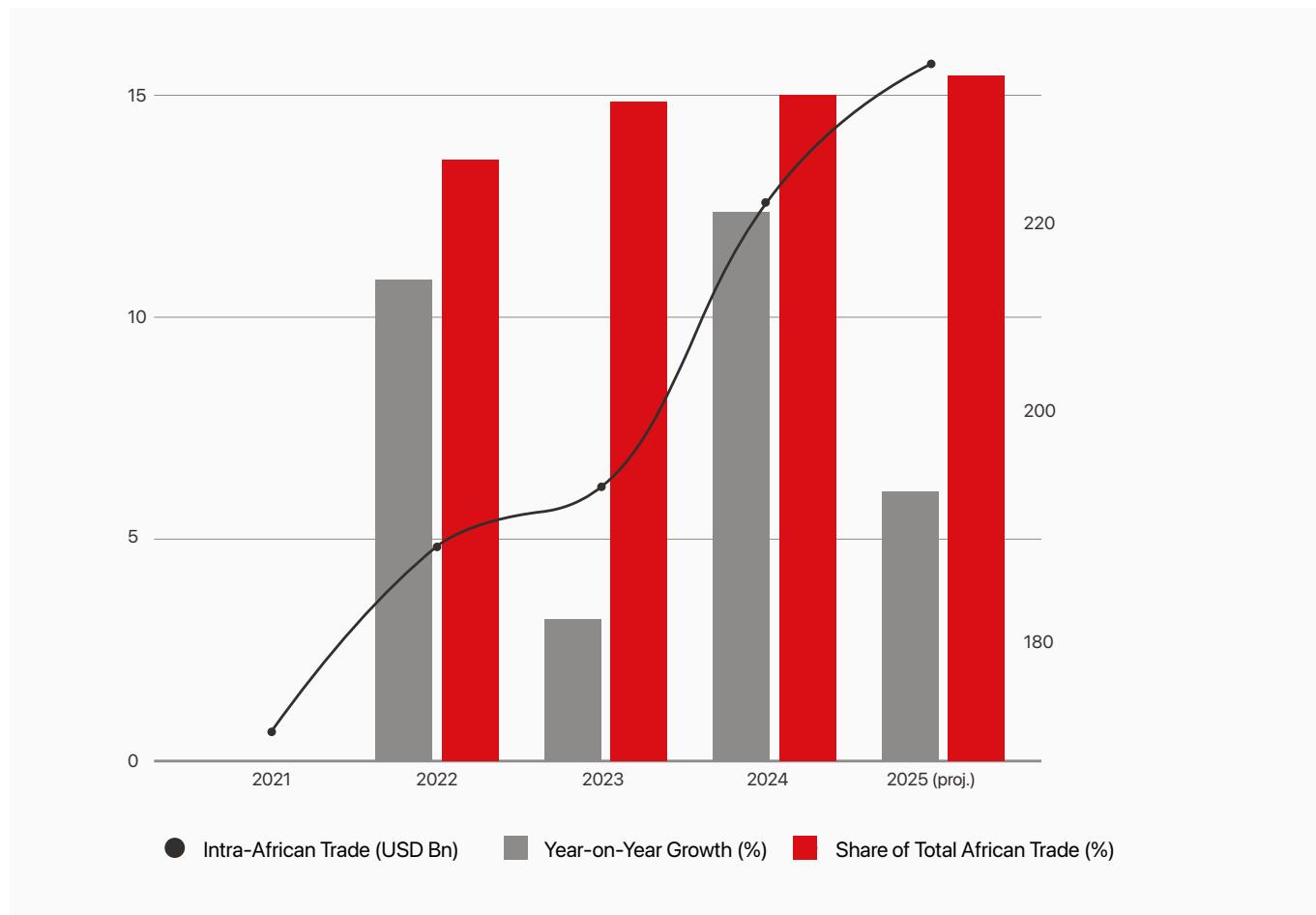
⁷⁷ La Zone de libre-échange continentale africaine peut-elle être un catalyseur pour le triple enjeu humanitaire, de développement et de paix en Afrique ? | Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. (21 janvier 2025).

⁷⁸ Afreximbank. (2024). Rapport sur le commerce africain 2024 : implications climatiques de la mise en œuvre de la ZLECAF in Afreximbank.

Les projections pour 2025 indiquent un fort rebond. Selon le Rapport 2025 de l'Afreximbank sur le commerce africain, le commerce intra-africain devrait croître de 12,4 %, pour se situer à environ 220,3 milliards d'USD. Cette accélération prévisionnelle laisser penser qu'à mesure que les pays mettront en œuvre les protocoles de la ZLECAF et surmonteront les obstacles initiaux à sa mise en œuvre, le rythme de l'intégration commerciale devrait s'accélérer considérablement.⁷⁹

Le passage de 168 à 220,3 milliards d'USD prévus sur quatre ans représente une augmentation cumulative de 31 %, démontrant la capacité de la ZLECAF à générer une croissance commerciale substantielle, même alors que les relations commerciales mondiales sont confrontées à une incertitude croissante.

FIGURE 14: Intra-African Trade Performance and Projections, 2021-2025



⁷⁹ Musumba, V. (26 juin 2025). AfreximBank publie son rapport 2025 sur le commerce africain dans un contexte financier mondial en mutation - Banque africaine d'import-export. Banque africaine

Favoriser la transformation structurelle

L'un des principaux objectifs de la ZLECAF est de catalyser la transformation structurelle en faisant passer les économies africaines de leur rôle historique de fournisseurs de matières premières à celui de producteurs intégrés de biens et de services à forte valeur ajoutée. L'accord vise à réduire la dépendance à l'égard des exportations de matières premières volatiles et à renforcer la résilience grâce à l'industrialisation et aux industries à valeur ajoutée.⁸⁰

Le secteur manufacturier représente déjà la plus grande part des exportations intra-africaines avec 46 %, suivi de l'alimentation avec 21 % et des carburants avec 20 %. Cela indique qu'il existe déjà une base importante de commerce industriel au sein du continent que la ZLECAF est sur le point d'étendre considérablement.

Selon les projections de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait stimuler les exportations du secteur industriel de 48 % (soit 165,6 milliards d'USD supplémentaires par rapport à la valeur actuelle) et celles du secteur agroalimentaire de 60 % (soit 58,6 milliards d'USD supplémentaires) d'ici 2045. La croissance sera tirée par le développement de chaînes de valeur régionales dans des secteurs clés tels que l'agro-industrie, l'automobile, les produits pharmaceutiques et les énergies renouvelables.

L'initiative commerciale guidée (GTI) en action: une preuve de concept

Afin de traduire le cadre juridique de la ZLECAF en échanges commerciaux significatifs, le Secrétariat a lancé l'initiative commerciale guidée (GTI) en octobre 2022. Agissant comme un projet pilote dans

le monde réel, la GTI teste des cadres opérationnels, institutionnels et juridiques en mettant en relation les entreprises pour qu'elles puissent commercer selon de nouvelles règles préférentielles. Elle normalise les procédures, réduit les coûts et démontre la viabilité pratique de la ZLECAF.⁸¹

La GTI a connu une expansion rapide et bénéficié d'un engagement politique fort. Commençant avec sept pays (le Cameroun, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Rwanda et la Tanzanie), elle s'est depuis étendue pour inclure 37 des 54 États membres en octobre 2024, y compris des économies majeures telles que le Nigéria et l'Afrique du Sud.

L'impact réel de la GTI est illustré au mieux par les exemples concrets de réussite qui ont émergé, fournissant des preuves solides du potentiel qu'a l'accord pour favoriser le commerce à valeur ajoutée.

Ces exemples sont significatifs car ils illustrent clairement le passage d'un modèle historique d'exportation de matières premières brutes à un commerce intra-africain de produits transformés et manufacturés. Il s'agit là d'une réalisation directe de l'un des objectifs fondamentaux de la ZLECAF et d'un signe prometteur de la transformation structurelle qu'elle vise à susciter.

⁸⁰ Mene, W. (29 janvier 2025b). Le commerce intra-africain et son potentiel pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODD. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/intra-african-trade-and-its-potential-to-accelerate-progress-toward-the-sdgs/>

⁸¹ Point d'information sur la ZLECAF, novembre 2024. (1er novembre 2024). Administration du commerce international | Trade.gov. <https://www.trade.gov/market-intelligence/afcfta-update-november-2024>

Les projets pilotes de l'initiative commerciale guidée

Le Rwanda a tiré parti avec succès de l'initiative GTI pour exporter des produits transformés à valeur ajoutée, notamment du café conditionné vers l'Algérie et le Ghana et a depuis lors diversifié ses expéditions pour y inclure le thé, l'huile d'avocat et le miel.

La Tanzanie a évolué dans la chaîne de valeur en commercialisant du café avec l'Algérie et de la fibre de sisal avec le Nigeria. Un exportateur tanzanien de sisal, AJA Ltd, a déclaré avoir multiplié par six ses exportations mensuelles (passant d'un à six conteneurs) après avoir participé à un atelier de formation de la ZLECAF. Cette expansion a directement créé 50 nouveaux emplois à temps partiel, dont une part importante est occupée par des femmes (80 %) et des jeunes (60 %).

L'Afrique du Sud a effectué sa première expédition dans le cadre de la ZLECAF vers le Kenya, qui comprenait des produits manufacturés tels que des réfrigérateurs et des machines, symbolisant une étape cruciale dans l'approfondissement du commerce industriel régional.

Le Nigéria a également commencé à commerçer dans le cadre du GTI, avec des premières expéditions comprenant des produits de haute technologie tels que des cartes à puce et des câbles industriels destinés aux marchés égyptien, algérien, ougandais, camerounais et kényan.

Source: Mene, W. (29 janvier 2025). Le commerce intra-africain et son potentiel pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODD. Brookings.

Projections à long terme et impact économique

Les prévisions et l'impact économique à long terme de la ZLECAF sont à la fois convaincants et optimistes, soulignant son potentiel transformateur. La création d'un marché unique pour les biens et les services dans 54 pays, avec une population totale de plus de 1,3 milliard d'habitants et un PIB de 3 400 milliards d'USD, représente un enjeu économique considérable. Selon les estimations du FMI, sa mise en œuvre réussie de la ZLECAF pourrait stimuler les flux commerciaux intra-africains de 53 % et augmenter le PIB réel par habitant de 10 %.⁸²

La mise en œuvre complète de la ZLECAF devrait permettre d'accroître le revenu régional d'environ

450 milliards d'USD (ce qui représente un gain de 7 % par rapport au scénario de référence) d'ici 2035 et les exportations totales de l'Afrique de 560 milliards d'USD d'ici 2035, la majeure partie des gains résultant de la facilitation des échanges et des réformes

politiques visant à réduire des lenteurs administratives, à numériser les processus douaniers et à faciliter les flux de services et d'investissements.⁸³ Le même modèle prévoit que l'intégration et l'expansion des chaînes de valeur permettront à des dizaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté.

Il découle de ce qui précède que les investissements dans les « infrastructures immatérielles » (les systèmes, processus et réglementations qui

⁸² Fonds monétaire international. Point d'information sur les perspectives économiques mondiales. Janvier 2024.

⁸³ Groupe de la Banque mondiale. (2023). La Zone de libre-échange continental africaine. In Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/topic/trade/publication/the-african-continental-free-trade-area>

régissent le commerce) généreront un rendement économique bien supérieur à celui obtenu en se concentrant exclusivement sur la réduction des droits de douane. Pour les décideurs, cette évolution implique que l'on accorde la priorité à la modernisation des ports, des frontières et des régimes douaniers. Pour les investisseurs, elle indique que la logistique, le financement du commerce et les solutions numériques constituent les opportunités les plus immédiates et les plus évolutives.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) fournit des projections complémentaires. Elle estime que la ZLECAF augmentera la valeur du commerce intra-africain de 15 à 25 % (soit 50 à 70 milliards d'USD) à l'horizon 2040. Une analyse plus récente de la CEA prévoit une augmentation encore plus importante, de 45 %, du commerce intra-africain d'ici 2045, ce qui accroîtrait la valeur du commerce transfrontalier du continent de 275,7 milliards d'USD.⁸⁴

Ensemble, ces projections brossent un Tableau au cohérent d'un continent à l'aube d'une expansion économique majeure, portée par une intégration plus poussée. Elles soulignent l'ampleur considérable des possibilités qui s'offrent tout en mettant en évidence que la voie pour réaliser ces gains passe par un travail assidu et concret visant à rendre les échanges commerciaux à travers l'Afrique plus rapides, moins coûteux et plus simples.

Le colonne vertébrale financière : le PAPSS et la révolution des paiements transfrontaliers

Pour que la vision de la ZLECAF d'un marché unique parfaitement intégré devienne réalité, une infrastructure financière efficace et solide est indispensable. Le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), développé par la Banque

africaine d'import-export (Afreximbank) en collaboration avec le Secrétariat de la ZLECAF, est la colonne vertébrale financière de cette nouvelle architecture.

Par le passé, les échanges commerciaux entre les pays africains ont été paradoxalement inefficaces. Plus de 80 % des règlements de transactions intra-africaines devaient transiter par des banques correspondantes situées à l'extérieur du continent, généralement à New York, Londres ou Paris. Il en résulte qu'une entreprise ghanéenne payant un fournisseur en Zambie voyait son paiement converti du cedi en dollar américain, envoyé aux États-Unis, puis reconvertis en kwacha avant de parvenir au destinataire.⁸⁵ Ce système coûtait à l'Afrique environ cinq milliards d'USD par an en frais de transaction.

Le PAPSS a été conçu comme une solution directe. Il fournit une infrastructure à l'échelle du continent, détenue et gérée par des Africains, qui permet d'effectuer des paiements transfrontaliers instantanés ou quasi-instantanés (dans un délai de 120 secondes) directement dans les monnaies nationales. Un commerçant au Nigeria peut désormais payer un fournisseur au Kenya en nairas, et ce dernier recevra les fonds en shillings kényans quelques instants plus tard, évitant ainsi tout recours à des devises non africaines intermédiaires ni à des banques étrangères.⁸⁶

Depuis son lancement commercial en janvier 2022, le PAPSS s'est concentré sur le développement de son réseau en intégrant les banques centrales et commerciales de tout le continent. Le rythme de cette expansion témoigne de l'adhésion croissante des institutions à ce système.

⁸⁴ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Rapport économique sur l'Afrique 2025. Addis-Abeba : UNECA, 2025.

⁸⁵ Lidibe. (7 décembre 2022). Le président Akufo-Addo lance un système panafricain de paiement et de règlement qui devrait permettre à l'Afrique d'économiser cinq milliards d'USD par an - Banque africaine d'import-export.

⁸⁶ Groupe UBA. (14 août 2025). « Le commerce africain commence maintenant ! », déclare Alawuba alors que UBA lance les transactions PAPSS sur le chatbot LEO. La Banque pour toute l'Afrique. <https://www.ubagroup.com/now-africa-trade-begins-alawuba-says-as-uba-launches-papss-transaction-on-leo-chatbot/>

FIGURE 15: Participants au système panafricain de paiement et de règlement

***Participants au Système panafricain de paiement et de règlementt**
*au mois de mars 2025

BANQUES CENTRALES

COMMUTATEURS (SWITCHES)

BANQUES COMMERCIALES

PARTENAIRES STRATÉGIQUES

SOURCE: Analyse FXC Intelligence, Système panafricain de paiement et de règlement

Le réseau des banques centrales participantes s'est considérablement développé depuis la première phase pilote entreprise dans la zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO). Fin 2024, le réseau comprenait 15 banques centrales, intégrant des pôles économiques clés tels que le Nigeria, le Ghana, le Kenya, la Zambie, le Zimbabwe et l'Égypte. L'inclusion d'institutions telles que la Banque centrale d'Égypte, où le PAPSS a son siège, revêt une importance stratégique pour relier l'Afrique du Nord au reste du continent.⁸⁷

L'intégration des banques commerciales, qui constituent la principale interface pour les entreprises et les particuliers, a également été rapide. À mi-2024, le nombre de banques commerciales connectées au réseau PAPSS avait dépassé les 150, et plus de 115 autres seraient en passe de le rejoindre. Cette masse critique d'institutions financières participantes est essentielle pour garantir une large accessibilité et une grande utilité aux opérateurs économiques à travers le continent.⁸⁸

Tracer la voie à suivre

La ZLECAF est passée d'un accord négocié à une réalité opérationnelle, démontrant des progrès tangibles dans la promotion du développement durable et la croissance du commerce intra-africain.

Cependant, le chemin vers un marché unique pleinement intégré et homogène est émaillé d'embûches qui nécessitent une action concertée et stratégique. La phase initiale de mise en œuvre a été inestimable, non seulement pour faciliter les échanges commerciaux, mais aussi pour mettre en évidence les goulets d'étranglement critiques à relever. Pour réaliser ce potentiel, il faut une volonté politique soutenue afin de lever les barrières non tarifaires persistantes, d'harmoniser les procédures douanières complexes et d'accélérer l'intégration technique de toutes les banques commerciales dans des plateformes telles que le PAPSS. Il s'agit là d'un travail préparatoire essentiel qui permettra de transformer la politique en prospérité.

Les institutions financières qui tirent parti de l'infrastructure de la ZLECAF grâce à des solutions innovantes de financement du commerce et de fonds de roulement joueront un rôle essentiel pour concrétiser ses promesses. UBA, avec son réseau couvrant 20 pays africains, joue un rôle de premier plan en facilitant les transactions transfrontalières transparentes. Son partenariat avec la ZLECAF pour créer un fonds de six milliards d'USD destiné au financement des PME souligne le rôle central des institutions financières africaines dans la mise en place d'une croissance inclusive et durable.⁸⁹

Point clé

Les progrès de la ZLECAF, soutenus par des initiatives telles que le GTI et le PAPSS, sont en train de remodeler le paysage économique africain. En proposant des solutions financières innovantes et en forgeant des partenariats stratégiques, les institutions financières jouent un rôle essentiel pour libérer le potentiel du marché unique, stimuler une croissance durable et promouvoir les objectifs de développement de l'Afrique.

⁸⁷ Point d'information sur le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) du Ghana. (27 décembre 2023). Administration du commerce international | Trade.gov.

⁸⁸ Ingham, L. (13 mars 2025). Croissance continue du système panafricain de paiement et de règlement. FXC Intelligence. <https://www.fxcintel.com/research/analysis/pan-african-payment-and-settlement-system-march-25>

⁸⁹ United Bank for Africa. (5 mars 2024). AFCFTA - UBA UAE. UBA UAE. <https://www.ubuae.com/afcfta/>

2.4 Institutions multilatérales : de l'octroi de dons à la création de marchés

Parallèlement à l'essor de la finance africaine, les banques multilatérales de développement (BMD) ont profondément transformé leur rôle.

Elles sont passées du statut d'octroyeurs de dons traditionnels à celui d'intermédiaires financiers sophistiqués axés sur la « création de marchés ». Cette mutation marque un changement de paradigme, passant du simple financement direct à la création active des conditions, des instruments et des mécanismes de partage des risques nécessaires pour mobiliser des capitaux privés à grande échelle.⁹⁰

Cette évolution est illustrée par l'activité record de la Société financière internationale (SFI) au cours de son exercice 2024. La SFI a engagé 14,2 milliards d'USD de financement dans 45 pays africains, mobilisant avec succès 5,7 milliards d'USD supplémentaires auprès d'investisseurs partenaires.⁹¹

De même, la Banque africaine de développement (BAD) a vu son capital augmenter pour atteindre 318 milliards d'USD et a généré plus de 225 milliards d'USD d'intérêts d'investissement grâce à son Forum d'investissement en Afrique, une plateforme explicitement conçue pour mettre en relation les capitaux privés avec des projets bancables.⁹² Ce qui précède atteste de l'intérêt considérable que les projets africains suscitent lorsqu'ils sont structurés avec l'architecture financière appropriée.

Ce nouveau rôle de teneur de marché des BMD offre aux banques africaines de formidables opportunités de jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre, en apportant l'expertise du marché local et assurant la gestion des risques nécessaires à la réussite de ces transactions complexes de financement mixte.



⁹⁰ Centre pour la coopération internationale (22 avril 2025). Six façons dont les banques multilatérales de développement peuvent débloquer des ressources financières pour les pays à faible revenu | Centre pour la coopération internationale. Centre pour la coopération internationale.

⁹¹ La SFI investit un montant record dans 45 pays africains au cours de l'exercice 2024. (n.d.). IFC.

⁹² Africa Newsroom, Groupe APO - Africa Newsroom et Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). (13 août 2025). Africa50 établit une nouvelle référence en matière de financement des infrastructures et dépasse 1,4 milliard de dollars d'actifs sous gestion. Groupe APO - Africa Newsroom.

2.5 Financer la transformation : libérer les capitaux locaux de l'Afrique

La ZLECAF représente une opportunité de plusieurs milliers de milliards d'USD pour transformer le paysage industriel et commercial de l'Afrique. La réalisation de cette vision nécessite un plan de financement tout aussi ambitieux. Ce pool de capitaux représente la meilleure chance pour l'Afrique de mettre en place un modèle de financement résilient et en phase avec son programme de transformation structurelle.

La base de capitaux locaux de l'Afrique, qui s'élève à 4 000 milliards d'USD, évolue rapidement, passant d'une allocation fortement axée sur les obligations d'État à des investissements dans les infrastructures, avec des actifs de fonds de pension qui augmentent de 15 à 40 % par an sur les principaux marchés et de nouveaux cadres réglementaires qui débloquent des milliards pour des projets de développement.⁹³

Les investissements dans les infrastructures au Nigeria ont enregistré un taux de croissance de 54 % en 2024. Le consortium KEPFIC du Kenya a mobilisé 113 millions d'USD dédiés aux infrastructures, et l'Afrique du Sud a relevé les plafonds d'allocation aux infrastructures à 45 %,⁹⁴ démontrant ainsi que les capitaux locaux peuvent générer des rendements supérieurs tout en comblant le déficit annuel de 93 à 170 milliards d'USD en matière d'infrastructures.

L'importance de cette mesure va au-delà du simple volume de financement. Ce changement représente la transition de l'Afrique vers un développement financé sur fonds propres, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis de l'extérieur tout en créant des rendements durables pour les institutions locales et les bénéficiaires locaux. Avec les volumes commerciaux de la ZLECAF

qui atteignent 220,3 milliards d'USD en 2024⁹⁵ et la progression rapide des infrastructures de paiement transfrontalières, la mobilisation des capitaux locaux devient essentielle pour tirer parti des opportunités économiques qu'offre l'accord.

Les réussites du Fonds d'investissement octroyant des prêts pour les infrastructures du Nigéria (rendement total de 227,9 %),⁹⁶ du modèle de consortium de retraite du Kenya et de l'allocation institutionnelle massive de l'Afrique du Sud prouvent que les capitaux africains peuvent stimuler le développement du continent tout en offrant des rendements d'investissement compétitifs.

Pools de capitaux locaux à travers le continent

La mobilisation des capitaux locaux en Afrique a atteint un niveau remarquable, avec un montant de 4 000 milliards d'USD validé par une analyse exhaustive des fonds de pension, des actifs d'assurance, des banques commerciales et des fonds souverains.⁹⁷

La croissance des fonds de pension s'accélère sur les principaux marchés, les actifs du Nigéria atteignant 23 320 milliards de nairas (15,5 milliards d'USD) en mars 2025, soit une croissance de 17,05 % en glissement annuel.⁹⁸ Le Kenya affiche une dynamique encore plus forte avec des actifs de fonds de pension estimés à 2 230 milliards de shillings kényans (17,3 milliards d'USD), taux en croissance de 28,5 % par an,⁹⁹ tandis que le Ghana a enregistré une croissance de 39,5 % atteignant 86,23 milliards de cedis ghanéens (5,4 milliards d'USD). Cette croissance rapide témoigne des progrès réalisés en

⁹³ Le rapport 2025 de l'AFC exhorte l'Afrique à consacrer 4 000 milliards d'USD de capitaux locaux à la transformation industrielle axée sur les infrastructures. (n.d.). Africa Global Funds.

⁹⁴ Jeremiah, U. (12 mars 2025). Les investissements des fonds de pension dans les infrastructures augmentent de 54,1 % pour atteindre 242,2 milliards de nairas. Vanguard News.

⁹⁵ MEO. (4 août 2025)

⁹⁶ Onisegwu. (28 mars 2024). Le fonds Chapel Hill Denham Nigeria Infrastructure Debt Fund (« NIDF ») enregistre un bénéfice de 20,4 milliards de nairas pour l'exercice 2023, soit une croissance de 98 % par rapport à l'année précédente. - Chapel Hill Denham. Chapel Hill Denham

⁹⁷ Les champions de l'AFC transfèrent 4 000 milliards d'USD d'épargne nationale vers la transformation des infrastructures africaines. 06.2025

⁹⁸ Owoseni, O. (13 juin 2025). Les actifs des fonds de pension nigérians atteignent 23,32 billions de nairas en mars 2025, affichant une croissance mensuelle modeste dans un contexte de gains annuels robustes. TV360.

⁹⁹ Progrès des régimes de retraite au Kenya - 2024, & Cytonn Weekly #21/2024. (n.d.).

matière de recouvrement des cotisations, de réformes réglementaires et de formalisation économique sur les marchés africains.

La concentration du marché reste un défi, 90 % des fonds de pension africains étant concentrés dans seulement quatre pays, à savoir l'Afrique du Sud (500 milliards d'USD), le Nigéria, la Namibie (12,1 milliards d'USD) et le Botswana (9,7 milliards d'USD).¹⁰⁰ L'Afrique du Sud domine les marchés continentaux des fonds de pension avec des actifs représentant 88 % du PIB, suivie de la Namibie avec une pénétration de 103 % du PIB. Toutefois, les marchés plus petits présentent un fort potentiel de croissance. En effet, les fonds de pension de la Tanzanie augmentent de 17 % par an et le NSSF ougandais gère 22 000 milliards d'UGX avec une couverture en expansion.¹⁰¹

Le secteur des assurances apporte plus de 150 milliards d'USD de capitaux institutionnels supplémentaires, le marché continental de l'assurance étant évalué à 92,9 milliards d'USD et devant connaître une croissance annuelle moyenne de 6,03 % pour atteindre 160,9 milliards d'USD d'ici 2033.¹⁰² L'Afrique du Sud représente 70 % des primes d'assurance du continent, tandis que le Kenya occupe la première place en Afrique de l'Est avec un taux de pénétration de l'assurance de 2,14 %. Les actifs bancaires commerciaux, qui s'élèvent à 2 500 milliards d'USD, sont dominés par des institutions sud-africaines telles que Standard Bank (170 milliards d'USD d'actifs dans 20 pays) et des champions régionaux tels que le groupe UBA, en pleine expansion en Afrique de l'Ouest.¹⁰³

Les réformes réglementaires favorisent le déploiement des capitaux institutionnels

Les réformes politiques mises en œuvre par divers gouvernements africains ont contribué à faciliter le déblocage des capitaux locaux.

Nigéria: à la pointe de l'évolution réglementaire, la Commission nationale des pensions (PENCOM) met actuellement la dernière main à une révision visant à augmenter considérablement la limite d'investissement dans les infrastructures de 5 % pour les fonds de pension, tout en réduisant les exigences relatives aux projets nationaux de 75 à 60 %.¹⁰³ Les actifs des fonds de pension dépassant désormais 19 000 milliards de nairas (environ 100 milliards d'USD) en 2025, la PENCOM a mis en place un cadre autorisant les allocations dans les infrastructures et le capital-investissement.¹⁰⁴

Cette décision a permis la création de dispositifs spécialisés tels que le Nigeria Infrastructure Debt Fund, qui regroupe des projets en instruments investissables, offrant des caractéristiques de rendement et de risque adaptées aux fonds de pension tout en comblant directement le déficit infrastructurel du pays.

¹⁰⁰ Quelle est la taille des fonds de pension africains ? - African Capital Markets News. (30 novembre 2017). African Capital Markets News.

¹⁰¹ URBRA (4 mars 2024). LE SECTEUR DES FONDS DE PENSION ATTEINT 22 000 MILLIARDS DE SHILLINGS OUGANDAIS GRÂCE À L'AUGMENTATION DES ÉPARGNES VOLONTAIRES DES OUGANDAIS - URBRA - AUTORITÉ DE RÉGULATION DES FONDS DE PENSION EN OUGANDA

¹⁰² Taille du marché africain de l'assurance et prévisions de croissance jusqu'en 2033. (n.d.). <https://www.imarcgroup.com/africa-insurance-market>

¹⁰³ Ojoko, I., & Ojoko, I. (26 août 2025). Le Nigeria va élargir le champ d'investissement des fonds de pension dans les infrastructures et le capital-investissement. Nairametrics.

¹⁰⁴ Ooreofe. (6 septembre 2024). Tirer parti des fonds de pension pour le développement des infrastructures au Nigéria : Tableau ronde de juin 2023 - Chapel Hill Denham.

Les investissements actuels dans les infrastructures, qui s'élèvent à 214,325 milliards de nairas en 2024, représentent une croissance de 54,1% par rapport à 2023, ce qui démontre l'impact immédiat de réglementations ne souffrant d'aucune ambiguïté. La mise en œuvre d'une structure multifonds et l'élargissement des classes d'actifs, notamment les obligations d'infrastructure, les REIT et les fonds de capital-investissement, créent des opportunités d'investissement plus importantes.

Kenya: Le gouvernement kenyan a promu une approche innovante de consortium en créant le Consortium d'investissement des fonds de pension du Kenya (KEPFIC). Cette approche permet à 24 fonds de pension, dont les actifs cumulés s'élèvent à 500 milliards de shillings kényans, de mobiliser 250 millions d'USD sur cinq ans pour des investissements dans les infrastructures.¹⁰⁵

La Retirement Benefits Authority (RBA) a autorisé les fonds de pension à allouer aux infrastructures, à hauteur de 10 % de leurs actifs. Cette réforme, associée à d'autres, a permis de débloquer plus d'un milliard d'USD pour des projets dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'industrie en mutualisant les risques entre plusieurs fonds de pension.¹⁰⁶ À ce jour, 113 millions d'USD ont déjà été investis dans des projets de logement et d'infrastructures routières, générant des taux de surscription de 157 %.¹⁰⁷

Ghana: Il adopte une approche plus prudente, les investissements dans les infrastructures étant entrepris par le biais de REIT et de titres adossés à des créances hypothécaires dans les limites existantes de 30 % des obligations d'entreprises, tout en mettant en œuvre des restrictions sur les investissements à l'étranger en raison de préoccupations monétaires.¹⁰⁸ Les actifs totalisés des fonds de pension, qui s'élèvent à 78,2 milliards de GHS, continuent de croître et 73 % sont placés auprès de gestionnaires de fonds privés, bien que l'allocation aux infrastructures reste limitée par rapport aux autres pays de la région.

L'intégration régionale s'accélère grâce au partenariat BRVM-Africa50 de l'UEMOA, qui lance de nouveaux outils de financement des infrastructures dans huit États membres.¹⁰⁹ Les pays de la CEMAC comblent, quant à eux, d'importants déficits d'infrastructures avec le soutien de la Banque mondiale. Le calendrier des réformes pour la période 2020-2024 montre une évolution constante vers des plafonds d'allocation aux infrastructures plus élevées et des processus d'approbation rationalisés sur les marchés africains des fonds de pension.

¹⁰⁵ Mutualisation des fonds de pension au Kenya. (s.d.). IFC. 2023.

¹⁰⁶ Initiative pour les marchés financiers africains. (10 avril 2025). Fonds nationaux africains : réformes réglementaires et recherche de capitaux locaux. Groupe de la Banque africaine de développement.

¹⁰⁷ Le Consortium d'investissement des fonds de pension du Kenya – Consortium regroupant d'importants fonds de pension kényans. (n.d.).

¹⁰⁸ Reuters. (19 novembre 2024). Le Ghana interdit aux fonds de pension d'investir à l'étranger en raison de préoccupations liées aux devises, selon certaines sources. CNBC Africa.

¹⁰⁹ Agence Ecofin. (s.d.). La BRVM et Africa50 s'associent pour financer des infrastructures dans l'UEMOA.

TABLEAU 2: Actifs des fonds de pension africains et limites d'investissement dans les infrastructures

Pays	Plafond d'investissement dans les infrastructures	Actifs des fonds de pensions	Variations récentes	Impact
Nigéria	5 % (en cours d'examen)	15,5 milliards	Relèvement des plafonds, réduction des exigences nationales	Croissance de 54,1 % des investissements dans les infrastructures
Kenya	10% (dette d'infrastructure)	17,3 milliards d'USD	Modèle de consortium KEPFIC	113 millions d'USD mobilisés pour des projets
Ghana	Par le biais de REIT/ MBS	5,4 milliards	Mise en œuvre des restrictions des investissements à l'étranger	Allocation directe limitée aux infrastructures
Tanzanie	Financement direct de projets	~3,6 milliards d'USD	Projets d'infrastructure autorisés	135 millions d'USD d'investissement dans le pont de Kigamboni
Afrique du Sud	45%	500 milliards d'USD	Augmentation par rapport aux plafonds précédents (2023)	Plus de 400 millions d'USD déployés via l'AOFSA

Le financement des infrastructures en action

Le Nigeria Infrastructure Debt Fund affiche des performances exceptionnelles avec plus de 104 milliards de nairas (soit plus de 65 millions d'USD) d'actifs sous gestion, générant un rendement total de 227,9 % depuis sa création en 2017 et un rendement en dividendes de 24 %.¹¹⁰ Les 26 projets d'infrastructure du fonds dans 10 sous-secteurs ont généré un revenu total de 22,1 milliards de nairas en 2023 (soit une croissance de 87,5 % en glissement annuel), tandis que le portefeuille de prêts d'infrastructure a atteint 85,8 milliards de nairas, avec une croissance annuelle de 37,2 %. Les investissements récents intègrent notamment une facilité de crédit de 19,41 milliards de nairas pour le stockage de GPL et le déploiement du haut débit dans 10 États nigérians.

Le modèle du consortium KEPFIC au Kenya démontre un potentiel de croissance modulable, mobilisant 113

millions d'USD auprès de 24 fonds membres, avec un total de 5,2 milliards d'USD d'actifs sous gestion. L'obligation du projet de développement routier Lot 3 du consortium a été souscrite à 157 % par 88 fonds de pension et deux compagnies d'assurance, tout en conservant une garantie à 100 % du principal et des intérêts par l'intermédiaire de GuarantCo.¹¹¹ Le portefeuille de transactions pour 2023 comprend 19 opportunités évaluées à plus de 2,5 milliards d'USD dans les secteurs des télécommunications, des transports, de l'énergie et de la santé.

Les investisseurs institutionnels sud-africains réalisent des opérations de grande envergure grâce aux 2 300 milliards de rands (soit plus de 142 milliards d'USD) d'actifs gérés par le GEPF et au plafond d'allocation de 45 % aux infrastructures.¹¹² La Public Investment Corporation gère le plus grand portefeuille

¹¹⁰ Onisegwu. (28 mars 2024). Le Chapel Hill Denham Nigeria Infrastructure Debt Fund (« NIDF ») enregistre un bénéfice de 20,4 milliards de nairas pour l'exercice 2023, soit une croissance en glissement annuel de 98 %. - Chapel Hill Denham. Chapel Hill Denham.

¹¹¹ USAID Invest « Mobiliser les fonds de pension kenyans pour investir dans les infrastructures locales », USAID INVEST, Medium, 2023.

¹¹² Le Trésor publie les amendements finaux de l'article 28 de la loi sur les fonds de pension | Gouvernement sud-africain. (5 juillet 2022).

d'actifs d'Afrique, avec des investissements dans les infrastructures couvrant les énergies renouvelables (plus de 2 000 MW alimentant le réseau national), les transports (exploitation de l'autoroute N3TC) et des projets transfrontaliers grâce à un engagement de 40 millions d'USD d'Africa50 et à la participation du PAIDF.

Le financement transfrontalier d'infrastructures par le biais du Fonds panafricain de développement des infrastructures affiche de solides performances, le Fonds I ayant enregistré une augmentation de 36 % de sa valeur en USD et le Fonds II une augmentation de 84 % par rapport à la valorisation du portefeuille de 471,8 millions d'USD. Les projets couvrent plus de huit pays africains, notamment la centrale éolienne du lac Turkana au Kenya, le système de câbles sous-marins MainOne et l'aéroport international de Lanseria, et fournissent de l'électricité à 30 millions de personnes dans 10 pays grâce au seul portefeuille énergétique.

La transformation du capital local africain confirme la capacité du continent à financer son propre développement grâce à la mobilisation stratégique de 4 000 milliards d'USD d'actifs institutionnels. Les performances exceptionnelles des investissements dans les infrastructures, qu'il s'agisse des rendements de 227,9 % enregistrés au Nigéria, des projets de consortium sursouscrits au Kenya ou du financement relais positif en Tanzanie, démontrent que le capital local peut à la fois combler les déficits d'infrastructures et générer des rendements supérieurs pour les bénéficiaires de pensions.



2.6 Services financiers numériques : Dégrouper et mobiliser les capitaux à partir de la base

Le dernier pilier de ce nouveau paradigme financier tire parti de la révolution numérique en Afrique pour démocratiser la formation de capital.

L'écosystème fintech africain connaît une croissance fulgurante, le nombre d'entreprises fintech ayant quasiment triplé, passant de 450 en 2020 à 1 263 en 2024. Cette croissance s'appuie sur les fondements des services de paiement mobile sur le continent, domaine où l'Afrique subsaharienne occupe une position de leader mondial. En 2024, 40 % des adultes de la région disposaient d'un compte de paiement mobile, une technologie qui, pour beaucoup, représente le seul point d'accès aux services financiers formels.¹¹³ Cette infrastructure numérique très répandue crée davantage d'opportunités pour une mobilisation sophistiquée des capitaux au niveau des particuliers.

Sur des marchés comme celui du Kenya, où plus de 80 % des adultes utilisent des services d'argent mobile, ces plateformes dominent l'offre de crédit formel, 86 % des emprunteurs formels ayant recours à des fournisseurs d'argent mobile.¹¹⁴ Le Nigéria, qui héberge 28 % des entreprises fintech africaines, est un parfait exemple en matière d'épargne et d'investissement grâce aux plateformes numériques

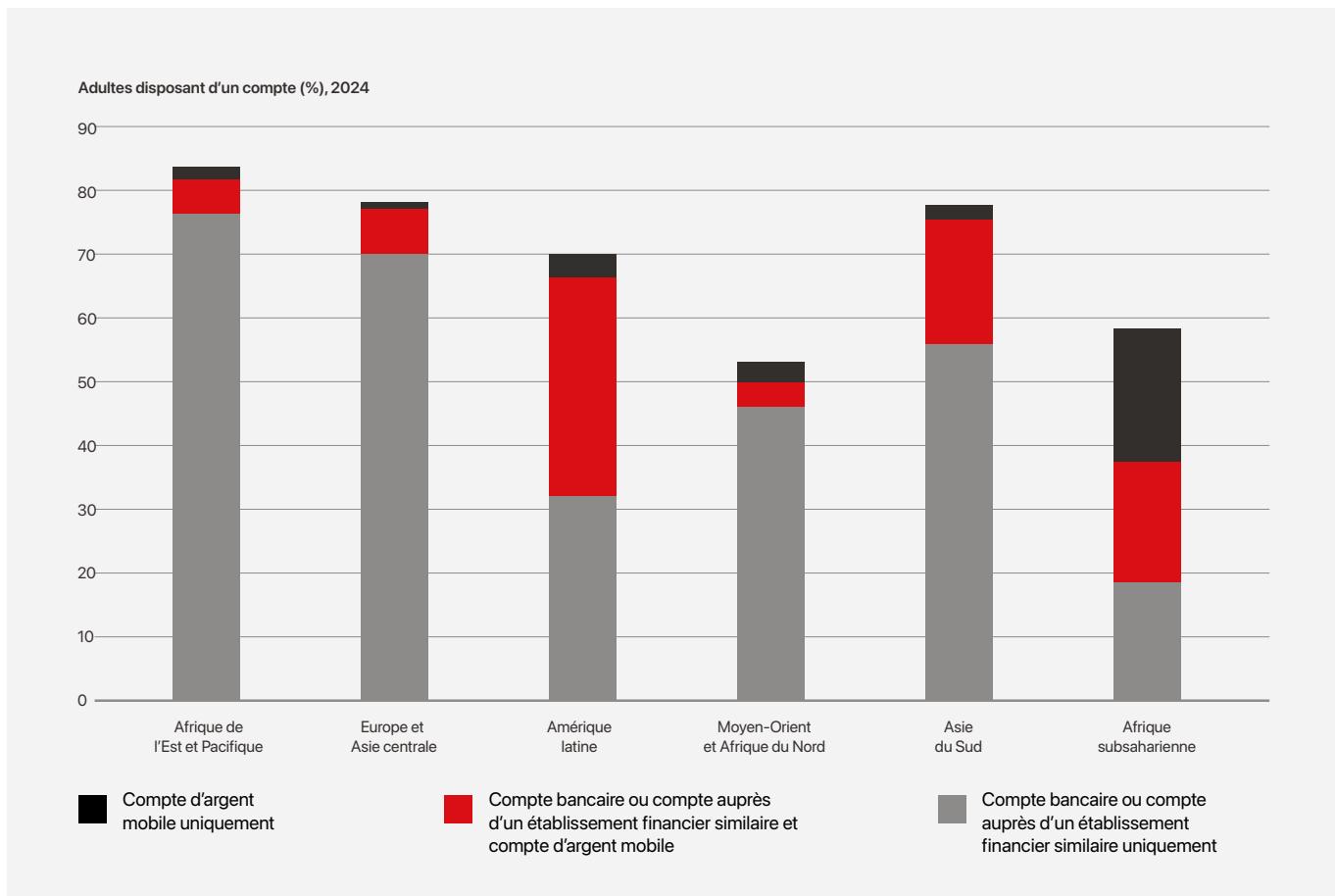
La transformation numérique permet des approches innovantes en matière d'agrégation de capitaux, convertissant des millions de petites épargnes en pools d'investissement substantiels. Avec l'expansion de la couverture de la 4G et les marchés des services numériques qui devraient atteindre 712 milliards



¹¹³ Africa News Agency. (2025, February 27). Fintech in Africa: Rapid growth but persistent challenges.

¹¹⁴ Fintechnews Africa. (2025, August 19). Mobile money drives surge in financial inclusion. Fintech News Africa.

FIGURE 16: Comparaison de la pénétration des comptes financiers entre les régions (2024)



SOURCE: Base de données Global Findex 2025.

d'USD d'ici 2030, les capitaux des particuliers peuvent être efficacement regroupés en fonds d'investissement importants pour le financement des infrastructures et du développement, créant ainsi une participation financière véritablement inclusive.¹¹⁵

Cette démocratisation crée des cercles vertueux dans lesquels l'ensemble de la population participe au développement économique national et en tire profit, tout en offrant aux investisseurs institutionnels de nouvelles classes d'actifs et de nouvelles opportunités de répartition des risques.

¹¹⁵ Société financière internationale et Google. (2024). e-Economy Africa 2024 : le potentiel numérique de l'Afrique, estimé à 712 milliards d'USD

2.7 Construire des autoroutes mondiales d'investissement agiles pour la croissance

Ensemble, ces piliers constituent le fondement de ce que l'on peut appeler des « autoroutes de l'investissement », des corridors financiers intégrés qui acheminent efficacement les capitaux provenant de diverses sources vers des projets de développement.

Ces autoroutes de l'investissement représentent une infrastructure financière qui relie les capitaux institutionnels nationaux, l'épargne de la diaspora, les contributions numériques des particuliers et les financements internationaux par le biais de plateformes rationalisées et technologiques. Contrairement au financement classique de projets, ces systèmes créent une architecture financière permanente capable de faire correspondre en permanence l'offre de capitaux à la demande de développement dans de multiples secteurs et zones géographiques.

Composantes architecturales

Les autoroutes de l'investissement intègrent plusieurs éléments essentiels. Les mécanismes d'agrégation et de répartition des risques permettent aux projets d'accéder à diverses sources de financement tout en offrant aux investisseurs des rendements ajustés au risque appropriés. Les plateformes numériques facilitent l'apport de capitaux provenant de sources privées, institutionnelles et internationales grâce à des interfaces standardisées et des systèmes de conformité réglementaire.

L'intégration transfrontalière permet aux capitaux de circuler efficacement sur les marchés africains, soutenant ainsi les chaînes de valeur régionales et la mise en œuvre de la ZLECAF. Des cadres standardisés d'évaluation et de suivi des projets garantissent un niveau de qualité constant et une mesure cohérente de l'impact pour diverses opportunités d'investissement.

Excellence opérationnelle

Les autoroutes d'investissement les plus complexes intègrent l'allocation de capitaux en temps réel, la surveillance automatisée de la conformité et la tarification dynamique des risques qui s'adapte aux conditions du marché et aux performances des projets. Ces systèmes permettent un déploiement rapide des capitaux lorsque des opportunités se présentent, tout en maintenant des normes rigoureuses en matière de diligence raisonnable et de mesure de l'impact.

Grâce à leur implantation continentale et à leurs partenariats internationaux, les institutions financières africaines telles que UBA sont particulièrement bien placées pour concevoir et exploiter ces autoroutes de l'investissement, en combinant leur expertise des marchés locaux et leur accès aux marchés financiers mondiaux afin de créer des modèles évolutifs et reproductibles à travers le continent.

Point clé

La convergence des réformes réglementaires relevant les plafonds d'allocation aux infrastructures, des opportunités commerciales croissantes de la ZLECAf, de la transformation numérique et des modèles d'investissement éprouvés crée un potentiel pour que les capitaux locaux stimulent la transformation du continent.

Toutefois, pour exploiter ce potentiel, il est nécessaire de continuer à faire évoluer la réglementation, d'améliorer les cadres d'investissement transfrontaliers et de renforcer les capacités institutionnelles afin de déployer à grande échelle les modèles qui ont fait leurs preuves sur tous les marchés africains.

Les données disponibles montrent que l'Afrique dispose des capitaux et des capacités nécessaires pour financer son propre développement, les actifs institutionnels nationaux constituant le principal catalyseur de la transformation économique du continent axée sur les infrastructures. Le défi (et l'opportunité) consiste à construire les autoroutes de l'investissement qui permettront de drainer ces ressources vers la transformation du continent tout en générant des revenus durables pour toutes les parties prenantes.



PARTIE III :

La révolution du financement du commerce :

Si les infrastructures constituent l'ossature de l'économie africaine, le commerce en est le fluide vital.

La transformation structurelle du continent repose non seulement sur la constitution d'actifs à long terme, mais également sur le financement des flux quotidiens de biens et de services. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) a créé la plus grande zone de libre-échange au monde en termes de population, mais cette opportunité historique ne pourra se concrétiser que si les artères du commerce sont financées de manière adéquate. Pour les institutions financières africaines, cela représente aussi bien une responsabilité considérable qu'une opportunité commerciale sans précédent.

3.1 Le paysage du financement du commerce : Dynamique et possibilités offertes par le marché

Le marché africain du financement du commerce se caractérise par un écart persistant et important entre l'offre et la demande de financement. La Banque africaine de développement (BAD) et la Chambre de commerce internationale (ICC) estiment ce déficit à 81 milliards d'USD par an au minimum, un chiffre qui a probablement connu une hausse dans le contexte de la récente volatilité mondiale.¹¹⁶ Selon la SFI, combler ledit déficit pourrait faire passer les volumes commerciaux de 8 à 16 % rien qu'en Afrique de l'Ouest.

Ce déficit n'est pas réparti de manière uniforme. Il touche de manière disproportionnée les petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent la majorité des entreprises et des emplois sur le continent, mais qui connaissent les taux de rejet les plus élevés en matière de demandes de financement du commerce. Ce déficit ne dénote pas un risque non bancable, mais constitue plutôt une barrière commerciale résultant de risques perçus comme étant élevés, d'une asymétrie de l'information et des coûts opérationnels liés au traitement des transactions de moindre importance.

¹¹⁶ International Trade and Forfaiting Association (ITFA). Sustainable Trade Finance and African Trade (2022).

L'accès reste inégal. En Afrique, seuls environ 40 % des échanges commerciaux sont entrepris via les banques, contre 60 à 80 % à l'échelle mondiale, ce qui reflète une capacité de risque limitée, des coûts de conformité élevés et se traduit par le retrait de certaines banques correspondantes.¹¹⁷ Dans les quatre plus grandes économies d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Sénégal), seuls 25 % des échanges commerciaux sont soutenus par des financements bancaires.¹¹⁸

Les difficultés structurelles pèsent également dans la balance. La « réduction des risques » et les coûts de mise en conformité ont réduit la portée des banques correspondantes dans plusieurs régions, rendant plus complexes les flux transfrontaliers. Le suivi effectué par le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché de la Banque des règlements internationaux (CPMI/BRI) montre une baisse pluriannuelle des relations de correspondance (2011-2022) dans de nombreux corridors, les établissements africains figurant parmi les entités qui subissent le plus de pression. Le FMI souligne également les répercussions disproportionnées pour les petits États fragiles.¹¹⁹ Le financement du commerce reste néanmoins l'un des actifs de crédit les plus sûrs. Les données du registre commercial de l'ICC continuent d'afficher des taux de défaut très faibles : de l'ordre de 0,01 à 0,10 % pour les lettres de crédit et d'environ 0,18 à 0,36 % pour les prêts à l'importation/exportation, avec des taux de recouvrement élevés, ce qui prouve qu'un partage des risques bien structuré peut permettre d'accroître l'offre de manière responsable.¹²⁰

Certes les institutions multilatérales renforcent leur soutien, mais il subsiste des faiblesses. Le programme mondial de financement du commerce de la SFI a fourni¹²⁰ milliards d'USD de garanties sur 20 ans, dont environ 40 % en Afrique, afin d'aider les banques locales à accéder à des capacités de confirmation et à des échéances plus longues.¹²¹ Les nouvelles facilités de mutualisation des risques (par exemple, le programme IFC-HSBC d'un milliard d'USD) soulignent la possibilité de mobiliser davantage de bilans privés dans le commerce africain.¹²²

Point clé

Le déficit de financement du commerce en Afrique, qui est de l'ordre de 80 à 100 milliards d'USD par an, freine non seulement le commerce, mais porte aussi atteinte au PIB et au potentiel d'exportation. Combler ce déficit pourrait entraîner une augmentation du commerce régional à même d'atteindre 16 %, mais le succès dépend du partage des risques, des innovations en matière de réglementation et de la mobilisation des liquidités nationales dans le financement transfrontalier.

¹¹⁷ Afreximbank. Rapport sur le commerce en Afrique 2025. 26 juin 2025 : « L'Afrique est confrontée à un déficit annuel d'environ 100 milliards d'USD en matière de financement du commerce.

¹¹⁸ SFI & OMC. Le financement du commerce en Afrique de l'Ouest : une étude sur la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal. Octobre 2022 :

¹¹⁹ BRI/CPMI. Correspondent Banking Chartpack (2011-2022). Mai 2023 (données SWIFT)

¹²⁰ SFI et OMC. Le financement du commerce en Afrique de l'Ouest : une étude sur la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal. Octobre 2022 :

¹²¹ Société financière internationale. « Programme mondial de financement du commerce (GTFP) ». Mis à jour en mars 2025

¹²² Reuters. « HSBC et la SFI de la Banque mondiale lancent un programme de financement du commerce d'1 milliard de dollars pour les marchés émergents ». 12 décembre 2024.

3.2 Facilitation du commerce sous l'égide de la ZLECAF

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) change la donne en ce qui concerne le commerce régional et le financement du commerce. Elle vise à supprimer les droits de douane sur 90 % des marchandises, établissant ainsi des liens au sein d'un marché de 1,3 milliard de personnes enregistrant un PIB combiné de 3 400 milliards d'USD.¹²³ Selon les estimations, sa mise en œuvre complète pourrait stimuler le commerce intra-africain d'environ 40 %, certains modèles prévoyant une hausse de 16 % (environ 16 milliards d'USD) des échanges commerciaux lorsque les réductions tarifaires s'accompagneront de réformes visant à les faciliter.¹²⁴ La Banque mondiale prévoit que l'aide à la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires pourrait se traduire par un gain de revenus de 450 milliards d'USD et sortir 30 millions d'Africains de la pauvreté à l'horizon 2035.¹²⁵

De plus, la mise en œuvre de la ZLECAF va de pair avec des avantages en matière de croissance à l'échelle du système. La Banque mondiale prévoit, en effet, qu'elle pourrait accroître les exportations totales de l'Afrique de 32 % et faire passer les investissements directs étrangers de 111 à 159 % d'ici 2035, notamment en favorisant l'industrialisation et en stimulant la compétitivité.¹²⁶ Selon un scénario, une augmentation de 560 milliards d'USD des exportations liées à l'industrie manufacturière et à la création d'emplois permettrait de renforcer les effets à long terme de l'intégration régionale.¹²⁷

Toutefois, ces prévisions optimistes dépendent de la disponibilité de financements commerciaux solides. Sans instruments financiers tels que les lettres de crédit, les garanties, le financement de la chaîne d'approvisionnement (SCF) et les solutions transfrontalières de fonds de roulement, les entreprises, en particulier les PME et les exportateurs, ne disposeront pas des outils nécessaires pour étendre leurs activités à de nouveaux marchés. Cette forte augmentation de la demande exige que les banques africaines élargissent leur offre et développent une architecture financière transfrontalière innovante.

Point clé

La promesse de la ZLECAF, qui prévoit une augmentation des exportations et des revenus de 450 à 560 milliards d'USD, ne repose pas uniquement sur des réductions tarifaires. Elle requiert une architecture financière capable de financer l'essor du commerce intra-africain. Les financements commerciaux tels que les lettres de crédit, les garanties et les instruments de la chaîne d'approvisionnement doivent se développer rapidement si l'Afrique entend voir son intégration se traduire en transformation structurelle.

¹²³ Banque mondiale. « Tirer le meilleur parti de la Zone de libre-échange continentale africaine ». 30 juin 2022.

¹²⁴ Analyse du personnel du FMI. Évaluation quantitative de la suppression de 90 % des droits de douane : augmentation du commerce intrarégional d'environ 16 %, soit environ 16 milliards d'USD.

¹²⁵ Banque mondiale. Tirer le meilleur parti de la Zone de libre-échange continentale africaine : s'appuyer sur le commerce et les investissements directs étrangers pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté. 30 juin 2022.

¹²⁶ Brookings Institute. L'avenir du commerce africain à l'ère de la ZLECAF. Février 2024.

¹²⁷ Analyse des effets de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) sur le marché du travail dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) IM Yaya. International Journal of Manpower. Avril 2025.

3.3 Transformation du financement du commerce en ligne

Les plateformes numériques sont en passe de devenir l'infrastructure de la révolution du financement du commerce en Afrique et le Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) se positionne à l'avant-garde de cette évolution.

PAPSS : construire l'épine dorsale du règlement numérique

Le PAPSS, susvisé, est un système de règlement brut en temps réel (RTGS) destiné aux transactions transfrontalières en devises nationales africaines. Il permet de contourner les coûteux corridors en dollars. En quelques années, il a été intégré à 15 banques centrales et 150 banques commerciales et est désormais actif dans plusieurs corridors.¹²⁸ L'Afrique devrait économiser environ cinq milliards d'USD par an en coûts de conversion et de transaction en devises fortes. Dans le cadre des systèmes de correspondance bancaire, le règlement d'une transaction intra-continentale de 200 millions d'USD peut coûter entre 10 et 30 %, contre environ 1 % lorsqu'on passe par le PAPSS.¹²⁹

PACM : résoudre les problèmes de liquidité et de friction monétaire

Le PAPSS a lancé à mi-2025 le marché monétaire africain (PACM), basé sur Interstellar. Le PACM permet l'échange en temps réel, entre pairs et basé sur un carnet d'ordres, de devises africaines, libérant ainsi des milliards d'USD de « capitaux immobilisés » (par exemple, le produit des ventes de billets que les compagnies aériennes ont du mal à rapatrier). Les premiers utilisateurs, notamment Kenya Airways et des sociétés de réassurance, ont déjà commencé à effectuer leurs règlements en devises nationales,

ce qui facilite la circulation de la liquidité et réduit considérablement les retards de règlement.¹³⁰

pont numérique Sud-Sud : intégration du PAPSS et de Buna

La transformation numérique du financement du commerce ne se limite pas à l'Afrique.

Une initiative parallèle et tout aussi ambitieuse se développe dans le monde arabe avec la plateforme de paiement Buna, gérée par le Fonds monétaire arabe. À l'instar du PAPSS, Buna est un système de paiement transfrontalier multidevises conçu pour promouvoir le commerce régional et réduire la dépendance vis-à-vis du dollar américain pour les règlements. L'objectif de la plateforme est de rendre les transactions transfrontalières aussi fluides, efficaces et sécurisées que les paiements nationaux, levant ainsi un obstacle structurel important au commerce intrarégional.¹³¹

La promotion stratégique des monnaies régionales constitue l'un des piliers de cette vision. Elle permet le règlement et la compensation directs dans des monnaies telles que le dirham émirati, le riyal saoudien, la livre égyptienne et le dinar jordanien.

Conscients de l'immense potentiel d'un corridor commercial numérique unifié, le PAPSS et Buna ont signé un protocole d'accord visant à créer une passerelle de paiement entre l'Afrique et la région arabe.¹³² Cette collaboration historique permettra d'établir l'interopérabilité entre les deux systèmes, facilitant ainsi des transactions fluides, peu coûteuses et sécurisées dans les monnaies nationales pour les entreprises et les banques des deux régions.

¹²⁸ Reuters. Africa pioneer's non-dollar payments systems. June 2025

¹²⁹ FinTech Futures. PAPSS to save Africa over \$5 billion annually. Jan. 2022.

¹³⁰ Afreximbank Press Release. PAPSS African Currency Marketplace launches, eliminating \$5 billion trade bottleneck. Jul. 2025.

¹³¹ Arab Monetary Fund, Buna Real-Time Gross Settlement Overview, The Asian Banker, November 2023; "Banks Go Live on Buna's PvP Service," AMF, November 2023; Overview of Buna Across the Middle East and Africa, The Fintech Times, 2024.

¹³² PAPSS, « PAPSS announces its collaboration with Buna to create a payment gateway between Africa and the Arab region », communiqué de presse, 26 avril 2022.

FIGURE 17: L'impact du système panafricain de paiement et de règlement

	Avant le PAPSS	Après le PAPSS
 Accessibilité	Frontières financières et réduction des volumes des paiements transfrontaliers	Systèmes de paiement intégrés pour l'intégration économique
 Liquidité	Demande de devises étrangères	Paiements intra-africains transposés dans les systèmes internes et diminution des besoins de liquidités des banques commerciales pour les paiements transfrontaliers
 Rapidité	Dépendance vis-à-vis des réseaux bancaires correspondants et des facteurs externes, augmentation des coûts de transaction	Paiements transfrontaliers instantanés en devises africaines locales, qui permettront d'économiser 5 milliards d'USD par an en coûts de transaction
 Rapidité	Retards dans les paiements transfrontaliers à travers le continent	Transactions effectuées en moins de 120 secondes
 Ancrage local	Le commerce intra-africain ne représente que 16 % du commerce africain	Augmentation des achats de produits fabriqués en Afrique par les consommateurs africains
 Confiance	Manque de confiance	Protection accrue pour les acheteurs et les vendeurs
 Valeur	Dévaluation monétaire	Augmentation de la valeur des monnaies africaines
 Procédures	Systèmes de paiement régionaux disparates	Procédures harmonisées en matière de KYC et de lutte contre le blanchiment de capitaux

SOURCE: Analyse FXC Intelligence, Système panafricain de paiement et de règlement

L'intégration du PAPSS et de Buna représente un moment charnière pour le commerce Sud-Sud. En créant un guichet unique pour les paiements interrégionaux, ce partenariat permettra de :

- Réduire les coûts de transaction et les délais de règlement relatifs aux activités commerciales.
- Améliorer la liquidité en permettant le règlement direct en monnaies nationales.
- Renforcer les liens économiques et favoriser de nouvelles relations commerciales entre les deux régions.
- Offrir une alternative puissante aux réseaux traditionnels de banques correspondantes, en donnant aux entreprises africaines et arabes un plus grand contrôle sur leurs transactions financières.

Toutefois, une différence architecturale majeure dans la phase initiale du PAPSS réside dans son recours au dollar américain comme monnaie de compensation et de règlement, ce qui limite sa capacité à se prémunir totalement contre les fluctuations monétaires externes. Cette approche contraste avec le modèle de Buna, qui a été conçu dès le départ pour effectuer des règlements dans plusieurs devises régionales et internationales.

Le protocole d'accord stratégique signé entre Buna et le PAPSS constitue donc une avancée significative, jetant une passerelle potentielle entre ces deux grands blocs régionaux et facilitant l'interopérabilité et le partage des connaissances à l'avenir.

Un écosystème plus large : les plateformes commerciales numériques

Au-delà de PAPSS et Buna, des plateformes telles que le Réseau mondial d'informations sur le commerce (TWIN) utilisent la blockchain et les technologies de registres distribués pour rationaliser la documentation commerciale, réduire les délais et amoindrir les coûts, créant ainsi la transparence et la connectivité numériques indispensables à un financement évolutif des activités commerciales.¹³³

¹³³ Tony Blair Institute. The Trade Worldwide Information Network (TWIN). Octobre 2024.

TABLEAU 3: Comparaison entre Buna et PAPSS - Passerelles de paiement

Caractéristique	Système de paiement régional arabe (Buna)	Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS)
Gouvernance	Fonds monétaire arabe (via ARPCSO) (Banque des règlements internationaux)	Banque africaine d'import-export (Afreximbank) en partenariat avec l'Union africaine (Wikipedia)
Modèle	Plateforme RTGS centralisée	RTGS centralisé conçu pour le règlement transfrontalier en monnaie nationale (Wikipedia)
Devises de règlement	AED, SAR, EGP, JOD, USD, EUR (Fintech délais, composantes de paiement)	Plusieurs monnaies nationales africaines ; compensation via les banques centrales locales avec règlement net sur le compte de la Banque centrale (Wikipedia)
Services de base	RTGS, paiements instantanés, compensation multidevises (The Asian Banker, composantes de paiement)	Règlement transfrontalier en temps réel en monnaies nationales, acheminement des règlements par les banques locales, règlement net via les banques centrales (Wikipedia)
Interopérabilité	Protocoles d'accord avec PAPSS, NPCI India, intégration Mastercard (PAPSS, PYMNTS.com)	Protocole d'accord avec Buna et expansion auprès des banques centrales et commerciales africaines (PAPSS, Wikipédia)
Fonctionnalités de conformité	Filtrage LBC/FT et sanctions intégré (PYMNTS.com, https://www.google.com/search?q=vixio.com)	Validation centralisée par les systèmes bancaires ; surveillance renforcée grâce à la visibilité de la Banque centrale (Association internationale du barreau, Wikipédia)
Structure de liquidité	Règlement préfinancé via RTGS ; heures d'ouverture prolongées (PYMNTS.com, The Asian Banker)	Règlement net entre les banques centrales avec Afreximbank comme agent de règlement ; s'appuie sur les réserves de la Banque centrale (Wikipedia)

D'autres innovations intègrent notamment les passerelles commerciales numériques à guichet unique (par exemple, Africa Trade Gateway) qui uniformisent les procédures de dédouanement, le KYC/la diligence raisonnable (via MANSA), les données commerciales et les instruments financiers, créant ainsi des corridors commerciaux numériques transfrontaliers sans faille.¹³⁴

Point clé

Le PAPSS et les nouvelles plateformes numériques redéfinissent l'avenir du financement du commerce en Afrique. En permettant des règlements instantanés en monnaie nationale et des économies pouvant atteindre cinq milliards d'USD par an, ils fournissent l'infrastructure nécessaire à un financement transfrontalier inclusif et peu coûteux. Cette infrastructure numérique représente pour l'Afrique la meilleure chance de surmonter les contraintes héritées du passé et de démocratiser le commerce.

¹³⁴ GTR Africa / Afreximbank. Résumé de l'intégration du commerce numérique (Africa Trade Gateway, MANSA). 2023. <https://www.gtreview.com/news/africa/africa-gets-single-portal-for-trade-services>

3.4 Financement de la chaîne d'approvisionnement et fonds de roulement

Le financement de la chaîne d'approvisionnement (SCF) en Afrique connaît une croissance rapide, mais part d'un niveau faible. Entre 2021 et 2022, les marchés du SCF se sont accrus d'environ 40 %, atteignant 41 milliards d'USD, taux bien supérieur à la croissance de 28 % enregistrée en Asie, même si ce chiffre ne représente qu'une fraction des volumes mondiaux.¹³⁵ Cependant, le déficit de financement du commerce sur le continent continue d'osciller entre 80 et 120 milliards d'USD, et les taux de rejet des demandes de financement du commerce formulées par les PME restent élevés sur de nombreux marchés, d'où la nécessité du partage des risques et de la numérisation.¹³⁶

Malgré cette dynamique, les PME africaines sont toujours confrontées à des taux élevés de refus de financement du commerce (de l'ordre de 40 %), ce qui oblige nombre d'entre elles à recourir à des alternatives coûteuses ou à des crédits informels. Des solutions sont mises en place pour remédier à cette situation, telles que les 250 milliards d'USD consacrés par la SFI au SCF à l'échelle mondiale depuis deux décennies, en mettant un accent particulier sur les marchés émergents. En outre, des instruments tels que la facilité de financement du commerce d'un milliard d'USD mise en place par la SFI et HSBC permettront d'orienter les capitaux vers les marchés émergents africains, comblant ainsi les déficits de fonds de roulement au niveau du commerce transfrontalier.¹³⁷ La plateforme AfTRAF d'Afreximbank illustre l'ampleur de cette initiative dans la pratique : en 2023, elle avait intégré 513 banques africaines et déboursé 17,5 milliards d'USD, contribuant ainsi à réduire sensiblement le déficit.¹³⁸

Associés à des infrastructures de règlement brut en temps réel telles que PAPSS, ces outils réduisent les difficultés liées au règlement, libèrent plus rapidement le fonds de roulement et dirigent l'épargne locale vers des actifs commerciaux à court terme qui correspondent aux mandats institutionnels.



¹³⁵ CNUCED. L'essor de l'Afrique en tant que puissance mondiale dans la chaîne d'approvisionnement. 2023.

¹³⁶ Banque africaine de développement et Afreximbank. Le financement du commerce en Afrique : tendances au cours de la dernière décennie. 2020.

¹³⁷ Reuters. La SFI et HSBC lancent un programme de financement du commerce d'un milliard d'USD. Décembre 2024.

¹³⁸ Afreximbank. Rapport annuel sur l'efficacité du développement commercial 2023. Juillet 2024.

3.5 Financement des matières premières : Tirer parti de l'avantage de l'Afrique en matière de ressources

Les économies africaines restent fortement dépendantes des exportations de matières premières, mais les investissements dans les infrastructures liées aux matières premières continuent de baisser, limitant ainsi les possibilités de création de valeur ajoutée et de développement de la chaîne d'exportation.

Une analyse récente indique que la baisse de la disponibilité des financements consacrés aux projets exacerber cette dépendance, ce qui limite la capacité de l'Afrique à aller au-delà des exportations de matières premières.¹³⁹ L'ampleur du risque lié au commerce des matières premières se ressent au niveau des institutions spécialisées telles que l'Assurance pour le Développement du Commerce et de l'investissement en Afrique (ATIDI), qui a assuré plus de 88 milliards d'USD de risques liés aux matières premières et aux crises politiques depuis sa création, ce qui dénote une demande importante en matière d'atténuation des risques dans ce secteur.¹⁴⁰

Les bourses de matières premières constituent de puissants outils de transformation structurelle. La Bourse éthiopienne des matières premières (ECX) illustre bien ce potentiel, puisqu'elle a révolutionné le commerce du café grâce à des systèmes de règlement T+1, des mécanismes de transparence des prix et un accès numérique au marché pour 2,4 millions de petits exploitants agricoles. Cela démontre à quel point des marchés structurés peuvent aussi bien améliorer la liquidité, faciliter la fixation des prix que renforcer l'inclusivité.¹⁴¹

Des modèles similaires dans d'autres secteurs des matières premières africains pourraient générer une valeur significative tout en réduisant la dépendance à l'égard des mécanismes internationaux de fixation des prix, qui sont volatils, et en améliorant les revenus des petits exploitants agricoles grâce à un accès direct au marché.



¹³⁹ Global Trade Review (GTR). "Is project finance in Africa in decline?" Feature analysis, 2023.

¹⁴⁰ African Business. "ATI rebrands to ATIDI to reflect expanding African operations," May 1, 2024 (cumulative supported trade & investment > US\$88 billion).

¹⁴¹ UN Trade & Development (UNCTAD). "Africa's \$3.4 trillion opportunity: Turning vulnerabilities into resilience," Feb. 10, 2025

3.6 Démocratisation du commerce des PME

Les petites et moyennes entreprises constituent l'épine dorsale des économies africaines. Elles représentent environ 80 % des emplois du secteur privé sur de nombreux marchés. Toutefois, des contraintes financières persistantes limitent leur capacité à se développer au-delà des frontières.

La dernière analyse de la CNUCED sur le développement économique en Afrique révèle qu'environ un tiers des entreprises africaines considèrent que l'accès limité aux outils financiers constitue un obstacle majeur à leur expansion.¹⁴²

Sur les marchés de la CEDEAO, le financement du commerce ne couvrait que 25 % du commerce de marchandises en 2021, ce qui laisse une marge de manœuvre importante pour le financement par crédit, l'affacturage et les plateformes de partage des risques destinées aux PME et aux entreprises de taille moyenne.¹⁴³

L'angle de l'inclusion numérique est important : l'enquête du FMI sur l'accès aux services financiers fait état d'une adoption rapide des services de paiement mobile et des réseaux d'intermédiation, ce qui réduit les coûts d'intégration et permet la mise en place de modèles d'évaluation du crédit basés sur les données. L'intégration de ces rails numériques à des processus standardisés de connaissance du client, à des systèmes de facturation numérique et à des mécanismes de garantie de portefeuille peut considérablement améliorer la participation des PME aux chaînes de valeur régionales, d'autant plus que la mise en œuvre de la ZLECAF accélère les opportunités en matière de commerce transfrontalier.



¹⁴² CNUCED. Rapport sur le développement économique en Afrique 2024 (aperçu). 2025

¹⁴³ Société financière internationale. Le financement du commerce en Afrique de l'Ouest. 2022

3.7 Révolutionner les infrastructures de règlement pour réduire la dépendance au dollar américain

Au-delà des systèmes de paiement, l'Afrique développe une infrastructure monétaire complète qui s'attaque aux fondements structurels de la dépendance au dollar américain tout en ouvrant la voie à une véritable souveraineté financière.

Les 42 devises du continent reflètent tant la diversité monétaire de l'Afrique que le principal défi auquel elle est confrontée. Contrairement aux régions où une devise dominante s'impose, comme l'euro en Europe ou le yen en Asie de l'Est, l'Afrique ne dispose pas d'ancrages monétaires susceptibles de faciliter un commerce régional efficace sans nécessiter de conversion externe.

Intégration des marchés financiers régionaux

Les bourses africaines sont à l'avant-garde des initiatives de cotation croisée et des plateformes de négociation intégrées qui permettent une allocation efficace des capitaux au-delà des frontières. L'intégration de la Bourse de Casablanca aux marchés ouest-africains, combinée à l'expansion de la Bourse de Johannesburg en Afrique de l'Est, crée des marchés secondaires liquides pour les obligations d'infrastructure et les titres d'entreprises.¹⁴⁴

Ces évolutions permettent aux fonds de pension et aux compagnies d'assurance de se diversifier sur les marchés africains tout en respectant la réglementation, ce qui résout le problème de l'asymétrie entre l'actif et le passif évoqué précédemment. Les fonds de pension nigérians, qui gèrent plus de 35 milliards d'USD d'actifs, peuvent désormais déployer efficacement leurs capitaux sur les marchés de la CEDEAO grâce à des cadres réglementaires normalisés

Innovation en matière de monnaie numérique de banque centrale

Les initiatives relatives à la monnaie numérique de banque centrale (CBDC) constituent la voie la plus prometteuse vers l'indépendance monétaire pour l'Afrique. Plus de 75 % des pays d'Afrique subsaharienne mènent des recherches ou des activités pilotes dans ce domaine, le Nigeria étant le premier à avoir mis en œuvre concrètement le projet eNaira¹⁴⁵. **Contrairement aux systèmes de paiement traditionnels qui nécessitent toujours une conversion monétaire sous-jacente, les CBDC permettent un règlement direct entre pairs entre les monnaies africaines sans avoir recours à une monnaie forte intermédiaire.**

Le projet pilote du cedi numérique ghanéen, lancé en partenariat avec la Banque du Ghana, montre comment les CBDC peuvent s'intégrer à l'infrastructure mobile existante pour créer un règlement transfrontalier transparent. Le projet Khokha 2 en Afrique du Sud explore les applications CBDC de gros pour le règlement interbancaire, tandis que l'initiative de la livre numérique égyptienne vise l'intégration avec les corridors de paiement régionaux.¹⁴⁶

Développement d'une union monétaire régionale

La monnaie ECO de l'Afrique de l'Ouest, dont le lancement est prévu pour juillet 2027, constituera l'intégration monétaire la plus ambitieuse de l'Afrique depuis les indépendances. Desservant plus de 400 millions de personnes dans 11 pays de la CEDEAO, l'ECO représente un changement fondamental, passant d'accords monétaires bilatéraux à une union monétaire complète.¹⁴⁷

¹⁴⁴ Association des bourses africaines. Rapport d'étape sur l'intégration régionale 2024.

¹⁴⁵ Bibliothèque électronique du FMI. « Monnaie numérique de banque centrale et autres paiements numériques en Afrique subsaharienne : enquête régionale », FinTech Notes, 2024.

¹⁴⁶ Banque africaine de développement. « Innovation en matière de monnaie numérique à travers l'Afrique », 2024.

¹⁴⁷ Forum économique mondial. « Comment l'Ecozone, une monnaie commune, pourrait être avantageuse pour l'Afrique de l'Ouest », mars 2025.

Cette intégration va au-delà de l'unification monétaire pour englober des cadres budgétaires coordonnés, des réglementations bancaires harmonisées et des marchés de capitaux intégrés. L'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMO) a établi des critères de convergence, notamment des objectifs d'inflation inférieurs à 5 %, des déficits budgétaires inférieurs à 4 % du PIB et un financement des déficits publics par la Banque centrale limité à 10 % des recettes fiscales de l'année précédente.

La Banque centrale africaine, dont la création est prévue entre 2028 et 2034 en vertu des protocoles de l'Union africaine, assurerait la coordination monétaire continentale tout en préservant les accords monétaires régionaux.¹⁴⁸ Cette institution fonctionnerait différemment des banques centrales classiques. Elle mettra l'accent sur la coordination plutôt que sur la mise en œuvre directe de la politique monétaire.

Innovation dans le domaine des banques commerciales

Les banques africaines développent également des opérations de trésorerie sophistiquées qui réduisent la dépendance structurelle au dollar américain. Les opérations de trésorerie continentales de UBA montrent comment les institutions panafricaines peuvent gérer les risques liés aux devises multiples tout en offrant à leurs clients des solutions de couverture qui réduisent la dépendance au dollar. Ces capacités permettent aux grandes entreprises d'effectuer des transactions commerciales intra-africaines dans les monnaies nationales tout en maintenant des normes appropriées de gestion des risques.

Impact économique et calendrier

Une intégration monétaire renforcée pourrait générer 450 milliards d'USD de gains de revenus à l'horizon 2035, soit une augmentation de 7 % des revenus réels qui permettrait de sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté, tandis que les exportations manufacturières en Afrique pourraient augmenter de 110 % grâce à la réduction des coûts de transaction.¹⁴⁹ D'ici 2030, les unions monétaires régionales intégrées fonctionnant dans le cadre de structures continentales coordonnées créeront une infrastructure pour la souveraineté monétaire qui permettra un engagement mondial plus stratégique tout en préservant la marge de manœuvre politique nationale.



¹⁴⁷ Forum économique mondial. « Comment l'Ecozone, une monnaie commune, pourrait être avantageuse pour l'Afrique de l'Ouest », mars 2025.

3.8 L'avenir du financement du commerce africain

Trois changements transformationnels définiront la prochaine décennie de financement du commerce africain:

- **Normes relatives à la documentation numérique.** L'adoption de la loi type de la CNUDCI sur les documents électroniques transférables (MLETR) permettra de mettre en œuvre des connaissances, des billets à ordre et des récépissés d'entrepôt, ce en format numérique, ce qui réduira les risques de fraude et accélérera le règlement. L'initiative de l'ICC en matière de normes numériques harmonise les données de plus de 30 documents commerciaux essentiels, tandis que les recherches de l'ONU démontrent que les mesures de commerce dématérialisées peuvent permettre de réduire les coûts commerciaux moyens de 14%.¹⁵⁰
- **Infrastructure de paiement intégrée.** Les systèmes de règlement brut en temps réel élimineront les difficultés liées au change et aux banques de correspondance. La mise en œuvre complète des systèmes de paiement continentaux peut permettre d'économiser plus de cinq milliards d'USD par an et d'améliorer la rentabilité des transactions transfrontalières de faible montant.¹⁵¹
- **Amélioration de la répartition des risques.** L'augmentation de la capacité d'assurance-crédit, la titrisation d'actifs commerciaux diversifiés et l'élargissement du partage des risques des institutions de financement du développement permettront de recycler la capacité du bilan et de soutenir les solutions en monnaie nationale. Le Programme mondial de financement du commerce de la SFI a fourni 120 milliards d'USD de garanties sur 20 ans, dont une part importante en Afrique, tandis que le Programme mondial de liquidité commerciale a apporté un soutien de plus de 80 milliards d'USD à l'échelle mondiale.¹⁵²

Point clé

La transformation du financement du commerce en Afrique est essentielle au succès de la ZLECAF, l'inclusion des PME et le développement du commerce numérique. Pour y parvenir, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de partage des risques, des infrastructures de règlement numérique et du financement de la chaîne d'approvisionnement coordonnés, tout en garantissant un accès inclusif aux petites et moyennes entreprises sur tous les marchés régionaux.

¹⁵⁰ Initiative sur les normes numériques de l'ICC (plateforme web, 2023-2025) ; Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable 2023.

¹⁵¹ Communiqués de l'Afreximbank/PAPSS (2022-2025)

¹⁵² Société financière internationale. Rapports sur les performances du programme mondial de financement du commerce, 2024.



Financement des infrastructures et intégration transfrontalière



L'Afrique est à l'aube d'une ère de transformation économique, mais elle est confrontée à un paradoxe persistant, celui d'un continent au potentiel économique immense, mais freiné par un déficit infrastructurel important.

Pendant des décennies, ce déficit, estimé par la Banque africaine de développement, a nécessité un financement annuel de 80 à 100 milliards d'USD.¹⁵³ Cependant, ce défi a été redéfini par la ZLECAF, qui fait passer la question des infrastructures d'un enjeu de développement national à une composante essentielle de l'intégration continentale.

La vision d'un marché intégré et homogène de plus de 1,3 milliard de personnes, conçu pour stimuler le commerce intra-africain et le faire passer de son niveau actuel de 13 à 16 % à des niveaux proches de ceux de l'Asie (60 %) et de l'Europe (70 %), repose essentiellement sur des réseaux énergétiques modernes et interconnectés, des corridors de transport efficaces et des réseaux numériques robustes. Cette transformation est menée par les institutions financières africaines, qui sont passées du statut de bénéficiaires passifs de financements

du développement à celui d'architectes actifs de l'intégration économique continentale. United Bank for Africa incarne cette évolution en nouant des partenariats stratégiques qui mobilisent des capitaux locaux et internationaux : plus de 400 millions d'USD engagés dans le projet de transformation Projet hydroélectrique Julius Nyerere en Tanzanie, participation au consortium historique de quatre milliards d'USD pour la raffinerie Dangote et 135,5 millions d'USD investis dans les infrastructures continentales du Cameroun. Ces transactions démontrent qu'il est possible de combler de manière systématique le déficit annuel de financement des infrastructures en Afrique, qui s'élève à 402,2 milliards d'USD grâce à la mobilisation de capitaux locaux, à des modèles de partenariat innovants et à une intermédiation financière sophistiquée.

¹⁵³ Banque africaine de développement. (s.d.). Défis actuels. Banque africaine de développement - Assemblées annuelles.

4.1 Une nouvelle architecture financière pour un continent africain uni

La création de la ZLECAF a suscité une forte demande de nouveaux types de projets d'infrastructures transfrontalières qui, auparavant, ne présentaient pas d'intérêt commercial majeur à l'échelle du continent.

Par le passé, la viabilité des grandes infrastructures s'évaluait principalement sous l'angle des retombées économiques nationales, telles que la connexion d'une mine nationale à un port national. La ZLECAF modifie ce schéma en créant un cadre juridique et économique qui rend le commerce transfrontalier plus prévisible et plus rentable.

Cette nouvelle rentabilité incite et justifie, à son tour, les investissements dans des infrastructures explicitement conçues pour faciliter ce commerce. Par conséquent, la ZLECAF fonctionne non seulement comme un accord commercial, mais également comme un puissant catalyseur pour réorienter les priorités d'investissement vers des actifs infrastructurels qui ont des retombées régionales positives. Cette dynamique révèle une interdépendance cruciale : le succès de l'intégration financière est intrinsèquement lié au développement des infrastructures physiques et numériques. Le continent a accompli des progrès remarquables dans la création d'une

architecture financière, comme en témoigne le PAPSS. Ce système contribue à résoudre les difficultés de paiements inhérentes au commerce transfrontalier en permettant le règlement en monnaies nationales.¹⁵⁴

Cependant, un paiement fluide présente une utilité limitée si les marchandises concernés ne peuvent pas circuler efficacement à travers les frontières, si le commerce numérique est entravé par une connectivité peu fiable ou si la production est limitée par un approvisionnement électrique insuffisant.

Les gains d'efficacité résultant d'un règlement financier quasi-instantané peuvent être aisément annulés par des goulets d'étranglement logistiques dans un port encombré, une route délabrée ou un poste douanier doté d'une infrastructure numérique de piètre qualité. Ce lien symbiotique impose le développement parallèle des infrastructures financières et physiques. Les progrès réalisés dans un domaine créent un argument commercial convaincant en faveur d'investissements dans l'autre, établissant ainsi un cercle vertueux dans lequel les marchés intégrés et les infrastructures qui les desservent se développent de concert.

Élargissement des marchés de capitaux africains

Parallèlement au secteur bancaire, les marchés financiers africains représentent un vaste réservoir, bien qu'historiquement sous-utilisé, de capitaux à long terme pour le financement des infrastructures. Fort heureusement, l'intégration des marchés financiers africains s'est considérablement accélérée, créant une capacité de financement nationale substantielle pour les investissements dans les infrastructures.

L'Association africaine des bourses de valeurs mobilières (ASEA) regroupe 29 places boursières enregistrant une capitalisation totale d'environ 2 000 milliards d'USD, bien que le paysage reste dominé par les grandes places, telles que la Bourse de Johannesburg (capitalisation boursière de 1 200 milliards d'USD) et les marchés émergents qui font preuve d'une sophistication croissante.¹⁵⁵

¹⁵⁴ Système panafricain de paiement et de règlement. (11 mai 2022). Administration du commerce international | Trade.gov.

¹⁵⁵ OBG African Stock Exchanges Focus Report, en collaboration avec l'Association africaine des bourses de valeurs (ASEA), African Stock Exchanges Focus Report (juillet 2022)



La faible liquidité constitue un défi structurel persistant pour de nombreuses bourses du continent. Le taux de rotation, qui mesure la valeur des actions négociées en pourcentage de la capitalisation boursière, reste faible dans bien des juridictions, preuve que les actions ne font pas l'objet de transactions fréquentes.¹⁵⁶

Un aperçu de l'activité boursière au 2 septembre 2025 illustre cette diversité: la Bourse de Nairobi (NSE) a échangé 67,2 millions d'actions pour une capitalisation boursière de 2 760 milliards de KES, tandis que la Bourse du Ghana (GSE) négociait 2,76 millions d'actions pour une capitalisation boursière de 149,3 milliards de GHS.¹⁵⁷ En revanche, la JSE affiche une liquidité beaucoup plus importante, avec une seule action de premier ordre comme celle du groupe Absa qui se négocie à plus de 1,5 million d'actions par jour en moyenne.¹⁵⁸

Malgré ces défis, le potentiel inexploité est considérable. La mobilisation des capitaux institutionnels nationaux – provenant des fonds de pension, des compagnies d'assurance et des fonds souverains en plein essor sur le continent – par le

biais des marchés obligataires et boursiers locaux est essentielle pour débloquer une source durable de financement pour les infrastructures.

Cette approche offre une solution efficace à l'un des risques les plus importants dans le financement des infrastructures : l'asymétrie monétaire. En levant des capitaux à long terme en monnaies nationales pour financer des projets qui génèrent des revenus dans ces mêmes monnaies, les pays peuvent protéger leurs infrastructures essentielles de la volatilité des taux de change mondiaux, une source majeure de difficultés financières pour les projets financés par des dettes libellées en devises étrangères. Le développement et l'intégration continus de ces marchés de capitaux restent donc une priorité stratégique primordiale si l'on veut parvenir à une stabilité financière à long terme et à l'autonomie dans le développement des infrastructures. La synergie entre les banques commerciales panafricaines, les IFD continentales, telles qu'Afreximbank, et les entreprises publiques nationales de premier plan telles que la NNPC, créée un modèle puissant pour la finance africaine.

¹⁵⁶ Charles Amo Yartey et Charles Komla Adjasi, Développement des marchés boursiers en Afrique subsaharienne : enjeux et défis majeurs, document de travail du FMI n° WP/07/209

¹⁵⁷ Statistiques de marché - Services de données. (15 janvier 2022). Services de données. <https://www.nse.co.ke/dataservices/market-statistics/>

¹⁵⁸ Bourse de Johannesburg. (s.d.). JSE | principale bourse et marché boursier d'Afrique. Chatbot JSE. <https://www.jse.co.za/>

L'accord conclu avec la raffinerie Dangote illustre parfaitement cette convergence : Afreximbank a réduit les risques liés au projet et a dirigé le consortium, les banques commerciales ont couvert la majeure partie de la dette, et la NNPC a apporté un appui stratégique en matière de capitaux propres et de liquidités.¹⁵⁹ Ce cadre de collaboration, qui tire parti des atouts uniques de chaque type d'institution, est en train de devenir un modèle reproductible pour la réalisation des projets de développement les plus ambitieux en Afrique.

Le programme ambitieux de financement de l'intégration africaine est mené par un groupe d'acteurs institutionnels puissants. Ces architectes, au nombre desquels figurent des banques commerciales panafricaines, des institutions de financement du développement (IFD) continentales et des entreprises publiques de plus en plus performantes, fournissent les capitaux, les plateformes et la vision stratégique nécessaires pour bâtir un continent plus souverain et interconnecté sur le plan financier. Leur synergie devient la force dominante dans la structuration et l'exécution des mégaprojets qui définissent cette nouvelle ère.

Cette transformation s'accompagne de l'émergence de groupes bancaires commerciaux résolument panafricains qui ont l'envergure, les compétences numériques et la présence sur le terrain nécessaires pour financer l'économie réelle dans plusieurs juridictions. United Bank for Africa (UBA) illustre parfaitement cette tendance. Son vaste réseau lui assure une présence dans 24 pays, dont 20 en Afrique et dans les principaux centres financiers mondiaux, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France et aux Émirats arabes unis. Cette présence

permet à la Banque de desservir une clientèle massive et croissante de plus de 45 millions de particuliers et d'entreprises grâce à plus de 1 000 agences et points de contact.

La transformation numérique de UBA a été un puissant moteur de croissance, élargissant sa base de clients numériques à plus de 32,6 millions et entraînant une hausse de 91,9 % en glissement annuel des revenus numériques, qui ont atteint 253,0 milliards de nairas en 2024. En mobilisant les dépôts de millions de clients, UBA renforce sa capacité à financer de grands projets, tels que le projet hydroélectrique Julius Nyerere, et à fournir des services à l'échelle du continent, tels qu'AFriCash. La poussée numérique crée un cercle vertueux : une inclusion financière plus profonde élargit la base de dépôts, ce qui alimente en retour la transformation industrielle et infrastructurelle de l'Afrique.¹⁶⁰

D'autres grandes banques africaines poursuivent des stratégies qui apportent un complément au développement financier du continent en général. Ecobank, avec sa présence panafricaine, mise sur la fintech et la croissance des PME. Ses initiatives comprennent des partenariats, tels que celui conclu avec Google Cloud, pour faire progresser les services bancaires numériques basés sur l'IA et une facilité de 100 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement pour développer le soutien aux PME. Par ailleurs, le plan d'infrastructure africain de 30 milliards de rands de la Standard Bank et sa participation à des projets, tels que la zone franche de Lagos au Nigéria, le projet éolien Diaz en Namibie et la modernisation de routes essentielles au Malawi, illustrent sa capacité à mobiliser des capitaux importants dans des actifs favorisant la croissance.¹⁶²

¹⁵⁹ Musumba, V. (4 août 2025). AfreximBank conclut un financement de 1,35 milliard d'USD en tant qu'intermédiaire principal d'une facilité consortiale de quatre milliards d'USD pour refinancer la construction de la raffinerie Dangote - Banque africaine d'import-export. Banque africaine d'import-export.

¹⁶⁰ United Bank for Africa Plc, présentation des résultats de l'exercice 2024, 27 mars 2025.

¹⁶¹ Ecobank. (s.d.). <https://ecobank.com/group/news-and-media/press-releases?news=20250701075641632ubq22k23xf>

¹⁶² Secteur de l'énergie et des infrastructures. (s.d.). Standard Bank. <https://corporateandinvestment.standardbank.com/cib/global/sector/energy-and-infrastructure>

Tirer parti des partenariats pour gagner en envergure

Le financement moderne des infrastructures africaines repose de plus en plus sur des modèles de partenariat sophistiqués combinant le soutien politique du secteur public, le financement multilatéral du développement et l'intermédiation bancaire commerciale. Ces structures collaboratives tirent parti des atouts institutionnels complémentaires pour élaborer des projets bancables servant tant des objectifs commerciaux que le développement.

Cadre de partenariat pour l'innovation :

Excellence en matière de partenariats public-privé : les banques africaines ont démontré une forte capacité à structurer des transactions PPP dans plusieurs juridictions, en combinant des partenariats gouvernementaux avec la collaboration d'institutions financières de développement et l'efficacité du secteur privé. Leur expertise réglementaire leur permet de mettre en place des architectures transactionnelles complexes répondant à diverses exigences juridiques et de conformité.



Innovation en matière de financement mixte : participation stratégique à des structures de financement mixte, illustrée par le fonds de la ZLECAF pour les PME (AfCFTA SME) d'un montant de six milliards d'USD de l'UBA, développé en partenariat avec le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine. Cette initiative montre comment les institutions financières de développement, les banques commerciales et les investisseurs d'impact peuvent collaborer pour mobiliser des capitaux à une échelle sans précédent.

Coordination multilatérale : établissement de relations avec des institutions, telles que la Banque africaine de développement, la Société financière internationale et la Banque africaine d'import-export, qui permettront de structurer des transactions complexes en tirant parti aussi bien de sources de capitaux concessionnels que de capitaux commerciaux

4.3 Preuves concrètes : Financement des corridors économiques essentiels

Pour comprendre l'évolution du paysage du financement des infrastructures en Afrique, il est essentiel d'aller au-delà des théories stratégiques pour examiner la conception des transactions réelles réalisées sur le terrain.

Les trois études de cas ci-après, à savoir un catalyseur industriel, un projet énergétique régional et un projet de travaux publics, illustrent la diversité des modèles, les acteurs clés et les profils risque-rendement complexes qui caractérisent les accords modernes dans le domaine des infrastructures en Afrique.



ÉTUDE DE CAS 1

Raffinerie Dangote

Catalyser l'indépendance énergétique de l'Afrique



Aperçu du projet

La raffinerie de pétrole et le complexe pétrochimique Dangote au Nigéria incarnent une ambition industrielle majeure portée par le secteur privé sur le continent.

Dotée d'une capacité de traitement de 650 000 barils par jour, il s'agit de la plus grande raffinerie à train unique au monde, conçue pour atteindre les objectifs stratégiques d'autosuffisance énergétique du Nigéria et faire de ce pays le premier exportateur de produits raffinés en Afrique. Implantée dans la zone franche de Lekki à Lagos, cette installation, dont le coût s'élève à 19 milliards d'USD a été mise en service en février 2024. Elle est en mesure de couvrir 100 % des besoins nationaux du Nigéria tout en constituant un puissant moteur pour le commerce intra-africain.¹⁶³

Innovation dans l'architecture financière

Les fondements financiers du projet sont aussi impressionnantes que son envergure physique, illustrant un nouveau paradigme dans le domaine de la finance en Afrique. Si la construction initiale a été financée par une dette antérieure, une transaction récente et importante d'un point de vue stratégique témoigne de la maturation des marchés financiers du continent.

En août 2025, Dangote Industries Limited (DIL) a obtenu une facilité de refinancement syndiquée d'environ 4 milliards d'USD. Cette syndication était principalement composée d'institutions africaines. Afreximbank, agissant en tant qu'arrangeur principal mandaté, s'est engagée à hauteur de 1,35 milliard de dollars, soit le montant le plus élevé de toutes les institutions, incarnant ainsi le principe du « financement du développement de l'Afrique par l'Afrique ». Cette facilité a été fortement soutenue par un consortium de banques nigérianes, dont UBA, démontrant une solide capacité de mobilisation de capitaux locaux.¹⁶⁴

Le modèle de financement met également en évidence une dynamique public-privé sophistiquée. La Nigerian National Petroleum Company (NNPC) a joué un rôle essentiel à travers l'obtention un prêt d'un milliard de dollars, garanti par ses actifs pétroliers bruts, qui constituait une partie de sa

¹⁶³ Times, P. (4 août 2025). Afreximbank mène une opération de refinancement de 4 milliards d'USD pour la raffinerie Dangote avec une contribution de 1,35 milliard de dollars. Premium Times Nigeria.

¹⁶⁴ Musumba, V. (4 août 2025). AfreximBank signe un financement de 1,35 milliard de dollars en tant qu'arrangeur principal d'un crédit syndiqué de 4 milliards d'USD pour refinancer la construction de la raffinerie Dangote - Banque africaine d'import-export. Banque africaine d'import-export.

participation au capital du projet. Il s'agit d'un modèle hybride puissant dans lequel une entreprise publique apporte une intervention financière stratégique afin de réduire les risques d'un projet national phare porté par le secteur privé.

Le succès de cette syndication témoigne de la capacité croissante du continent à structurer, diriger et financer sa propre transformation industrielle tout en relevant des défis de taille, notamment le risque de change.

Impact sur le développement et importance stratégique

La raffinerie répond simultanément à plusieurs objectifs de développement. Elle devrait permettre au Nigéria de réaliser des économies à hauteur de 10 milliards d'USD en devises étrangères par an et de créer plus de 135 000 emplois permanents. De manière cruciale, sa capacité d'exportation soutient directement le cadre de la ZLECAF en favorisant la création de chaînes de valeur au niveau du continent dans le secteur de l'énergie et en réduisant la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des produits raffinés importés.

Du point de vue de l'innovation financière, le projet démontre comment le capital patient, le financement structuré et les partenariats stratégiques peuvent permettre de mobiliser des ressources à grande échelle. La participation de UBA illustre un principe fondamental du nouveau paradigme : financer des projets qui génèrent à la fois des rendements commerciaux et des résultats tangibles en matière de développement.



SOURCE: Benson Ibeabuchi/Bloomberg via getty images



ÉTUDE DE CAS 2

Alimenter une région en électricité

Le projet hydroélectrique Julius Nyerere

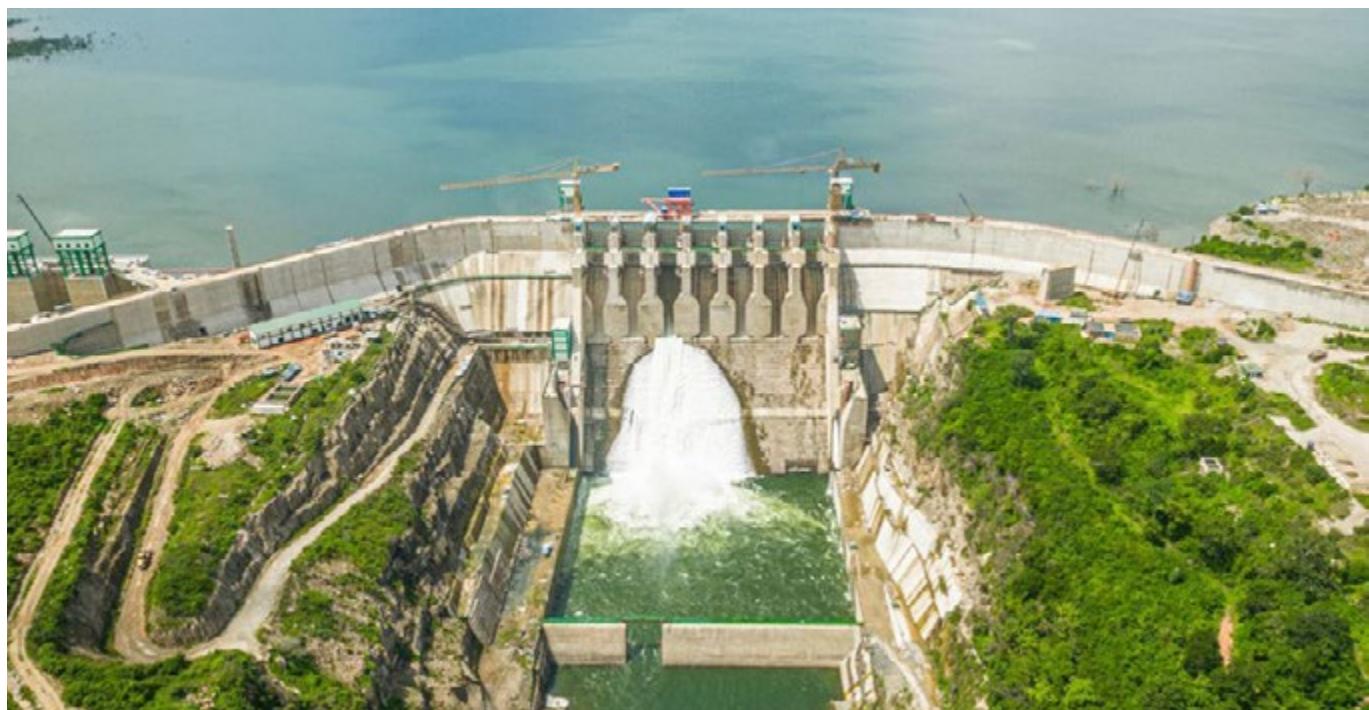
**Aperçu du projet**

En Tanzanie, le Projet hydroélectrique Julius Nyerere (JNHP) représente un effort mené par l'État dans le but de remodeler en profondeur le paysage énergétique de l'Afrique de l'Est.

Ce barrage hydroélectrique d'une capacité de 2 115 mégawatts construit sur le fleuve Rufiji est la plus grande centrale électrique de la région et le quatrième plus grand barrage du continent. Il a pour objectif principal de porter à plus du double la capacité électrique installée de la Tanzanie, en fournissant l'énergie de base stable et abordable nécessaire pour mener à bien le programme d'industrialisation du pays et soutenir sa population croissante.¹⁶⁵

Innovation dans l'architecture financière

Le financement de ce projet ambitieux met en lumière le rôle central que jouent les banques commerciales panafricaines dans le financement des infrastructures publiques essentielles. United Bank for Africa (UBA) s'est imposée comme un partenaire financier clé, en apportant un engagement substantiel de plus de 400 millions d'USD dans le cadre du financement du projet.



SOURCE: The Citizen <https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/national/tanzania-to-activate-second-turbine-at-julius-nyerere-hydropower-plant-by-end-of-april-4581022>

¹⁶⁵ Ledger, E. (22 août 2025). Du barrage au développement : transformer l'énergie du JNHP en progrès industriel. Tanzania Digest.

Ce montant comprenait un apport initial de 366 millions d'USD, auquel s'est ajouté par la suite un financement additionnel de 40 millions d'USD.¹⁶⁶

L'implication de UBA a excédé le simple apport de capitaux, démontrant son engagement opérationnel poussé, la Banque a mis en place un bureau moderne offrant des services complets sur un site éloigné du projet afin de gérer les besoins financiers complexes des fournisseurs, du personnel et de la communauté environnante.¹⁶⁷ Ce niveau de soutien de la part d'une banque commerciale africaine était d'autant plus remarquable que certaines institutions financières internationales de développement, telles que la Banque mondiale, avaient initialement manifesté des réserves à soutenir le projet.

Impact sur le développement et importance stratégique

Le JNHP est conçu non seulement comme un atout national, mais aussi comme un futur pôle énergétique régional. Ce projet hydroélectrique fournira de l'électricité propre à plusieurs marchés d'Afrique de l'Est et entend soutenir les ambitions de développement industriel de la région tout en contribuant à la réalisation des objectifs climatiques. La portée régionale du projet hydroélectrique s'aligne sur les objectifs d'intégration de la ZLECAF et illustre la manière dont le financement des infrastructures peut favoriser la création de liens économiques au-delà des frontières africaines.

L'électricité produite sera acheminée par une nouvelle ligne de transport à haute tension de 400 kV, conçue pour être intégrée au réseau national. Fait important, les plans prévoient notamment le développement d'interconnexions, telles que la ligne Isinya-Singida, qui connectera le réseau tanzanien à celui du Kenya.

Cette infrastructure est essentielle pour faciliter les échanges transfrontaliers d'électricité au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), propulsant la Tanzanie au rang d'exportateur d'énergie clé. L'impact du projet sur le développement va au-delà la production d'énergie et englobe la création d'emplois, le perfectionnement des compétences et le transfert de technologies. La structure de financement de UBA intègre des normes environnementales et sociales qui garantissent des résultats en matière de développement durable tout en préservant la viabilité commerciale du projet.

¹⁶⁶ UBA apporte son soutien au projet hydroélectrique Nyerere | Ambassade de Tanzanie à Tel Aviv, Israël. (n.d.).

¹⁶⁷ UBA approuve un financement additionnel de 40 millions d'USD pour le projet hydroélectrique en Tanzanie. (9 décembre 2020). ConstructAfrica.


ÉTUDE DE CAS 3
Travaux publics et financement privé,

Stades de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Cameroun


Aperçu du projet

Le financement des infrastructures des stades dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) au Cameroun constitue une étude de cas majeure en matière de développement des infrastructures publiques grâce à des partenariats avec des banques commerciales.¹⁶⁸

Les projets ont porté sur la construction de deux installations de classe mondiale : un stade d'une capacité de 60 000 places à Yaoundé (le stade d'Olembé) et un stade d'une capacité 50 000 places à Douala (le stade de Japoma). Ce cas représente un modèle plus classique d'emprunt souverain auprès de banques commerciales pour financer des travaux publics, offrant des enseignements importants pour les futurs partenariats en matière d'infrastructures.

Innovation dans l'architecture financière

La structure de financement comprenait un accord de prêt global signé en 2016, dans le cadre duquel un consortium incluant UBA a octroyé un financement de 48,4 milliards de francs CFA (soit environ 135 millions d'USD) au Gouvernement camerounais.

En ce qui concerne le stade de Japoma de Douala (50 000 places), UBA a accordé un financement d'un montant de 95 millions d'USD. En outre, la Banque a financé la construction du stade d'Olembé à Yaoundé (60 000 places).



SOURCE: MB Media/Getty Images

¹⁶⁸ Business in Cameroon, Économie, Banque, Énergie, Communications, Médias, Droit, Assurance, Gestion publique, Tourisme. (n.d.). UBA et la BGFI accordent un prêt de 48,4 milliards de francs CFA au Cameroun pour deux projets de construction de stades de football - Business in Cameroon. Business in Cameroon..

La participation de UBA a mis en évidence plusieurs compétences clés : évaluation et tarification du risque souverain pour des projets majeurs d'infrastructure publique, mise en place de financement complexe à plusieurs tranches en coordination avec des partenaires locaux et internationaux, structuration de financement à long terme des projets alignés sur les calendriers de développement des infrastructures et la coordination transfrontalière avec les institutions camerounaises et les cadres réglementaires.

La structure de financement nécessitait une compréhension approfondie de la capacité budgétaire du Cameroun, des exigences du tournoi de la CAF et de la portée régionale plus large que représente l'organisation de la principale compétition de football du continent.

Impact sur le développement et importance stratégique

Les projets de construction de stades dans le cadre de la CAN ont généré des retombées considérables en matière de développement, allant bien au-delà de leur objectif sportif initial. Ces infrastructures ont permis la création de milliers d'emplois dans le secteur de la construction, stimulé le développement urbain autour des stades et consacré le Cameroun comme un pôle régional pour l'accueil d'événements sportifs majeurs.

En outre, ces projets ont illustré la capacité de l'Afrique à réaliser des infrastructures de classe mondiale répondant aux normes internationales, et ce, dans des délais d'exécution exigeants.



SOURCE: MB Media/Getty Images

Analyse comparative des modèles de financement des infrastructures

TABLEAU 4: Analyse comparative des modèles de financement des infrastructures

Nom et emplacement du projet	Objectif stratégique	Modèle principal	Coût total/ Montage financier	Principaux bailleurs de fonds et arrangeurs	Instruments financiers	Principales réussites/ Impact potentiel
Raffinerie Dangote, Nigéria	Industrialisation et sécurité énergétique	Piloté par le secteur privé	Coût du projet : environ 19 milliards d'USD ; refinancement : environ 4 milliards d'USD	Afreximbank, NNPC, UBA, Consortium de banques africaines et internationales	Prêt syndiqué, capitaux propres, contrat de vente à terme	La plus grande raffinerie d'Afrique ; capacité d'exportation régionale ; projet phare Syndication menée par l'Afrique
Projet hydroélectrique Julius Nyerere, Tanzanie	Industrialisation nationale et intégration énergétique régionale	Service public	\$2.9B Project Cost	UBA, Government of Tanzania, Afreximbank, other regional banks	Project Finance Loan, National Budget Allocation	Double la capacité électrique nationale ; potentiel d'exportateur d'électricité en Afrique de l'Est
Stades lors de la CAN, Cameroun	Travaux publics et prestige national	Souverain/ Secteur public	135 millions d'USD (stades de Yaoundé et Douala)	UBA, BGFI Bank, gouvernement du Cameroun	Prêt souverain	Réalisation d'infrastructures sportives de classe mondiale pour un événement continental majeur

Assurer la résilience : agriculture et sécurité alimentaire

En Afrique, le secteur agricole emploie 42% de la main-d'œuvre, tout en demeurant 60% moins productif que la moyenne mondiale. Cette situation offre d'importantes opportunités d'innovation financière pour soutenir aussi bien l'amélioration de la productivité que la sécurité alimentaire. Avec 120 millions d'Africains confrontés à une insécurité alimentaire aiguë (dont 80 % dans des zones touchées par des conflits), le financement agricole représente à la fois une opportunité commerciale et un impératif de développement.

Le financement du secteur agricole illustre la manière dont les institutions financières africaines sophistiquées peuvent simultanément exploiter des opportunités commerciales et répondre aux impératifs de développement tout en promouvant l'intégration au niveau du continent. Le fonds de la ZLECAF pour les PME de UBA, d'un montant de six milliards d'USD, représente plus qu'un simple déploiement de capitaux : il incarne une vision stratégique de la modernisation de l'agriculture comme fondement d'une intégration économique durable. Ce fonds est disponible dans 20 pays et contribue à créer des mécanismes de financement standardisés qui soutiennent les PME agricoles, indépendamment de leur emplacement géographique au sein du réseau de UBA.

En assurant un accès continu au fonds de roulement, au financement du commerce et à des solutions de prêt numériques, ce fonds permet de remédier à une défaillance critique du marché : l'incapacité historique des petits exploitants agricoles et des transformateurs agricoles à accéder à des capitaux patients à des taux commerciaux. La portée continentale de cette initiative contribue directement à l'atteinte des objectifs de la ZLECAF en permettant aux producteurs agricoles de participer aux chaînes de valeur régionales. Elle transforme ainsi l'agriculture de subsistance en entreprises commerciales susceptibles de desservir des marchés africains plus vastes.

La stratégie de financement agricole illustre la relation étroite entre le développement des infrastructures et l'intégration économique. La modernisation de l'agriculture nécessite des infrastructures physiques telles que des systèmes d'irrigation, des installations de stockage, des usines de transformation et des réseaux de transport, tout en créant une demande économique qui justifie les investissements dans les infrastructures. Les plateformes spécialisées dans le financement agricole soutiennent ainsi le cercle vertueux dans lequel les infrastructures financières et le développement physique se renforcent mutuellement. Elles créent ainsi des fondements durables pour l'intégration économique au niveau du continent qui contribuent à la fois à la réalisation des objectifs commerciaux et à ceux du développement.

Point clé

Les institutions qui reconnaissent cette transformation et agissent en conséquence construisent activement l'architecture financière qui sous-tend l'une des transformations économiques les plus importantes de l'histoire moderne, propulsant l'Afrique au rang de leader économique mondial tout en assurant une prospérité durable pour les générations actuelles et futures.



Au-delà du bilan : Mesurer l'impact durable et tracer l'avenir

Alors que l'Afrique poursuit sa trajectoire vers une plus grande intégration économique, les normes de réussite évoluent. La viabilité financière d'un projet ne constitue plus l'unique indicateur de sa valeur.

Un consensus croissant chez les investisseurs, les organismes de régulation et le public exige que les institutions financières ne se contentent plus de leur bilan pour évaluer, gérer et rendre compte de l'impact tangible de leurs activités sur le développement. Ce changement de paradigme nécessite l'adoption de cadres cohérents et rigoureux qui établissent un lien entre les déploiements financiers et des résultats spécifiques et mesurables dans les domaines de l'environnement, du social et de la gouvernance (ESG).

Cette évolution reflète une prise de conscience accrue du fait que les besoins de financement des infrastructures en Afrique ne peuvent être satisfaits par les modèles bancaires commerciaux classiques, qui ne tiennent pas compte de leur impact sur le développement. Les institutions qui réussissent cette transition sont celles qui sont en mesure de démontrer que les pratiques bancaires durables permettent d'améliorer les performances commerciales au lieu de les entraîner. Ces pratiques génèrent des avantages concurrentiels durables grâce à une gestion plus efficace des risques, à de meilleures relations avec les parties prenantes et à un accès préférentiel aux marchés financiers axés sur l'impact.

5.1 Engagement des entreprises et intégration des critères ESG

L'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est passée d'une exigence de conformité réglementaire à un facteur de différenciation concurrentiel fondamental sur les marchés financiers africains. L'adoption de cadres ESG par les institutions financières africaines témoigne des niveaux variables de complexité et d'engagement.

Des institutions de premier plan telles que UBA démontrent que l'intégration des principes ESG

dans l'ensemble des opérations et des décisions de prêt génère des rendements ajustés au risque supérieurs tout en soutenant des résultats mesurables en matière de développement durable.

L'atteinte par UBA d'une réduction de 7% des émissions de gaz à effet de serre tout en étendant ses activités illustre comment la responsabilité environnementale peut accompagner la croissance des entreprises plutôt que la freiner.

Cette approche stratégique permet d'accéder à des marchés mondiaux des obligations vertes et à des fonds d'investissement à impact social en pleine expansion. Elle permet ainsi de diversifier les sources de financement et de réduire la dépendance vis-à-vis des dépôts classiques, tout en renforçant la résilience institutionnelle.

Le passage à une mesure d'impact fondée sur les données

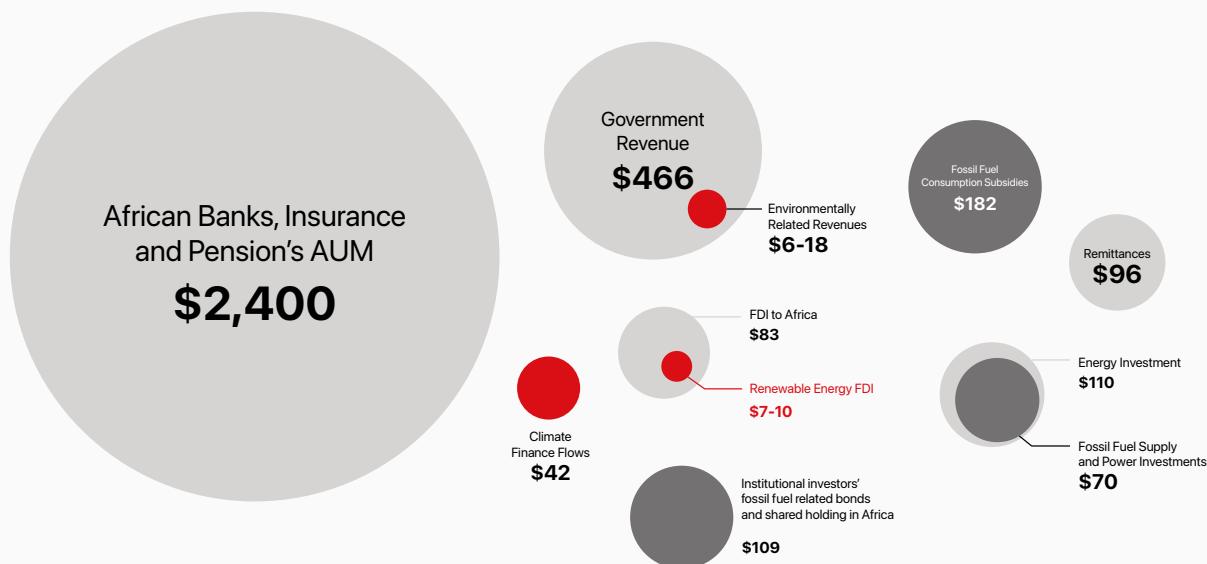
Les institutions financières africaines de premier plan sont à l'avant-garde de cette transition, dans la mesure où elles élaborent des cadres robustes conformes à la fois aux normes mondiales, telles que l'Initiative mondiale sur les rapports (GRI), et aux mandats locaux, tels que les Principes de la banque durable au Nigéria. Cette approche fondée sur les données leur permet de démontrer de manière quantifiable leur contribution au développement durable.

Gestion environnementale

Le paysage du financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique offre des opportunités substantielles aux institutions financières africaines sophistiquées. Les flux financiers liés au climat vers l'Afrique ont augmenté de 48 %, passant de 29,5 milliards d'USD en 2019-2020 à 43,7 en 2021-2022, les investissements annuels dépassant pour la première fois le seuil des 50 milliards d'USD en 2022.¹⁶⁹

Les caractéristiques structurelles du financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique offrent des avantages comparatifs spécifiques pour les institutions financières continentales capables d'établir un lien entre les sources de capitaux internationaux et les opportunités d'investissement au plan national. La part de 87 % du financement international indique des besoins considérables en devises étrangères et en assistance technique qui favorisent les institutions locales disposant de capacités de partenariat international et d'une expertise du marché national.

FIGURE 18: Climate Finance Flows in Context



SOURCE: Climate Policy Initiative

¹⁶⁹ Initiative sur la politique relative au climat. (4 septembre 2025). Paysage du financement lié au climat en Afrique en 2024 - CPI. CPI.

La participation de UBA à hauteur de 35 millions d'USD au programme SUNREF et son portefeuille plus large de financement des infrastructures démontrent comment les banques panafricaines peuvent tirer parti des partenariats internationaux de financement de l'action climatique tout en renforçant les capacités nationales d'évaluation et de structuration indépendantes des projets de lutte contre le changement climatique. La présence de la Banque dans plusieurs juridictions permet des approches de financement de la lutte contre le changement climatique qui répondent aux opportunités d'intégration régionale, telles que les projets transfrontaliers d'énergie renouvelable et les infrastructures d'adaptation régionales qui peuvent être moins accessibles aux institutions internationales ne mènent pas d'opérations sur le continent.

La trajectoire de croissance de 48 % du financement de la lutte contre le changement climatique au niveau continental met en évidence une dynamique de développement du marché. Elle offre des avantages de précurseur aux banques africaines qui investissent dans le renforcement de leurs capacités dans le cadre du financement de la lutte contre le changement climatique. Les institutions qui développent une expertise dans l'évaluation des risques liés au climat, le financement de projets d'énergie renouvelable et les prêts à l'agriculture durable se positionnent stratégiquement sur des marchés en pleine expansion. De plus, elles contribuent à la réalisation d'objectifs de développement essentiels, notamment la sécurité énergétique, la résilience des systèmes alimentaires et la compétitivité des industries.

Impact social

Sur le plan social, l'accent est mis sur l'inclusion financière et l'autonomisation. Les banques de premier plan augmentent considérablement le financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), qui constituent le moteur de l'économie du continent. Elles mettent également en œuvre des politiques

délibérées visant à accroître la représentativité des femmes aux postes de direction et fournissent des milliards d'USD de financement classés comme ayant un impact social direct.

L'un des piliers de cet engagement est l'accent mis sur l'agriculture, les institutions consacrant souvent à ce secteur une part de leur portefeuille de prêts nettement supérieure à la moyenne du secteur. Elles financent ainsi l'ensemble de la chaîne de valeur, allant de la culture à la transformation.

Gouvernance et conduite éthique

Ces efforts reposent sur des principes de gouvernance solides. Parmi les meilleures pratiques, on peut citer la formation obligatoire et complète de l'ensemble des employés à la lutte contre la corruption et à la conduite éthique. Il est essentiel de noter que la surveillance des normes ESG est élevée au plus haut niveau. Des comités dédiés au sein du conseil d'administration veillent à ce que la durabilité soit intégrée au cœur de la stratégie d'entreprise et ne soit pas traitée comme une question secondaire.

Cette approche rigoureuse de l'évaluation des normes ESG devient rapidement une source d'avantage concurrentiel significatif. Dans un écosystème financier mondial où les capitaux sont de plus en plus alloués sur la base de critères de durabilité, les institutions qui peuvent fournir des preuves crédibles et étayées par des données de leur impact positif sont beaucoup plus attrayantes pour les IFD internationales, les investisseurs d'impact et les fonds responsables sur le plan social.

Investir dans des cadres ESG solides devient donc une décision financière stratégique qui permet d'améliorer l'accès à des capitaux diversifiés et patients. En définitive, cette décision renforce la résilience à long terme et la capacité des banques africaines à financer le développement du continent.

5.2 Mécanismes de financement mixte : Accroître les investissements à impact

Le marché mondial de la finance mixte connaît une expansion rapide. Bien que les estimations varient de 18 à 70 milliards d'USD, il existe un consensus sur le fait que la mobilisation des financements mixtes s'accélère à mesure que les barrières structurelles tombent.¹⁷⁰

En 2023, l'Afrique a attiré 10,2 milliards d'USD, soit une hausse de 40 % par rapport à l'année précédente, ce qui reflète la confiance croissante des investisseurs dans les portefeuilles de projets du continent lorsque les risques sont bien maîtrisés de. Les innovations en matière de financement mixte, telles que les garanties de première perte, les paiements basés sur les résultats et les structures de capital catalytiques, permettent de réduire les risques perçus et mobilisent des capitaux commerciaux sur des marchés autrefois considérés comme inaccessibles.

Par exemple, le Fonds de prêt pour les ODD a obtenu une garantie de 25 millions d'USD¹⁷¹ de la Fondation MacArthur, qui a permis de débloquer la somme de 1,1 milliard de dollars de capitaux privés pour des investissements alignés sur les ODD, atteignant ainsi un ratio de levier de 40:1.

Ces modèles permettent aux investisseurs commerciaux de participer au financement du développement tout en conservant des profils risque-rendement acceptables. Ils constituent ainsi des sources de financement durables pour le développement des infrastructures et des entreprises.

Applications spécifiques au secteur du financement mixte

Le secteur pharmaceutique illustre le potentiel du financement mixte pour répondre à des besoins de développement critiques tout en créant des opportunités commerciales.

Le Partenariat pour la fabrication de vaccins en Afrique (PAVM) porté par l'Union africaine a attiré plus de 2,3 milliards d'USD d'engagements de la part de partenaires internationaux, démontrant ainsi comment les cadres politiques peuvent catalyser les investissements privés dans des secteurs stratégiques.¹⁷² Les institutions financières tirent parti des réseaux continentaux pour fournir des solutions de financement du commerce, de fonds de roulement et de change qui soutiennent les investissements dans la fabrication de produits pharmaceutiques. Ces derniers contribuent à la fois à la sécurité sanitaire locale et au développement des marchés d'exportation.

De même, la garantie de 696 millions d'USD accordée par la Banque africaine de développement (BAD) en faveur du projet ferroviaire du Corridor central, d'un montant total de 3,9 milliards d'USD, illustre la manière dont le financement mixte peut soutenir des projets d'infrastructure transformationnels répondant à plusieurs objectifs de développement. Ce projet ferroviaire devrait accompagner une croissance de 28 % du fret intra-africain d'ici 2030, tout en créant des opportunités commerciales pour les institutions financières capables de structurer des dispositifs de financement de projet complexes et à long terme.

¹⁷⁰ BCG. (2025, June 27). The blended finance market: An opportunity for banks. BCG Insights.

¹⁷¹ Allianz Global Investors. (2023, November 28). SDG Loan Fund mobilizes USD1.1billion of investor capital.

¹⁷² Africa CDC. (2025, February 11). Africa's progress towards sustainable local manufacturing of health products.

5.3 Cadres pour une banque durable

L'élaboration de cadres rigoureux pour mesurer l'impact de la banque durable et en rendre compte représente une capacité institutionnelle essentielle qui distingue les institutions financières africaines de premier plan des banques commerciales classiques. Ces cadres doivent démontrer des liens quantifiables entre les activités financières et les résultats en matière de développement, tout en maintenant les normes de viabilité commerciale essentielles à la durabilité institutionnelle à long terme.

De plus en plus, les institutions du secteur privé africain évaluent et gèrent de manière active leur empreinte environnementale, par le biais de la fixation d'objectifs clairs visant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en lien avec les opérations. Au-delà de leurs propres activités, elles lancent des mécanismes de financement vert dédiés et allouent de façon stratégique une part importante de leurs portefeuilles de prêts au soutien des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'accès à une énergie propre. Par exemple, UBA a mis en place un programme de financement vert de plusieurs millions d'USD afin d'accélérer la transition énergétique du continent.

Point clé

Le PAPSS et les nouvelles plateformes numériques redéfinissent l'avenir du financement du commerce en Afrique. En permettant des règlements instantanés en monnaie nationale et des économies pouvant atteindre cinq milliards d'USD par an, ils fournissent l'infrastructure nécessaire à un financement transfrontalier inclusif et peu coûteux. Cette infrastructure numérique est la meilleure chance pour l'Afrique de surmonter les contraintes héritées du passé et de démocratiser le commerce.



Perspectives : Opportunités stratégiques et tendances émergentes

6.1 TLa prochaine décennie de l'Afrique et l'intégration économique mondiale

La trajectoire économique de l'Afrique se trouve à un tournant décisif, de plus en plus marqué par l'autodétermination et un changement structurel, passant d'un financement classique du développement fortement axé sur l'aide à une croissance interne tirée par le secteur privé.

Malgré l'incertitude économique mondiale, le continent est en passe de connaître une reprise résiliente et la Banque africaine de développement prévoit une accélération de la croissance moyenne du PIB à 3,7 % en 2024 et 4,3 en 2025. Le continent africain devrait ainsi devenir la deuxième région la plus dynamique au monde en termes de croissance.¹⁷³ Cette dynamique est soutenue par un dividende démographique important : à l'horizon 2050, la population en âge de travailler du continent devrait augmenter de 740 millions de personnes, ce qui représente la croissance la plus rapide de la main-d'œuvre au niveau mondial.¹⁷⁴

Cette transformation démographique jette les bases de la plus importante opportunité économique qui s'offre à l'Afrique : la multiplication systématique du capital national grâce à une architecture financière stratégique. La prochaine décennie en Afrique sera marquée par trois transformations interdépendantes qui auront de puissants effets multiplicateurs :

La mobilisation des capitaux locaux comme moteur de croissance : le changement le plus

profond consiste à mobiliser les 4 000 milliards d'USD de ressources financières nationales du continent pour les investir de manière productive. Cette approche génère des rendements exponentiels : chaque dollar d'investissement institutionnel national peut attirer jusqu'à vingt dollars de capitaux internationaux grâce à des mécanismes sophistiqués de partage des risques, des structures de financement mixtes et des partenariats de co-investissement. À travers le renforcement des marchés de capitaux locaux et la création d'instruments d'investissement innovants, les pays africains peuvent mettre en place des modèles de développement durables, dirigés par les États. Ces modèles permettront de générer des rendements commerciaux et de réduire par la même occasion la dépendance à l'égard des flux de capitaux étrangers volatils.

La ZLECAF et la multiplication des financements commerciaux : la ZLECAF crée un marché unique de 3 400 milliards d'USD, mais son succès dépend entièrement de la robustesse des systèmes de financement commercial. Lorsque les institutions financières africaines fournissent le

¹⁷³ African Development Bank. (2024, May 29). African economic outlook 2024: Driving Africa's transformation through inclusive green growth. African Development Bank Group.

¹⁷⁴ World Bank. (2023, July 12). Harnessing Africa's youth dividend: The future of work in Africa. World Bank Group.

financement commercial de base aux PME et au commerce transfrontalier, il en résulte des effets économiques en cascade. Le renforcement du commerce entre les pays africains génère des emplois, met en place des chaînes d'approvisionnement locales et attire des investissements supplémentaires dans les infrastructures de soutien. Le PAPSS illustre bien cette multiplication : les cinq milliards d'USD d'économies réalisées chaque année sur les coûts de transaction permettent d'accroître considérablement les volumes commerciaux et les flux d'investissements transfrontaliers.

Tirer parti des infrastructures et des technologies : les investissements dans les infrastructures en Afrique génèrent certains des multiplicateurs économiques les plus élevés au monde. Chaque dollar investi dans des infrastructures de qualité rapporte entre trois et sept dollars en terme de rendements économiques grâce à l'amélioration de la productivité, à la réduction des coûts de transaction et à un meilleur accès aux marchés. La technologie permet de renforcer ces effets et favorise un développement « accéléré » qui contourne les contraintes traditionnelles tout en créant de nouvelles opportunités économiques dans les services numériques, les technologies financières et l'agriculture assistée par la technologie.



6.2 L'impératif institutionnel : Former les champions africains du financement du développement

La réalisation du potentiel économique de l'Afrique nécessite des institutions financières capables de maîtriser l'équilibre complexe entre la durabilité commerciale et l'impact sur le développement, tout en servant de catalyseurs multiplicateurs de la transformation économique plus large.

Les institutions financières africaines de premier plan démontrent cette capacité grâce à une structuration sophistiquée des projets qui était autrefois l'apanage exclusif des institutions financières internationales. Le financement historique de 85 millions d'USD accordé par UBA en faveur de l'autoroute Lekki-Epe illustre comment les institutions locales peuvent mener à bien des projets d'infrastructure complexes tout en générant des rendements commerciaux et des résultats mesurables en matière de développement.

Les institutions financières africaines sont indispensables au succès de la ZLECAF, étant donné qu'elles fournissent les financements commerciaux, les systèmes de paiement transfrontaliers et les capitaux d'investissement nécessaires au fonctionnement efficace d'un marché unique de 3 400 milliards d'USD. Leurs réseaux à l'échelle du continent permettent d'offrir des services financiers fluides qui soutiennent le commerce intra-africain tout en bâtissant une infrastructure économique intégrée qui attire des investissements internationaux supplémentaires.

Le succès repose sur un engagement en faveur de la transparence et la mesure de l'impact, à travers des indicateurs clairs incluant la création d'emplois, la croissance des PME et l'expansion du volume du commerce intra-africain.



6.3 Plan d'action

Pour tirer parti des opportunités stratégiques, les institutions financières africaines doivent mener des actions concertées visant à maximiser les effets de multiplication du capital:

- **renforcer les marchés financiers nationaux** : les responsables financiers doivent collaborer activement avec les organismes de régulation afin de mettre en œuvre des réformes, en particulier dans les secteurs des retraites et des assurances, afin de libérer et de drainer les vastes réserves d'épargne nationales vers des investissements productifs à long terme. Cette démarche implique notamment de développer de nouveaux produits tels que les obligations d'infrastructure et les obligations de la diaspora, et de renforcer la capacité des marchés financiers locaux à financer des projets de grande envergure.
 - **être pionnier dans le domaine du financement vert et climatique**: les institutions doivent intégrer les principes ESG dans leurs activités principales, de la gestion des risques au développement de produits. Cette démarche implique de développer une expertise dans l'évaluation des projets verts, de lancer des obligations vertes spécialisées et des fonds d'adaptation au changement climatique, et d'aligner les portefeuilles de prêts sur l'accord de Paris. Cette approche permettra non seulement d'atténuer les risques, mais aussi d'attirer une nouvelle vague d'investisseurs mondiaux soucieux du climat.
 - **exploiter la technologie pour une croissance inclusive**: la transformation numérique grâce à l'intelligence artificielle, à la blockchain et à l'informatique en nuage permet de fournir des services financiers à grande échelle et avec une grande efficacité. Les investissements technologiques créent des effets de réseau qui multiplient l'impact grâce à une meilleure évaluation des risques, à une réduction des coûts et à une inclusion financière élargie. Les partenariats dans le domaine des technologies financières permettent d'atteindre des populations auparavant non desservies tout en générant de nouvelles sources de revenus.
 - **promouvoir la mise en œuvre de la ZLECAF** : les institutions financières doivent devenir les principaux bailleurs de fonds du commerce intra-africain grâce à un financement massif des PME, à des solutions sophistiquées de trésorerie transfrontalière et à des investissements dans les infrastructures numériques. Les institutions présentes à l'échelle continentale peuvent faciliter les flux commerciaux qui génèrent des emplois, le développement de la chaîne d'approvisionnement et l'attraction d'investissements supplémentaires sur plusieurs marchés simultanément.
- En adoptant ce programme, les institutions financières africaines peuvent transcender leurs rôles traditionnels pour devenir les architectes de l'avenir économique du continent. Leur leadership sera le facteur décisif pour transformer le dividende démographique et les richesses naturelles de l'Afrique en une prospérité durable, établissant ainsi le continent comme un leader redoutable et intégré dans l'économie mondiale.



 **Point clé**

Au cours de la prochaine décennie, les champions financiers africains assureront eux-mêmes la souveraineté économique du continent. En mobilisant stratégiquement les capitaux nationaux, en finançant les infrastructures commerciales et en tirant parti de la technologie pour dynamiser la ZLECAF, les banques africaines et les IFD ne se contentent pas de financer la croissance, elles bâissent un continent prospère, intégré et autonome.

Conclusion : Miser sur la croissance durable de l'Afrique

Le paysage du financement du développement en Afrique connaît une transformation fondamentale, motivée par la prise de conscience que les 4 000 milliards d'USD de capitaux locaux du continent constituent le fondement d'un développement économique durable, fondé sur des effets multiplicateurs.

Les données présentées tout au long de ce document démontrent que le défi du financement du développement en Afrique ne tient pas à la rareté des capitaux, mais à leur mobilisation et leur multiplication. Lorsque les institutions financières nationales fournissent des investissements de référence et des services d'intermédiation sophistiqués, elles créent les conditions nécessaires pour attirer des capitaux internationaux à des ratios de 10 à 20 pour 1, transformant ainsi les ressources locales limitées en un financement substantiel pour le développement.

Cet effet multiplicateur nécessite une action coordonnée entre les décideurs politiques, les dirigeants financiers et les partenaires internationaux. Nous recommandons la mise en œuvre de mesures stratégiques visant à maximiser ces possibilités d'effet de levier:

1. **Pour les gouvernements nationaux et les organismes de régulation : créer un environnement propice**
 - **Libérer les multiplicateurs de capitaux nationaux:** Mettre en œuvre des réformes des retraites et des assurances qui augmentent les allocations en obligations d'infrastructure, le capital-investissement et les investissements en capital-risque. Drainer l'épargne locale à long terme vers des actifs productifs qui attirent des co-investissements internationaux supplémentaires grâce à une validation démontrée du marché.
 - **Renforcer les cadres de partenariat public-privé (PPP):** Créer des unités en charge des PPP dédiées au sein des ministères des Finances afin de normaliser les contrats et de développer des portefeuilles de projets bancables. Cette approche permet de réduire les risques liés aux investissements tout en créant des plateformes pour une collaboration à grande échelle entre les capitaux nationaux et internationaux.
2. **Pour les institutions financières africaines : Mener l'offensive de l'investissement**
 - **Développer les solutions de financement mixte:** Créer de manière proactive des instruments de financement mixte qui regroupent les capitaux provenant des institutions financières de développement, des fondations philanthropiques et des sources commerciales. Utiliser ces fonds pour fournir des capitaux de couverture de première perte et d'autres rehaussements de crédit, rendant ainsi les projets d'adaptation au changement climatique et d'énergie renouvelable viables sur le plan commercial

- **Promouvoir les infrastructures numériques et panafricaine:** Aller au-delà des plateformes individuelles pour investir dans des infrastructures partagées et interopérables telles que le PAPSS, qui créent des effets de réseau et des économies d'échelle. Utiliser des analyses approfondies pour une évaluation sophistiquée des risques qui permet un déploiement de capitaux plus important et plus efficace.

The future of African development finance is, unequivocally, African finance, amplified through strategic partnerships.

- **Développer les compétences des talents continentaux:** Développer une expertise à l'échelle du secteur dans le domaine du financement de projets complexes, des normes ESG et de la conformité multijuridictionnelle, qui permette de structurer des transactions plus importantes et plus complexes avec des ratios de multiplication plus élevés.
 - **Pour les IFD internationales et leurs partenaires:** Passer du rôle de bailleur de fonds à celui de facilitateur
3. **Pour les IFD internationales et leurs partenaires:** Shift from Funder to Facilitator
- **Accorder la priorité à l'atténuation des risques et à l'effet de levier:** Mettre l'accent sur le déploiement de garanties, d'assurances contre les risques politiques et de couvertures de change qui « attirent » les capitaux institutionnels locaux africains plutôt que de les remplacer. Cette approche peut générer des flux d'investissement totaux trois à cinq fois plus importants.
 - **Soutenir les solutions en monnaie nationale:** renforcer l'assistance technique en matière de gestion des risques de change, afin de permettre aux banques africaines d'accorder des prêts en monnaie nationale tout en renforçant leur résilience face à la volatilité externe.

Les institutions et gouvernements qui adoptent ce nouveau paradigme et mettent en œuvre ces recommandations ne garantiront pas seulement leur propre réussite commerciale, mais jetteront également les fondements d'un continent prospère, intégré et souverain.

Il s'agit là d'une opportunité économique majeure : Celle de construire un avenir où la croissance de l'Afrique est financée par les Africains et pour les Africains, tout en contribuant à la stabilité économique mondiale grâce à un développement durable, fondé sur des effets multiplicateurs et qui créent une prospérité partagée à l'échelle du continent et au-delà.

Annexe : Bibliographie complète

- Abe, S. (2025, August 29). Japan pledges \$30B in African aid at TICAD summit. AP News.
- Acorn Holdings. (2019, October). Green Bond Framework. Nairobi, Kenya: Acorn Holdings.
- African Development Bank Group. (2025). African Economic Outlook 2025. Abidjan, Côte d'Ivoire: AfDB.
- African Development Bank Group. (n.d.). Africa Investment Forum. Retrieved September 4, 2025, from [AfDB Website].
- African Export-Import Bank. (2025). African Trade Report 2025. Cairo, Egypt: Afreximbank.
- African Export-Import Bank. (2024). Rising Gulf-Africa Investments: Unlocking Opportunities and Navigating Challenges. Cairo, Egypt: Afreximbank.
- African Securities Exchanges Association. (2025). Annual Report 2024.
- African Union. (2015). Agenda 2063: The Africa We Want. Addis Ababa, Ethiopia: African Union Commission.
- Africa50. (n.d.). Project Development and Financing. Retrieved September 4, 2025, from [Africa50 Website].
- AJA Ltd. (2024). [Internal company data or press release on export growth under AfCFTA GTI].
- Al Mansour Holdings. (2025). [Press release or official announcement regarding \$103 billion investment pledge].
- Bank for International Settlements, Committee on Payments and Market Infrastructures (CPMI). (2023). Correspondent banking data. Basel, Switzerland: BIS.
- Bloomberg News. (2025, April 11). Nigeria's sovereign rating upgraded by Fitch on economic reforms. Bloomberg.
- Buna (Arab Regional Payments Clearing and Settlement Organization). (n.d.). Payment System Framework. Abu Dhabi, UAE: Arab Monetary Fund.
- Central Bank of Nigeria. (2025). Monetary Policy Committee Reports. Abuja, Nigeria: CBN.
- Climate Policy Initiative. (2024). The State of Climate Finance in Africa: Billions in Opportunities.
- Convergence. (2024). The State of Blended Finance 2024. Toronto, Canada: Convergence Blended Finance.
- Dangote Industries Limited. (2025, August). [Press release on \$4 billion syndicated refinancing facility]. Lagos, Nigeria.
- Dubai Chamber of Commerce. (2025). H1 2025 Trade Report. Dubai, UAE: Dubai Chamber.
- Ecobank Transnational Incorporated. (2025). Annual Report 2024. Lomé, Togo: Ecobank.
- Enterprise Singapore. (n.d.). Singapore-Africa Partnership Initiatives. Retrieved September 4, 2025, from [Enterprise Singapore Website].
- Ethiopia Commodity Exchange. (n.d.). Annual Trading Reports. Addis Ababa, Ethiopia: ECX.
- European Investment Bank. (2024). Finance in Africa: Unlocking investment in an era of digital transformation and climate transition. Luxembourg: EIB.
- European Union. (n.d.). Global Gateway: Africa–Europe Investment Package. Brussels, Belgium: European Commission.
- FDI Intelligence & White & Case LLP. (2023). FDI flows from GCC to Africa, 2012-22.
- Fitch Ratings. (2025, April 11). Fitch Upgrades Nigeria to 'B'; Outlook STableau. New York, NY : Fitch Ratings.
- FXC Intelligence. (2025). The impact of the Pan-African Payment and Settlement System. Londres, UK : FXC Intelligence.
- Fonds d'investissement pour les infrastructures du Ghana. (n.d.). Project Portfolio. Accra, Ghana : GIIF.
- Global Reporting Initiative. (n.d.). GRI Standards. Amsterdam, Pays-Bas : GRI.

- Gouvernement de l'Inde, Ministère du Commerce et de l'Industrie. (2025). Annual Report 2024-2025. New Delhi, Inde : Gouvernement de l'Inde.
- Griffith University & Fudan University Green Finance & Development Center. (2025). China Belt and Road Initiative (BRI) Investment Report H1 2025.
- GuarantCo. (n.d.). Project Portfolio and Guarantee Reports. Ebene, Maurice : GuarantCo.
- InfraCredit. (2025). Q1 2025 Investor Report. Lagos, Nigeria : Infrastructure Credit Guarantee Company.
- Chambre de commerce internationale. (2024). Global Trade Finance Survey. Paris, France : ICC.
- Société financière internationale. (2024). Annual Report 2024. Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.
- Fonds monétaire international. (2025). World Economic Outlook (avril 2025). Washington, D.C. : FMI.
- Fonds monétaire international. (2025). Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa (Avril 2025). Washington, D.C. : FMI.
- Fonds monétaire international. (2024). Financial Access Survey. Washington, D.C. : FMI.
- Interstellar Inc. (2025). [Communiqué sur le partenariat avec PAPSS pour l'African Currency Marketplace (PACM)].
- Japon, ministère des Affaires étrangères. (2025). Tokyo International Conference on African Development (TICAD9) Outcomes. Tokyo, Japon : Ministère des Affaires étrangères
- Consortium des fonds de pension du Kenya (KEPFIC) (KEPFIC). (2024). Annual Investment Report. Nairobi, Kenya.
- Fondation MacArthur. (n.d.). SDG Loan Fund Investment Details. Chicago, IL : Fondation MacArthur.
- Mene, W. (29 janvier 2025). Intra-African trade and its potential to accelerate progress toward the SDGs. Brookings.
- Nigéria, Commission nationale des pensions (PENCOM). (2025). Annual and Quarterly Reports. Abuja, Nigéria : PENCOM.
- Nigerian Sustainable Banking Principles. (n.d.). Banque centrale du Nigéria.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2023). Global Outlook on Blended Finance 2023. Paris, France Éditions OCDE:
- Fonds panafricain de développement des infrastructures (PAIDF). (n.d.). Fund Performance Reports.
- Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS). (2025). Participant and Transaction Volume Reports. Le Caire, Égypte : Afreximbank.
- République de Corée, Ministère des Affaires étrangères. (2024). Korea-Africa Summit Agreements. Séoul, Corée du Sud : Ministère des Affaires étrangères.
- Retirement Benefits Authority (Kenya). (2024). Annual Industry Report. Nairobi, Kenya : RBA.
- Saleh, N. J. (n.d.). Structural Gaps in African Financial Systems. CFA Institute Research Foundation & Africa Finance Corporation.
- Semafor. (2025). Analysis of China Customs Data on Exports to Africa.
- Standard Bank Group. (2025). Annual Report 2024. Johannesburg, Afrique du Sud : Standard Bank.
- United Bank for Africa Plc. (2025). Annual Report and Accounts 2024. Lagos, Nigéria : UBA Group.
- Nations Unies. (2025). The Sustainable Development Goals Report 2025. New York, NY : Publications des Nations Unies.



À propos de United Bank for Africa

La Banque mondiale africaine

United Bank for Africa Plc (UBA) est un groupe panafricain de services financiers de premier plan, présent dans 20 pays africains, ainsi qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France et aux Émirats arabes unis. UBA fournit des services bancaires et financiers à plus de 45 millions de clients dans le monde entier, desservis à travers des canaux diversifiés. Au nombre de ceux-ci figurent plus de 1 000 agences commerciales et points de contact et une clientèle répartie à travers l'Afrique et dans divers centres financiers internationaux.

La mission stratégique du groupe UBA consiste à être le principal fournisseur de services financiers sur tous les marchés où il opère et à servir de passerelle principale de paiement pour les flux commerciaux et financiers à destination et en provenance de l'Afrique. Le groupe est présent dans les centres financiers mondiaux clés afin de maximiser sa portée et son impact sur le continent, ce qui lui confère une position unique en tant que pont entre les marchés africains et les capitaux internationaux.

Présence et capacités internationales

Les opérations internationales d'UBA s'étendent sur quatre pôles stratégiques qui facilitent la fourniture de services bancaires mondiaux complets:

- **États-Unis:** Opérant sous une licence bancaire fédérale en tant que seule banque d'Afrique subsaharienne à bénéficier de cette distinction, UBA New York fournit des services bancaires de gros, notamment des services de financement du

commerce, de correspondance bancaire et de gestion de trésorerie à des entreprises mondiales, des organisations de développement et des institutions financières.

- **Royaume-Uni:** Basée à Londres et entièrement agréée par la Prudential Regulation Authority et la Financial Conduct Authority, UBA UK fournit des solutions financières fiables qui établissent des liens entre les marchés internationaux et les marchés africains. Tirant parti de la présence étendue du groupe UBA, UBA UK facilite les flux commerciaux, financiers et d'aide, garantissant ainsi aux entreprises et aux institutions la possibilité d'effectuer de manière efficiente des transactions transfrontalières.
- **France:** UBA Paris sert de passerelle vers l'Afrique francophone, fournissant des services spécialisés pour les flux commerciaux et d'investissement importants entre les pays africains francophones et les marchés internationaux, avec une expertise dans le financement des matières premières et le financement du développement.
- **United Arab Emirates:** UBA Dubaï positionne le groupe de manière stratégique au cœur des corridors économiques en pleine expansion entre le Golfe et l'Afrique, facilitant les flux d'investissement substantiels des pays du CCG vers les marchés africains tout en fournissant des services de trésorerie et de financement du commerce pour le commerce régional

Leader continental dans le financement du développement

La combinaison unique de la présence de UBA à l'échelle continentale et de son expertise sur le plan international le propulse au rang d'acteur de premier plan dans la transformation du financement du développement en Afrique. La Banque a démontré sa capacité à structurer des transactions complexes et multijuridictionnelles, notamment des projets d'infrastructure historiques tels que le projet hydroélectrique Julius Nyerere et le partenariat de financement des PME de la ZLECAF, d'un montant de six milliards d'USD.

Grâce à des financements structurés innovants, des instruments d'investissement hybrides et à la mobilisation de capitaux régionaux, UBA joue un rôle d'intermédiaire clé, transformant les capitaux locaux africains en impact concret sur le développement tout en attirant des investissements via des partenariats internationaux. Dotée de capacités complètes de gestion des risques et d'une conformité réglementaire rigoureuse dans plusieurs juridictions, la Banque facilite la mise en place de l'architecture financière sophistiquée nécessaire à la transformation économique de l'Afrique.

Excellence en matière de technologie et d'innovation

La transformation numérique d'UBA constitue un puissant moteur de croissance, ayant porté sa base de clients numériques à plus de 32,6 millions et entraîné une augmentation de 91,9 % des revenus numériques en glissement annuel, atteignant 253,0 milliards de nairas en 2024. Cette maîtrise technologique, associée à l'assistant bancaire Leo AI, qui traite plus de 12 millions de transactions chaque mois, illustre le leadership d'UBA en matière d'innovation financière et d'engagement client sur des marchés diversifiés.

Engagement en faveur du développement africain

En tant qu'institution véritablement panafricaine, le succès d'UBA est étroitement lié à celui des économies africaines qu'elle accompagne. Cette philosophie confère à la Banque un rôle qui va au-delà de celui d'un simple intermédiaire financier : UBA se positionne comme un partenaire de développement engagé, alignant ses stratégies sur les priorités nationales et les objectifs d'intégration continentale, car contribuer à une Afrique prospère constitue le meilleur investissement que la Banque puisse réaliser.

Africa's Global Bank

*24 pays, 4 continents,
une seule banque*

www.ubagroup.com



Avertissement:

Ce livre blanc renferme des déclarations prospectives et des analyses basées sur les conditions actuelles du marché et les données disponibles. Les projections économiques et les opportunités d'investissement décrites dans le présent document sont soumises aux risques du marché, aux changements réglementaires et aux développements géopolitiques. Les performances antérieures ne garantissent pas les résultats futurs. UBA encourage les lecteurs à effectuer leurs propres analyses et à solliciter l'avis des professionnels avant de prendre toute décision d'investissement.

